LES

DEUX MAITRESSES.

I.

Croyez-vous, madame, qu'il soit possible d'être amoureux de deux personnes à la fois? Si pareille question m'était faite, je répondrais que je n'en crois rien. C'est pourtant ce qui est arrivé à un de mes amis, dont je vous raconterai l'histoire, afin que vous en jugiez vous-même.

En général, lorsqu'il s'agit de justifier un double amour, on a d'abord recours aux contrastes. L'une était grande, l'autre petite; l'une avait quinze ans, l'autre en avait trente. Bref, on tente de prouver que deux femmes, qui ne se ressemblent ni d'âge, ni de figure, ni de caractère, peuvent inspirer en même temps deux passions très différentes. Je n'ai pas ce prétexte pour m'aider ici, car les deux femmes dont il s'agit se ressemblaient, au contraire, un peu. L'une était mariée, il est vrai, et l'autre veuve; l'une riche, et l'autre très pauvre; mais elles avaient presque le même âge, et elles étaient toutes deux brunes et fort petites. Bien qu'elles ne fussent ni sœurs ni cousines, il y avait entre elles un air de famille : de grands yeux noirs, même finesse de taille; c'étaient deux ménechmes femelles. Ne vous effrayez pas de ce mot; il n'y aura pas de quiproquos dans ce conte.

Avant d'en dire plus de ces dames, il faut parler de notre héros. Vers 1825 environ, vivait à Paris un jeune homme que nous appellerons Valentin. C'était un garçon assez singulier, et dont l'étrange manière de vivre aurait pu fournir quelque matière aux philosophes qui étudient l'homme. Il y avait en lui, pour ainsi dire, deux personnages différens. Vous l'eussiez pris, en le rencontrant un jour, pour un petit-maître de la régence. Son ton léger, son chapeau de travers, son air d'enfant prodigue en joyeuse humeur, vous eussent fait revenir en mémoire quelque *talon rouge* du temps passé. Le jour suivant, vous n'auriez vu en lui qu'un modeste étudiant de province se promenant un livre sous le bras. Aujourd'hui, il roulait carrosse et jetait l'argent par les fenêtres; demain il allait dîner à quarante sous. Avec cela, il recherchait en toute chose une sorte de perfection, et ne goûtait rien qui fût incomplet. Quand il s'agissait de plaisir, il voulait que tout fût plaisir, et n'était pas homme à acheter une jouissance par un moment d'ennui. S'il avait une loge au spectacle, il voulait que la voiture qui l'y menait fût douce, que le dîner eût été bon, et qu'aucune idée fâcheuse ne pût se présenter en sortant. Mais il buvait de bon cœur la piquette dans un cabaret de campagne, et se mettait à la queue pour aller au parterre. C'était alors un autre élément, et il n'y faisait pas le difficile; mais il gardait dans ses bizarreries une sorte de logique, et s'il y avait en lui deux hommes divers, ils ne se confondaient jamais.

Ce caractère étrange provenait de deux causes : peu de fortune et un grand amour du plaisir. La famille de Valentin jouissait de quelque aisance, mais il n'y avait rien de plus dans la maison qu'une honnête médiocrité. Une douzaine de mille francs par an dépensés avec ordre et économie, ce n'est pas de quoi mourir de faim; mais quand une famille entière vit là-dessus, ce n'est pas de quoi donner des fêtes. Toutefois, par un caprice du hasard, Valentin était né avec les goûts que peut avoir le fils d'un grand seigneur. A père avare, dit-on, fils prodigue; à parens économes, enfant dépensier. Ainsi le veut la Providence, que cependant tout le monde admire.

Valentin avait fait son droit, et était avocat sans causes, profession commune aujourd'hui. Avec l'argent qu'il avait de son père et celui qu'il gagnait de temps en temps, il pouvait être assez heureux, mais il aimait mieux tout dépenser à la fois et se passer de tout le lendemain. Vous vous souvenez, madame, de ces marguerites que les enfans effeuillent brin à brin? *Beaucoup*, disent-ils à la première

feuille; *passablement*, à la seconde, et, à la troisième, *pas du tout*. Ainsi faisait Valentin de ses journées; mais le *passablement* n'y était pas, car il ne pouvait le souffrir.

Pour vous le faire mieux connaître, il faut vous dire un trait de son enfance. Valentin couchait, à dix ou douze ans, dans un petit cabinet vitré, derrière la chambre de sa mère. Dans ce cabinet d'assez triste apparence, et encombré d'armoires poudreuses, se trouvait, entr'autres nippes, un vieux portrait avec un grand cadre doré. Quand, par une belle matinée, le soleil donnait sur ce portrait, l'enfant, à genoux sur son lit, s'en approchait avec délices. Tandis qu'on le croyait endormi, en attendant que l'heure du maître arrivât, il restait parfois des heures entières le front posé sur l'angle du cadre; les rayons de lumière, frappant sur les dorures, l'entouraient d'une sorte d'auréole où nageait son regard ébloui. Dans cette posture, il faisait mille rêves; une extase bizarre s'emparait de lui. Plus la clarté devenait vive, et plus son cœur s'épanouissait. Quand il fallait enfin détourner les yeux, fatigués de l'éclat de ce spectacle, il fermait alors ses paupières, et suivait avec curiosité la dégradation des teintes nuancées dans cette tache rougeâtre qui reste devant nous quand nous fixons trop long-temps la lumière; puis il revenait à son cadre, et recommençait de plus belle. Ce fut là, m'a-t-il dit lui-même, qu'il prit un goût passionné pour l'or et le soleil, deux excellentes choses, du reste.

Ses premiers pas dans la vie furent guidés par l'instinct de la passion native. Au collége, il ne se lia qu'avec des enfans plus riches que lui, non par orgueil, mais par goût. Précoce d'esprit dans ses études, l'amour-propre le poussait moins qu'un certain besoin de distinction. Il lui arrivait de pleurer au milieu de la classe, quand il n'avait pas, le samedi, sa place au banc d'honneur. Il achevait ses humanités et travaillait avec ardeur, lorsqu'une dame, amie de sa mère, lui fit cadeau d'une belle turquoise; au lieu d'écouter la leçon, il regardait sa bague reluire à son doigt. C'était encore l'amour de l'or tel que peut le ressentir un enfant curieux. Dès que l'enfant fut homme, ce dangereux penchant porta bientôt ses fruits.

A peine eut-il sa liberté, qu'il se jeta, sans réflexion, dans tous les travers d'un fils de famille. Né d'humeur gaie, insouciant de l'avenir, l'idée qu'il était pauvre ne lui venait pas, et il ne semblait pas s'en douter. Le monde le lui fit comprendre. Le nom qu'il portait lui permettait de traiter en égaux des jeunes gens qui avaient sur lui l'avantage de la fortune. Admis par eux, comment les imiter? Les

parens de Valentin vivaient à la campagne. Sous prétexte de faire son droit, il passait son temps à se promener aux Tuileries et au boulevart. Sur ce terrain, il était à l'aise; mais quand ses amis le quittaient pour monter à cheval, force lui était de rester à pied, seul et un peu désappointé. Son tailleur lui faisait crédit; mais à quoi sert l'habit, quand la poche est vide? Les trois quarts du temps il en était là. Trop fier pour vivre en parasite, il prenait à tâche de dissimuler ses secrets motifs de sagesse, refusait dédaigneusement des parties de plaisir où il ne pouvait payer son écot, et s'étudiait à ne toucher aux riches que dans ses jours de richesse.

Ce rôle, difficilement soutenu, tomba devant la volonté paternelle; il fallut choisir un état; Valentin entra dans une maison de banque. Le métier de commis ne lui plaisait guère, encore moins le travail quotidien. Il allait au bureau l'oreille un peu basse; il avait fallu renoncer aux amis en même temps qu'à la liberté; il n'en était pas honteux, mais il s'ennuyait. Quand arrivait, comme dit André Chénier, le jour de la veine dorée, une sorte de fièvre le saisissait. Qu'il eût des dettes à payer ou quelque emplette utile à faire, la présence de l'or le troublait à tel point, qu'il en perdait la réflexion. Dès qu'il voyait briller dans ses mains un peu de ce rare métal, il sentait son cœur tressaillir, et ne pensait plus qu'à courir, s'il faisait beau. Quand je dis courir, je me trompe; on le rencontrait, ces jours-là, dans une bonne voiture de louage, qui le menait au Rocher de Cancale; là, étendu sur les coussins, respirant l'air ou fumant son cigare, il se laissait bercer mollement, sans jamais songer à demain; demain pourtant, c'était l'ordinaire, il fallait redevenir commis; mais peu lui importait, pourvu qu'à tout prix il eût satisfait son imagination. Les appointemens du mois s'envolaient ainsi en un jour. Il passait, disait-il, ses mauvais momens à rêver, et ses bons momens à réaliser ses rêves; tantôt à Paris, tantôt à la campagne, on le rencontrait avec son fracas, presque toujours seul, preuve que ce n'était pas vanité de sa part. D'ailleurs, il faisait ses extravagances avec la simplicité d'un grand seigneur qui se passe un caprice. Voilà un bon commis, direz-vous; aussi le mit-on à la porte.

Avec la liberté et l'oisiveté revinrent des tentations de toute sorte. Quand on a beaucoup de désirs, beaucoup de jeunesse et peu d'argent, on court grand risque de faire des sottises. Valentin en fit d'assez grandes. Toujours poussé par sa manie de changer des rêves en réalité, il en vint à faire les plus dangereux rêves. Il lui passait

je suppose, par la tête, de se rendre compte de ce que peut être la vie d'un tel qui a cent mille francs à manger par an. Voilà mon étourdi, qui, toute une journée, n'en agissait ni plus ni moins que s'il eût été le personnage en question. Jugez où cela peut conduire avec un peu d'intelligence et de curiosité. Le raisonnement de Valentin, sur sa manière de vivre, était, du reste, assez plaisant. Il prétendait qu'à chaque créature vivante revient de droit une certaine somme de jouissance; il comparait cette somme à une coupe pleine que les économes vident goutte à goutte, et qu'il buvait, lui, à grands traits. Je ne compte pas les jours, disait-il, mais les plaisirs, et le jour où je dépense vingt-cinq louis, j'ai cent quatre-vingt-deux mille cinq cents livres de rente.

Au milieu de toutes ces folies, Valentin avait dans le cœur un sentiment qui devait le préserver; c'était son affection pour sa mère. Sa mère, il est vrai, l'avait toujours gâté; c'est un tort, dit-on, je n'en sais rien; mais, en tout cas, c'est le meilleur et le plus naturel des torts. L'excellente femme qui avait donné la vie à Valentin fit tout au monde pour la lui rendre douce. Elle n'était pas riche, comme vous savez. Si tous les petits écus glissés en cachette dans la main de l'enfant chéri s'étaient trouvés tout à coup rassemblés, ils auraient pourtant fait une belle pile. Valentin, dans tous ses désordres, n'eut jamais d'autre frein que l'idée de ne pas rapporter un chagrin à sa mère; mais cette idée le suivait partout. D'un autre côté, cette affection salutaire ouvrait son cœur à toutes les bonnes pensées, à tous les sentimens honnêtes. C'était pour lui la clé d'un monde qu'il n'eût peut-être pas compris sans cela. Je ne sais qui a dit le premier, qu'un être aimé n'est jamais malheureux; celui-là eût pu dire encore : « Qui aime sa mère n'est jamais méchant. » Quand Valentin regagnait le logis, après quelque folle équipée,

Traînant l'aile, et tirant le pié,

sa mère arrivait et le consolait. Qui pourrait compter les soins patiens, les attentions en apparence faciles, les petites joies intérieures, par lesquels l'amitié se prouve en silence, et rend la vie douce et légère? J'en veux citer un exemple en passant.

Un jour que l'étourdi garçon avait vidé sa bourse au jeu, il venait de rentrer de mauvaise humeur. Les coudes sur sa table, la tête dans ses mains, il se livrait à ses idées sombres. Sa mère entra, tenant un gros bouquet de roses dans un verre d'eau, qu'elle posa

doucement sur la table, à côté de lui. Il leva les yeux pour la remercier, et elle lui dit en souriant : « Il y en a pour quatre sous. » Ce n'était pas cher, comme vous voyez, cependant le bouquet était superbe. Valentin, resté seul, sentit le parfum frapper son cerveau excité. Je ne saurais vous dire quelle impression produisit sur lui une si douce jouissance, si facilement venue, si inopinément apportée; il pensa à la somme qu'il avait perdue, il se demanda ce qu'en aurait pu faire la main maternelle, qui le consolait à si bon marché. Son cœur gonflé se fondit en larmes, et il se souvint des plaisirs du pauvre qu'il venait d'oublier.

Ces plaisirs du pauvre lui devinrent chers, à mesure qu'il les connut mieux. Il les aima parce qu'il aimait sa mère; il regarda peu à peu autour de lui, et ayant un peu essayé de tout, il se trouva capable de tout sentir. Est-ce un avantage? Je n'en puis rien dire encore. Chance de jouissance, chance de souffrance.

J'aurai l'air de faire une plaisanterie, si je vous dis qu'en avançant dans la vie, Valentin devint à la fois plus sage et plus fou; c'est pourtant la vérité pure. Une double existence se développait en lui. Si son esprit avide l'entraînait, son cœur le retenait au logis. S'enfermait-il, décidé au repos, une orgue de Barbarie, jouant une valse, passait sous la fenêtre et dérangeait tout. Sortait-il alors, et, selon sa coutume, courait-il après les plaisirs, un mendiant rencontré en route, un mot touchant trouvé par hasard dans le fatras d'un drame à la mode, le rendaient pensif, et il retournait chez lui. Prenait-il la plume et s'asseyait-il pour travailler, sa plume distraite esquissait sur les marges d'un dossier la silhouette d'une jolie femme qu'il avait rencontrée au bal. Une bande joyeuse, réunie chez un ami, l'invitait-elle à rester à souper, il tendait son verre en riant, et buvait une copieuse rasade, puis il fouillait dans sa poche, voyait qu'il avait oublié sa clé, qu'il réveillerait sa mère en rentrant; il s'esquivait et revenait respirer ses roses bien-aimées.

Tel était ce garçon, simple et écervelé, timide et fier, tendre et audacieux. La nature l'avait fait riche, et le hasard l'avait fait pauvre; au lieu de choisir, il prit les deux partis. Tout ce qu'il y avait en lui de patience, de réflexion et de résignation, ne pouvait triompher de l'amour du plaisir, et ses plus grands momens de déraison ne pouvaient entamer son cœur. Il ne lutta ni contre son cœur, ni contre le plaisir qui l'attirait. Ce fut ainsi qu'il devint double, et qu'il vécut en perpétuelle contradiction avec lui-même, comme je vous le montrais tout à l'heure. Mais c'est de la faiblesse, allez-vous

dire. Eh! mon Dieu, oui; ce n'est pas là un Romain, mais nous ne sommes pas ici à Rome.

Nous sommes à Paris, madame, et il est question de deux amours. Heureusement pour vous, le portrait de mes héroïnes sera plus vite fait que celui de mon héros. Tournez la page, elles vont entrer en scène.

II.

Je vous ai dit que, de ces deux dames, l'une était riche et l'autre pauvre. Vous devinez déjà par quelle raison elles plurent toutes deux à Valentin. Je crois vous avoir dit aussi que l'une était mariée et l'autre veuve. La marquise de Parnes (c'est la mariée) était fille et femme de marquis. Ce qui vaut mieux, elle était fort riche; ce qui vaut mieux encore, elle était fort libre, son mari étant en Hollande pour affaires. Elle n'avait pas vingt-cinq ans, elle se trouvait reine d'un petit royaume au fond de la Chaussée-d'Antin. Ce royaume consistait en un petit hôtel, bâti avec un goût parfait entre une grande cour et un beau jardin. C'était la dernière folie du défunt beau-père, grand seigneur un peu libertin, et la maison, à dire vrai, se ressentait des goûts de son ancien maître; elle ressemblait plutôt à ce qu'on appelait jadis une *maison à parties* qu'à la retraite d'une jeune femme condamnée au repos par l'absence de l'époux. Un pavillon rond, séparé de l'hôtel, occupait le milieu du jardin. Ce pavillon, qui n'avait qu'un rez-de-chaussée, n'avait aussi qu'une seule pièce, et n'était qu'un immense boudoir meublé avec un luxe raffiné. Mme de Parnes, qui habitait l'hôtel et passait pour fort sage, n'allait point, disait-on, au pavillon. On y voyait pourtant quelquefois de la lumière. Compagnie excellente, dîners à l'avenant, fringans équipages, nombreux domestique, en un mot, grand bruit de bon ton, voilà la maison de la marquise. D'ailleurs, une éducation achevée lui avait donné mille talens; avec tout ce qu'il faut pour plaire sans esprit, elle trouvait moyen d'en avoir; une indispensable tante la menait partout; quand on parlait de son mari, elle disait qu'il allait revenir; personne ne pensait à médire d'elle.

Mme Delaunay (c'est la veuve) avait perdu son mari fort jeune; elle vivait avec sa mère, d'une modique pension obtenue à grand' peine, et à grand' peine suffisante. C'était à un troisième étage qu'il fallait monter, rue du Plat-d'Etain, pour la trouver brodant à sa fenêtre; c'était tout ce qu'elle savait faire; son éducation, vous le voyez, avait

été fort négligée. Un petit salon était tout son domaine; à l'heure du dîner, on y roulait la table de noyer, reléguée durant le jour dans l'antichambre. Le soir, une armoire à alcôve s'ouvrait, contenant deux lits. Du reste, une propreté soigneuse entretenait le modeste ameublement. Au milieu de tout cela, Mme Delaunay aimait le monde. Quelques anciens amis de son mari donnaient de petites soirées où elle allait, parée d'une fraîche robe d'organdy. Comme les gens sans fortune n'ont pas de saison, ces petites fêtes duraient toute l'année. Être pauvre, jeune, belle et honnête, ce n'est pas un mérite si rare qu'on le dit, mais c'est un mérite.

Quand je vous ai annoncé que mon Valentin aimait ces deux femmes, je n'ai pas prétendu déclarer qu'il les aimât également toutes deux. Je pourrais me tirer d'affaire en vous disant qu'il aimait l'une et désirait l'autre; mais je ne veux point chercher ces finesses, qui, après tout, ne signifieraient rien, sinon qu'il les désirait toutes deux. J'aime mieux vous raconter simplement ce qui se passait dans son cœur.

Ce qui le fit d'abord aller souvent dans ces deux maisons, ce fut un assez vilain motif, l'absence de maris dans l'une et dans l'autre. Il n'est que trop vrai qu'une apparence de facilité, quand bien même elle n'est qu'une apparence, séduit les jeunes têtes. Valentin était reçu chez Mme de Parnes, parce qu'elle voyait beaucoup de monde, sans autre raison; un ami l'avait présenté. Pour aller chez Mme Delaunay, qui ne recevait personne, ce n'avait pas été si aisé. Il l'avait rencontrée à l'une de ces petites soirées dont je vous parlais tout à l'heure, car Valentin allait un peu partout; il avait donc vu Mme Delaunay, l'avait remarquée, l'avait fait danser, enfin, un beau jour, avait trouvé moyen de lui porter un livre nouveau qu'elle désirait lire. La première visite une fois faite, on revient sans motif, et au bout de trois mois on est de la maison; ainsi vont les choses. Tel qui s'étonne de la présence d'un jeune homme dans une famille que personne n'aborde, serait quelquefois bien plus étonné d'apprendre sur quel frivole prétexte il y est entré.

Vous vous étonnerez peut-être, madame, de la manière dont se prit le cœur de Valentin. Ce fut, pour ainsi dire, l'ouvrage du hasard. Il avait, durant un hiver, vécu, selon sa coutume, assez follement, mais assez gaiement. L'été venu, comme la cigale, il se trouva au dépourvu. Les uns partaient pour la campagne, les autres allaient en Angleterre ou aux eaux; il y a de ces années de désertion où tout ce qu'on a d'amis disparaît; une bouffée de vent les emporte, et on

reste seul tout à coup. Si Valentin eût été plus sage, il aurait fait comme les autres, et serait parti de son côté; mais les plaisirs avaient été chers, et sa bourse vide le retenait à Paris. Regrettant son imprévoyance, aussi triste qu'on peut l'être à vingt-cinq ans, il songeait à passer l'été et à faire, non de nécessité vertu, mais de nécessité plaisir, s'il se pouvait. Sorti un matin par une de ces belles journées, où tout ce qui est jeune sort sans savoir pourquoi, il ne trouva, en y réfléchissant, que deux endroits où il pût aller, chez Mme de Parnes ou chez Mme Delaunay. Il fut chez toutes deux le jour même, et ayant agi ainsi en gourmand, il se trouva désœuvré le lendemain. Ne pouvant recommencer ses visites avant quelques jours, il se demanda quel jour il le pourrait; après quoi, involontairement, il repassa dans sa tête ce qu'il avait dit et entendu durant ces deux heures, devenues précieuses pour lui.

La ressemblance dont je vous ai parlé, et qui ne l'avait pas jusqu'alors frappé, le fit sourire d'abord. Il lui parut étrange que deux jeunes femmes, dans des positions si diverses, et dont l'une ignorait l'existence de l'autre, eussent l'air d'être les deux sœurs. Il compara dans sa mémoire leurs traits, leur taille et leur esprit; chacune des deux lui fit tour à tour moins aimer ou mieux goûter l'autre. Mme de Parnes était coquette, vive, minaudière et enjouée; Mme Delaunay était aussi tout cela, mais pas tous les jours, au bal seulement, et à un degré, pour ainsi dire, plus tiède. La pauvreté sans doute en était cause. Cependant, les yeux de la veuve brillaient parfois d'une flamme ardente qui semblait se concentrer dans le repos, tandis que le regard de la marquise ressemblait à une étincelle brillante, mais fugitive. C'est bien la même femme, se disait Valentin ; c'est le même feu, voltigeant là sur un foyer joyeux, ici couvert de cendres. Peu à peu, il vint aux détails; il pensa aux blanches mains de l'une effleurant son clavier d'ivoire, aux mains un peu maigres de l'autre tombant de fatigue sur ses genoux. Il pensa au pied, et il trouva bizarre que la plus pauvre fût la mieux chaussée; elle faisait ses guêtres elle-même. Il vit la dame de la Chaussée-d'Antin, étendue sur sa chaise longue, respirant la fraîcheur, les bras nus dès le matin. Il se demandait si Mme Delaunay avait d'aussi beaux bras sous ses manches d'indienne, et je ne sais pourquoi il tressaillit à l'idée de voir Mme Delaunay les bras nus; puis il pensa aux belles touffes de cheveux noirs de Mme de Parnes, et à l'aiguille à tricoter que Mme Delaunay plantait dans sa natte en causant. Il prit un crayon et chercha à retracer sur le papier la double image qui l'occupait. A force

d'effacer et de tâtonner, il arriva à l'une de ces ressemblances lointaines dont la fantaisie se contente quelquefois plutôt que d'un portrait trop vrai. Dès qu'il eut obtenu cette esquisse, il s'arrêta ; à laquelle des deux ressemblait-elle davantage? Il ne pouvait lui-même en décider; ce fut tantôt à l'une et tantôt à l'autre, selon le caprice de sa rêverie. Que de mystères dans le destin ! se disait-il; qui sait, malgré les apparences, laquelle de ces deux femmes est la plus heureuse? Est-ce la plus riche ou la plus belle? Est-ce celle qui sera le plus aimée? Non; c'est celle qui aimera le mieux. Que feraient-elles si demain matin elles s'éveillaient l'une à la place de l'autre? Valentin se souvint du dormeur éveillé, et sans s'apercevoir qu'il rêvait lui-même en plein jour, il fit mille châteaux en Espagne. Il se promit d'aller, dès le lendemain, faire ses deux visites, et d'emporter son esquisse pour en voir les défauts; en même temps il ajoutait un coup de crayon, une boucle de cheveux, un pli à la robe; les yeux étaient plus grands, le contour plus délicat. Il pensa de nouveau au pied, puis à la main, puis aux bras blancs; il pensa encore à mille autres choses; enfin il devint amoureux.

III.

Devenir amoureux n'est pas le difficile, c'est de savoir dire qu'on l'est. Valentin, muni de son esquisse, sortit de bonne heure le lendemain. Il commença par la marquise. Un heureux hasard, plus rare que l'on ne pense, voulut qu'il la trouvât ce jour-là telle qu'il l'avait rêvée la veille. On était alors au mois de juillet. Sur un banc de bois, garni de frais coussins, sous un beau chèvrefeuille en fleurs, les bras nus, vêtue d'un peignoir, ainsi pouvait paraître une nymphe aux yeux d'un berger de Virgile; ainsi parut aux yeux du jeune homme la blanche Isabelle, marquise de Parnes. Elle le salua d'un de ces doux sourires qui coûtent si peu quand on a de belles dents, et lui montra assez nonchalamment un tabouret fort éloigné d'elle. Au lieu de s'asseoir sur ce tabouret, il le prit pour se rapprocher; et comme il cherchait où se mettre : « Où allez-vous donc? » demanda la marquise.

Valentin pensa que sa tête s'était échauffée outre mesure, et que la réalité indocile allait moins vite que le désir. Il s'arrêta, et, replaçant le tabouret un peu plus loin encore qu'il n'était d'abord, s'assit, ne sachant trop quoi dire. Il faut savoir qu'un grand laquais,

à mine insolente et rebarbative, était debout devant la marquise, et lui présentait une tasse de chocolat brûlant qu'elle se mit à avaler à petites gorgées. La présence de ce tiers, l'extrême attention que mettait la dame à ne pas se brûler les lèvres, le peu de souci qu'en revanche elle prenait du visiteur, n'étaient pas faits pour encourager. Valentin tira gravement l'esquisse qu'il avait dans sa poche, et, fixant ses yeux sur Mme de Parnes, il examina alternativement l'original et la copie. Elle lui demanda ce qu'il faisait. Il se leva, lui donna son dessin, puis se rassit sans en dire davantage. Au premier coup d'œil, la marquise fronça le sourcil, comme lorsqu'on cherche une ressemblance, puis elle se pencha de côté, comme on fait lorsqu'on l'a trouvée. Elle avala le reste de sa tasse; le laquais s'en fut, et les belles dents reparurent avec le sourire.

— C'est mieux que moi, dit-elle enfin; vous avez fait cela de mémoire? Comment vous y êtes-vous pris?

Valentin répondit qu'un si beau visage n'avait pas besoin de poser pour qu'on pût le copier, et qu'il l'avait trouvé dans son cœur. La marquise fit un léger salut, et Valentin approcha son tabouret.

Tout en causant de choses indifférentes, Mme de Parnes regardait le dessin.

— Je trouve, dit-elle, qu'il y a dans ce portrait une physionomie qui n'est pas la mienne. On dirait que cela ressemble à quelqu'un qui me ressemble, mais que ce n'est pas moi qu'on a voulu faire.

Valentin rougit malgré lui, et crut sentir qu'au fond de l'ame il aimait Mme Delaunay; l'observation de la marquise lui en parut un témoignage. Il regarda de nouveau son dessin, puis la marquise, puis il pensa à la jeune veuve. Celle que j'aime, se dit-il, est celle à qui ce portrait ressemble le plus. Puisque mon cœur a guidé ma main, ma main m'expliquera mon cœur.

La conversation continua (il s'agissait, je crois, d'une course de chevaux qu'on avait faite au Champ-de-Mars la veille).

— Vous êtes à une lieue, dit Mme de Parnes.

Valentin se leva, s'avança vers elle.

— Voilà un beau chèvrefeuille, dit-il en passant.

La marquise étendit le bras, cassa une petite branche en fleurs et la lui offrit gracieusement.

— Tenez, dit-elle, prenez cela, et dites-moi si c'est vraiment moi dont vous avez cherché la ressemblance, ou si, en en peignant une autre, vous l'avez trouvée par hasard.

Par un petit mouvement de fatuité, Valentin, au lieu de prendre

la branche, présenta en riant, à la marquise, la boutonnière de son habit, afin qu'elle y mît le bouquet elle-même; pendant qu'elle s'y prêtait de bonne grace, mais non sans quelque peine, il était debout, et regardait le pavillon dont je vous ai parlé, et dont une persienne était entr'ouverte. Vous vous souvenez que Mme de Parnes passait pour n'y jamais aller. Elle affectait même quelque mépris pour ce boudoir galant et recherché, qu'elle trouvait de mauvaise compagnie. Valentin crut voir cependant que les fauteuils dorés et les tentures brillantes ne souffraient pas de la poussière. Au milieu de ces meubles à forme grecque, superbes et incommodes comme tout ce qui vient de l'empire, certaine chaise longue évidemment moderne lui parut se détacher dans l'ombre. Le cœur lui battit, je ne sais pourquoi, en songeant que la belle marquise se servait quelquefois de son pavillon; car pourquoi ce fauteuil eût-il été là, sinon pour aller s'y asseoir? Valentin saisit une des blanches mains occupées à le décorer, et la porta doucement à ses lèvres; ce qu'en pensa la marquise, je n'en sais rien; Valentin regardait la chaise longue; Mme de Parnes regardait le dessin de Valentin; elle ne retirait pas sa main, et il la tenait entre les siennes. Un domestique parut sur le perron; une visite arrivait; Valentin lâcha la main de la marquise, et (chose assez singulière) elle ferma brusquement la persienne.

La visite entrée, Valentin fut un peu embarrassé; car il vit que la marquise cachait son esquisse, comme par mégarde, en jetant son mouchoir dessus. Ce n'était pas là son compte; il prit le parti le plus court: il souleva le mouchoir et s'empara du papier; Mme de Parnes fit un léger signe d'étonnement.

— Je veux y retoucher, lui dit-il tout haut; permettez-moi d'emporter cela.

Elle n'insista pas, et il s'en fut avec.

Il trouva Mme Delaunay qui faisait de la tapisserie; sa mère était assise près d'elle. La pauvre femme, pour tout jardin, avait quelques fleurs sur sa croisée. Son costume, toujours le même, était de couleur sombre, car elle n'avait pas de robe du matin; tout superflu est signe de richesse. Une velléité de fausse élégance lui faisait porter cependant des boucles d'oreilles de mauvais goût et une chaîne de chrysocale. Ajoutez à cela des cheveux en désordre et l'apparence d'une fatigue habituelle; vous conviendrez que le premier coup d'œil ne lui rendait pas en ce moment la comparaison favorable.

Valentin n'osa pas, en présence de la mère, montrer le dessin qu'il apportait. Mais lorsque trois heures sonnèrent, la vieille dame, qui

n'avait pas de servante, sortit pour préparer son dîner. C'était l'instant qu'attendait le jeune homme. Il tira donc de nouveau son portrait, et tenta sa seconde épreuve. La veuve n'avait pas grande finesse; elle ne se reconnut pas, et Valentin, un peu confus, se vit obligé de lui expliquer que c'était elle qu'il avait voulu faire. Elle en parut d'abord étonnée, puis enchantée, et croyant simplement que c'était un cadeau que Valentin lui offrait, elle alla décrocher un petit cadre de bois blanc à la cheminée, en ôta un affreux portrait de Napoléon qui y jaunissait depuis 1810, et se disposa à y mettre le sien.

Valentin commença par la laisser faire; il ne pouvait se résoudre à gâter ce mouvement de joie naïve. Cependant l'idée que Mme de Parnes lui redemanderait sans doute son dessin, le chagrinait visiblement; Mme Delaunay, qui s'en aperçut, crut avoir commis une indiscrétion; elle s'arrêta, embarrassée, tenant son cadre et ne sachant qu'en faire. Valentin, qui, de son côté, sentait qu'il avait fait une sottise en montrant ce portrait qu'il ne voulait pas donner, cherchait en vain à sortir d'embarras. Après quelques instans de gêne et d'hésitation, le cadre et le papier restèrent sur la table, à côté du Napoléon détrôné, et Mme Delaunay reprit son ouvrage.

— Je voudrais, dit enfin Valentin, qu'avant de vous laisser cette petite ébauche, il me fût permis d'en faire une copie.

— Je crois que je ne suis qu'une étourdie, répondit la veuve. Gardez ce dessin qui vous appartient, si vous y attachez quelque prix. Je ne suppose pourtant pas que votre intention soit de le mettre dans votre chambre ni de le montrer à vos amis?

— Certainement non; mais c'est pour moi que je l'ai fait, et je ne voudrais pas le perdre entièrement.

— A quoi pourra-t-il vous servir, puisque vous m'assurez que vous ne le montrerez pas?

— Il me servira à vous voir, madame, et à parler quelquefois à votre image de ce que je n'ose vous dire à vous-même.

Quoique cette phrase à la rigueur ne fût qu'une galanterie, le ton dont elle était prononcée fit lever les yeux à la veuve. Elle jeta sur le jeune homme un regard, non pas sévère, mais sérieux; ce regard troubla Valentin, déjà ému de ses propres paroles; il roula l'esquisse et allait la remettre dans sa poche, quand Mme Delaunay se leva et la lui prit des mains d'un air de raillerie timide. Il se mit à rire, et à son tour, s'empara lestement du papier.

— Et de quel droit, madame, m'ôteriez-vous ma propriété? Est-ce que cela ne m'appartient pas?

— Non, dit-elle assez sèchement; personne n'a le droit de faire un portrait sans le consentement du modèle.

Elle s'était rassise à ce mot, et Valentin, la voyant un peu agitée, s'approcha d'elle et se sentit plus hardi. Soit repentir d'avoir laissé voir le plaisir qu'elle avait d'abord ressenti, soit désappointement, soit impatience, Mme Delaunay avait la main tremblante. Valentin, qui venait de baiser celle de Mme de Parnes, et qui ne l'avait pas fait trembler pour cela, prit, sans autre réflexion, celle de la veuve. Elle le regarda d'un air stupéfait, car c'était la première fois qu'il arrivait à Valentin d'être si familier avec elle. Mais quand elle le vit s'incliner et approcher ses lèvres de sa main, elle se leva, lui laissa prendre sans résistance un long baiser sur sa mitaine, et lui dit avec une extrême douceur :

— Mon cher monsieur, ma mère a besoin de moi; je suis fâchée de vous quitter.

Elle le laissa seul sur ce compliment, sans lui donner le temps de la retenir et sans attendre sa réponse. Il se sentit fort inquiet; il eut peur de l'avoir blessée; il ne pouvait se décider à s'en aller et restait debout, attendant qu'elle revînt. Ce fut la mère qui reparut, et il craignit, en la voyant, que son imprudence ne lui coûtât cher; il n'en fut rien; la bonne dame, de l'air le plus riant, venait lui tenir compagnie pendant que sa fille repassait sa robe pour aller le soir à son petit bal. Il voulut attendre encore quelque temps, espérant toujours que la belle boudeuse allait pardonner; mais la robe était, à ce qui paraît, fort ample; le temps de se retirer arriva, et il fallut partir sans connaître son sort.

Rentré chez lui, notre étourdi ne se trouva pourtant pas trop mécontent de sa journée. Il repassa peu à peu dans sa tête toutes les circonstances de ses deux visites; comme un chasseur qui a lancé le cerf, et qui calcule ses embuscades, ainsi l'amoureux calcule ses chances et raisonne sa fantaisie. La modestie n'était pas le défaut de Valentin. Il commença par convenir avec lui-même que la marquise lui appartenait. En effet, il n'y avait eu de la part de Mme de Parnes ombre de sévérité ni de résistance. Il fit cependant réflexion que, par cette raison même, il pouvait bien n'y avoir eu qu'une ombre légère de coquetterie. Il y a de très belles dames de par le monde qui se laissent baiser la main, comme le pape laisse baiser sa mule; c'est une formalité charitable; tant mieux pour ceux qu'elle mène en paradis. Valentin se dit que la pruderie de la veuve promettait peut-être plus, au fond, que le laisser-aller de la marquise. Mme Delau-

nay, après tout, n'avait pas été bien rigide. Elle avait doucement retiré sa main, et s'en était allée repasser sa robe. En pensant à cette robe, Valentin pensa au petit bal; c'était le soir même; il se promit d'y aller.

Tout en se promenant par la chambre, et tout en faisant sa toilette, son imagination s'exaltait. C'était la veuve qu'il allait voir, c'était à elle qu'il songeait. Il vit sur sa table un petit portefeuille assez laid, qu'il avait gagné dans une loterie. Sur la couverture de ce portefeuille était un méchant paysage à l'aquarelle, sous verre, et assez bien monté. Il remplaça adroitement ce paysage par le portrait de Mme de Parnes; je me trompe, je veux dire de Mme Delaunay. Cela fait, il mit ce portefeuille en poche, se promettant de le tirer à propos, et de le faire voir à sa future conquête. Que dira-t-elle? se demanda-t-il. Et que répondrai-je? se demanda-t-il encore. Tout en ruminant entre ses dents quelques-unes de ces phrases préparées d'avance qu'on apprend par cœur, et qu'on ne dit jamais, il lui vint l'idée beaucoup plus simple d'écrire une déclaration en forme, et de la donner à la veuve.

Le voilà écrivant; quatre pages se remplissent. Tout le monde sait combien le cœur s'émeut durant ces instans où l'on cède à la tentation de fixer sur le papier un sentiment peut-être fugitif; il est doux, il est dangereux, madame, d'oser dire qu'on aime; la première page qu'écrivit Valentin était un peu froide et beaucoup trop lisible. Les virgules s'y trouvaient à leur place, les alinéas bien marqués, toutes choses qui prouvent peu d'amour. La seconde page était déjà moins correcte, les lignes se pressaient à la troisième, et la quatrième, il faut en convenir, était pleine de fautes d'orthographe.

Comment vous dire l'étrange pensée qui s'empara de Valentin, tandis qu'il cachetait sa lettre? C'était pour la veuve qu'il l'avait écrite; c'était à elle qu'il parlait de son amour, de son baiser du matin, de ses craintes et de ses désirs; au moment d'y mettre l'adresse, il s'aperçut, en se relisant, qu'aucun détail particulier ne se trouvait dans cette lettre, et il ne put s'empêcher de sourire à l'idée de l'envoyer à Mme de Parnes. Peut-être y eut-il, à son insu, un motif caché qui le porta à exécuter cette idée bizarre. Il se sentait, au fond du cœur, incapable d'écrire une pareille lettre pour la marquise, et son cœur lui disait en même temps que, lorsqu'il voudrait, il en pourrait récrire une autre à Mme Delaunay. Il profita donc de l'occasion, et envoya, sans plus tarder, la déclaration faite pour la veuve à l'hôtel de la Chaussée-d'Antin.

IV.

C'était chez un ancien notaire, nommé M. des Andelys, qu'avait lieu la petite réunion où Valentin devait rencontrer Mme Delaunay. Il l'y trouva, comme il l'espérait, plus belle et plus coquette que jamais. Malgré la chaîne et les boucles d'oreilles, sa toilette était presque simple; un seul nœud de ruban de couleur changeante accompagnait son joli visage, et un autre de pareille nuance serrait sa taille souple et mignonne. J'ai dit qu'elle était fort petite, brune, et qu'elle avait de grands yeux; elle était aussi un peu maigre, et différait en cela de Mme de Parnes, dont l'embonpoint montrait les plus belles formes enveloppées d'un réseau d'albâtre. Pour me servir d'une expression d'atelier, qui rendra ici ma pensée, l'ensemble de Mme Delaunay était *bien fondu*, c'est-à-dire que rien ne tranchait en elle; ses cheveux n'étaient pas très noirs et son teint n'était pas très blanc; elle avait l'air d'une petite créole; Mme de Parnes, au contraire, était comme peinte; une légère pourpre colorait ses joues et ravivait ses yeux étincelans; rien n'était plus admirable que ses épais cheveux noirs couronnant ses belles épaules. Mais je vois que je fais comme mon héros; je pense à l'une quand il faut parler de l'autre; souvenons-nous que la marquise n'allait point à des soirées de notaire.

Quand Valentin pria la veuve de lui accorder une contredanse, un *je suis engagée* bien sec fut toute la réponse qu'il obtint. Notre étourdi, qui s'y attendait, feignit de n'avoir pas entendu, et répondit: Je vous remercie. Il fit quelques pas là-dessus, et Mme Delaunay courut après lui pour lui dire qu'il se trompait. En ce cas, demanda-t-il aussitôt, quelle contredanse me donnerez-vous? Elle rougit, et n'osant refuser, feuilletait un petit livret de bal où ses danseurs étaient inscrits: « Ce livret me trompe, dit-elle en hésitant; il y a une quantité de noms que je n'ai pas encore effacés, et qui me troublent la mémoire. » C'était bien le cas de tirer le portefeuille à portrait; Valentin n'y manqua pas: « Tenez, dit-il, écrivez mon nom sur la première page de cet album. Il me sera plus cher encore. »

Mme Delaunay se reconnut cette fois; elle prit le portefeuille, regarda son portrait, et écrivit à la première page le nom de Valentin; après quoi, en lui rendant le portefeuille, elle lui dit assez tristement: « Il faut que je vous parle, j'ai deux mots nécessaires à vous dire; mais je ne puis pas danser avec vous. »

Elle passa alors dans une chambre voisine où l'on jouait, et Valentin la suivit. Elle paraissait excessivement embarrassée. « Ce que j'ai à vous demander, dit-elle, va peut-être vous sembler très ridicule, et je sens moi-même que vous aurez raison de le trouver ainsi. Vous m'avez fait une visite ce matin, et vous m'avez.... pris la main, ajouta-t-elle timidement. Je ne suis ni assez enfant ni assez sotte pour ignorer que si peu de chose ne fâche personne et ne signifie rien. Dans le grand monde, dans celui où vous vivez, ce n'est qu'une simple politesse; cependant nous nous trouvions seuls, et vous n'arriviez ni ne partiez; vous conviendrez, ou, pour mieux dire, vous comprendrez peut-être par amitié pour moi....

Elle s'arrêta, moitié par crainte, et moitié par ennui de l'effort qu'elle faisait. Valentin, à qui ce préambule causait une frayeur mortelle, attendait qu'elle continuât, lorsqu'une idée subite lui traversa l'esprit. Il ne réfléchit pas à ce qu'il faisait, et cédant à un premier mouvement, il s'écria :

— Votre mère l'a vu !

— Non, répondit la veuve avec dignité; non, monsieur, ma mère n'a rien vu. Comme elle achevait ces mots, la contredanse commença, son danseur vint la chercher, et elle disparut dans la foule.

Valentin attendit impatiemment, comme vous pouvez croire, que la contredanse fût finie. Ce moment désiré arriva enfin, mais Mme Delaunay retourna à sa place, et, quoi qu'il fît pour l'approcher, il ne put lui parler. Elle ne semblait pas hésiter sur ce qui lui restait à dire, mais penser comment elle le dirait. Valentin se faisait mille questions qui toutes aboutissaient au même résultat : « elle veut me prier de ne plus revenir chez elle. » Une pareille défense, cependant, sur un aussi léger prétexte, le révoltait. Il y trouvait plus que du ridicule; il y voyait ou une sévérité déplacée, ou une fausse vertu prompte à se faire valoir. « C'est une bégueule ou une coquette, » se dit-il. Voilà, madame, comme on juge à vingt-cinq ans.

Mme Delaunay comprenait parfaitement ce qui se passait dans la tête du jeune homme. Elle l'avait bien un peu prévu, mais, en le voyant, elle perdait courage. Son intention n'était pas tout-à-fait de défendre sa porte à Valentin; mais, tout en n'ayant guère d'esprit, elle avait beaucoup de cœur, et elle avait vu clairement le matin qu'il ne s'agissait pas d'une plaisanterie, et qu'elle allait être attaquée. Les femmes ont un certain tact qui les avertit de l'approche du combat. La plupart d'entre elles s'y exposent ou parce qu'elles se sentent sur leurs gardes, ou parce qu'elles prennent plaisir au

danger. Les escarmouches amoureuses sont le passe-temps des belles oisives. Elles savent se défendre et ont, quand elles veulent, l'occasion de se distraire. Mais Mme Delaunay était trop occupée, trop sédentaire; elle voyait trop peu de monde, elle travaillait trop aux ouvrages d'aiguille qui laissent rêver et font quelquefois rêver; elle était trop pauvre, en un mot, pour se laisser baiser la main. Non pas qu'aujourd'hui elle se crût en péril; mais qu'allait-il arriver demain si Valentin lui parlait d'amour, et si, après-demain, elle lui fermait sa maison, et si, le jour suivant, elle s'en repentait? L'ouvrage irait-il pendant ce temps-là? Y aurait-il le soir le nombre de points voulu? (Je vous expliquerai ceci plus tard.) Mais qu'allait-on dire, en tout cas? Une femme qui vit presque seule est bien plus exposée qu'une autre. Ne doit-elle pas être plus sévère? Mme Delaunay se disait qu'au risque d'être ridicule, il fallait éloigner Valentin, avant que son repos ne fût troublé. Elle voulait donc parler, mais elle était femme, et il était là; le *droit de présence* est le plus fort de tous, et le plus difficile à combattre.

Dans un moment où tous les motifs que je viens d'indiquer brièvement, se représentaient à elle avec force, elle se leva. Valentin était en face d'elle, et leurs regards se rencontrèrent; depuis une heure, le jeune homme réfléchissait, seul, à l'écart, et lisait aussi de son côté dans les grands yeux de Mme Delaunay chaque pensée qui l'agitait. A sa première impatience avait succédé la tristesse. Il se demandait si, en effet, c'était là une prude ou une coquette, et plus il cherchait dans ses souvenirs, plus il examinait le visage timide et pensif qu'il avait devant lui, plus il se sentait saisi d'un certain respect. Il se disait que son étourderie était peut-être plus grave qu'il ne l'avait cru. Quand Mme Delaunay vint à lui, il savait ce qu'elle allait lui demander. Il voulait lui en éviter la peine; mais il la trouva trop belle et trop émue, et il aima mieux la laisser parler.

Ce ne fut pas sans trouble qu'elle s'y décida, et qu'elle en vint à tout expliquer. La fierté féminine, en cette circonstance, avait une rude atteinte à subir. Il fallait avouer qu'on était sensible, et cependant ne pas le laisser voir; il fallait dire qu'on avait tout compris, et cependant paraître ne rien comprendre. Il fallait dire enfin qu'on avait peur, dernier mot que prononce une femme; et la cause de cette crainte était si légère! Dès ses premières paroles, Mme Delaunay sentit qu'il n'y avait, pour elle, qu'un moyen de n'être ni faible, ni prude, ni coquette, ni ridicule: c'était d'être vraie. Elle parla donc,

et tout son discours pouvait se réduire à cette phrase : « Éloignez-vous; j'ai peur de vous aimer. »

Quand elle se tut, Valentin la regarda à la fois avec étonnement, avec chagrin et avec un exprimable plaisir. Je ne sais quel orgueil le saisissait; il y a toujours de la joie à se sentir battre le cœur. Il ouvrait les lèvres pour répondre, et cent réponses lui venaient en même temps; il s'enivrait de son émotion et de la présence d'une femme qui osait lui parler ainsi. Il voulait lui dire qu'il l'aimait, il voulait lui promettre de lui obéir, il voulait lui jurer de ne la jamais quitter, il voulait la remercier de son bonheur, il voulait lui parler de sa peine; enfin mille idées contradictoires, mille tourmens et mille délices lui traversaient l'esprit, et, au milieu de tout cela, il était sur le point de s'écrier malgré lui : Mais vous m'aimez!

Pendant toutes ces hésitations, on dansait un galop dans le salon. C'était la mode en 1825; quelques groupes s'étaient lancés et faisaient le tour de l'appartement; la veuve se leva; elle attendait toujours la réponse du jeune homme. Une singulière tentation s'empara de lui, en voyant passer la joyeuse promenade : « Eh bien! oui, dit-il, je vous le jure, vous me voyez pour la dernière fois. » En parlant ainsi, il entoura de son bras la taille de Mme Delaunay. Ses yeux semblaient dire : « Cette fois encore, soyons amis, imitons-les. » Elle se laissa entraîner en silence, et bientôt, comme deux oiseaux, il s'envolèrent au bruit de la musique.

Il était tard, et le salon était presque vide; les tables de jeu étaient encore garnies; mais il faut savoir que la salle-à-manger du notaire faisait un retour sur l'appartement, et qu'elle se trouvait alors complètement déserte. Les galopeurs n'allaient pas plus loin; ils tournaient autour de la table, puis revenaient au salon. Il arriva que, lorsque Valentin et Mme Delaunay passèrent à leur tour dans cette salle-à-manger, aucuns danseurs ne les suivaient; ils se trouvèrent donc tout à coup seuls, au milieu du bal; un regard rapide, jeté en arrière, convainquit Valentin qu'aucune glace, aucune porte ne pouvait le trahir; il serra la jeune veuve sur son cœur, et, sans lui dire une parole, posa ses lèvres sur son épaule nue.

Le moindre cri échappé à Mme Delaunay aurait causé un affreux scandale. Heureusement pour l'étourdi, sa danseuse se montra prudente; mais elle ne put se montrer brave en même temps, et elle serait tombée, s'il ne l'avait retenue. Il la retint donc, et en rentrant au salon, elle s'arrêta, appuyée sur son bras, pouvant à peine respirer. Que n'eût-il pas donné pour pouvoir compter les battemens de ce

cœur tremblant! Mais la musique cessait, il fallut partir, et quoi qu'il put dire à Mme Delaunay, elle ne voulut point lui répondre.

V.

Notre héros ne s'était pas trompé lorsqu'il avait craint de compter trop vite sur l'indolence de la marquise. Il était encore, le lendemain, entre la veille et le sommeil, lorsqu'on lui apporta un billet à peu près conçu ainsi :

« Monsieur, je ne sais qui vous a donné le droit de m'écrire dans de pareils termes. Si ce n'est pas une méprise, c'est une gageure ou une impertinence. Dans tous les cas, je vous renvoie votre lettre, qui ne peut pas m'être adressée. »

Encore tout plein d'un souvenir plus vif, Valentin se souvenait à peine de sa déclaration envoyée à Mme de Parnes. Il relut deux ou trois fois le billet avant d'en comprendre clairement le sens. Il en fut d'abord assez honteux, et cherchait vainement quelle réponse il pouvait y faire. En se levant et en se frottant les yeux, ses idées devinrent plus nettes. Il lui sembla que ce langage n'était pas celui d'une femme offensée. Ce n'était pas ainsi que s'était exprimée Mme Delaunay. Il relut la lettre qu'on lui renvoyait; il n'y trouva rien qui méritât tant de colère; cette lettre était passionnée, folle peut-être, mais sincère et respectueuse. Il jeta le billet sur sa table, et se promit de n'y plus penser.

De pareilles promesses ne se tiennent guère; il n'y aurait peut-être plus pensé, en effet, si le billet, au lieu d'être sévère, eût été tendre ou seulement poli; car la soirée de la veille avait laissé dans l'ame du jeune homme une trace profonde. Mais la colère est contagieuse; Valentin commença par essuyer son rasoir sur le billet de la marquise; puis il le déchira et le jeta à terre; puis il brûla sa déclaration; puis il s'habilla, et se promena à grands pas par la chambre; puis il demanda à déjeuner, et ne put ni boire ni manger; puis, enfin, il prit son chapeau, et s'en fut chez Mme de Parnes.

On lui répondit qu'elle était sortie; voulant savoir si c'était vrai, il répondit : C'est bon, je le sais; et traversa lestement la cour. Le portier courait après lui, lorsqu'il rencontra la femme de chambre. Il aborda celle-ci, la prit à l'écart, et sans autre préambule, lui mit un louis dans la main. Mme de Parnes était chez elle; il fut convenu avec la servante que personne n'aurait vu Valentin, et qu'on l'aurait laissé

passer par mégarde. Il entra là-dessus, traversa le salon, et trouva la marquise seule dans sa chambre à coucher.

Elle lui parut, s'il faut tout dire, beaucoup moins en colère que son billet. Elle lui fit pourtant, vous vous y attendez, des reproches de sa conduite, et lui demanda fort sèchement par quel hasard il entrait ainsi. Il répondit d'un air naturel qu'il n'avait point rencontré de domestique pour se faire annoncer, et qu'il venait offrir, en toute humilité, les très humbles excuses de sa conduite.

— Et quelles excuses en pouvez-vous donner? demanda Mme de Parnes.

Le mot de méprise qui se trouvait dans le billet, revint par hasard à la mémoire de Valentin; il lui sembla plaisant de prendre ce prétexte, et de dire ainsi la vérité. Il répondit donc que la lettre insolente dont se plaignait la marquise, n'avait pas été écrite pour elle, et qu'elle lui avait été apportée par erreur. Persuader une pareille affaire n'était pas facile, comme bien vous pensez. Comment peut-on écrire un nom et une adresse par méprise? Je ne me charge pas de vous expliquer par quelle raison Mme de Parnes crut ou feignit de croire à ce que Valentin lui disait. Il lui raconta, du reste, plus sincèrement qu'elle ne le pensait, qu'il était amoureux d'une jeune veuve, que cette veuve, par le hasard le plus singulier, ressemblait beaucoup à Mme la marquise, qu'il la voyait souvent, qu'il l'avait vue la veille; il dit, en un mot, tout ce qu'il pouvait dire, en retranchant le nom et quelques petits détails que vous devinerez.

Il n'est pas sans exemple qu'un amoureux novice se serve de fables de ce genre pour déguiser sa passion. Dire à une femme qu'on en aime une autre qui lui est semblable en tout point, c'est à la rigueur un moyen romanesque qui peut donner le droit de parler d'amour; mais il faut, je crois, pour cela, que la personne auprès de laquelle on emploie de pareils stratagèmes y mette un peu de bonne volonté; fut-ce ainsi que la marquise l'entendit? Je l'ignore. La vanité blessée plutôt que l'amour avait amené Valentin; plutôt que l'amour, la vanité flattée apaisa Mme de Parnes; elle en vint même à faire au jeune homme quelques questions sur sa veuve; elle s'étonnait de la ressemblance dont il lui parlait; elle serait, disait-elle, curieuse d'en juger par ses yeux; quel est son âge? demandait-elle; est-elle plus petite ou plus grande que moi? a-t-elle de l'esprit? où va-t-elle? est-ce que je ne la connais pas?

A toutes ces demandes, Valentin répondait, autant que possible, la vérité. Cette sincérité de sa part avait, à chaque mot, l'air d'une

flatterie détournée. Elle n'est ni plus grande ni plus petite que vous, disait-il; elle a, comme vous, cette taille charmante, comme vous ce pied incomparable, comme vous ces beaux yeux pleins de feu. La conversation, sur ce ton, ne déplaisait pas à la marquise. Tout en écoutant d'un air détaché, elle se mirait du coin de l'œil. A dire vrai, ce petit manége choquait horriblement Valentin. Il ne pouvait comprendre cette demi-vertu ni cette demi-hypocrisie d'une femme qui se fâchait d'une parole franche et qui s'en laissait conter à travers une gaze. En voyant les œillades que la marquise se renvoyait à elle-même dans la glace, il se sentait l'envie de lui tout dire, le nom, la rue, le baiser du bal, et de prendre ainsi sa revanche complète sur le billet qu'il avait reçu.

Une question de Mme de Parnes soulagea la mauvaise humeur du jeune homme. Elle lui demanda, d'un air railleur, s'il ne pouvait du moins lui dire le nom de baptême de sa veuve. Elle s'appelle Julie, répliqua-t-il sur-le-champ. Il y avait, dans cette réponse, si peu d'hésitation et tant de netteté, que Mme de Parnes en fut frappée. C'est un assez joli nom, dit-elle; et la conversation tomba tout à coup.

Il arriva alors une chose peut-être difficile à expliquer, et peut-être aisée à comprendre. Dès que la marquise crut sérieusement que cette déclaration qui l'avait choquée, n'était réellement pas pour elle, elle en parut surprise et presque blessée. Soit que la légèreté de Valentin lui semblât trop forte, s'il en aimait une autre, soit qu'elle regrettât d'avoir montré de la colère mal à propos, elle devint rêveuse, et, ce qui est étrange, en même temps irritée et coquette. Elle voulut revenir sur son pardon, et tout en cherchant querelle à Valentin, elle s'assit à sa toilette; elle dénoua le ruban qui entourait son cou, puis le rattacha; elle prit un peigne; sa coiffure semblait lui déplaire; elle refaisait une boucle d'un côté, en retranchait une de l'autre; comme elle arrangeait son chignon, le peigne lui glissa des mains, et sa longue chevelure noire lui couvrit les épaules.

— Voulez-vous que je sonne? demanda Valentin; avez-vous besoin de votre femme de chambre?

— Ce n'est pas la peine, répondit la marquise, qui releva d'une main impatiente ses cheveux déroulés, et y enfonça son peigne; je ne sais ce que font mes domestiques; il faut qu'ils soient tous sortis, car j'avais défendu ce matin qu'on me laissât entrer personne.

— En ce cas, dit Valentin, j'ai commis une indiscrétion, et je me retire.

Il fit quelques pas vers la porte, et allait sortir en effet, quand la marquise, qui tournait le dos, et apparemment n'avait pas entendu sa réponse, lui dit :

— Donnez-moi une boîte qui est sur la cheminée.

Il obéit; elle prit des épingles dans la boîte, et rajusta sa coiffure.

— A propos, dit-elle, et ce portrait que vous aviez fait?

— Je ne sais où il est, répondit Valentin; mais je le retrouverai, et si vous permettez, je vous le donnerai, lorsque je l'aurai retouché.

Un domestique vint, apportant une lettre à laquelle il fallait une réponse. La marquise se mit à écrire; Valentin se leva et entra dans le jardin. En passant près du pavillon, il vit que la porte en était ouverte; la femme de chambre qu'il avait rencontrée en arrivant, y essuyait les meubles; il entra, curieux d'examiner de près ce mystérieux boudoir qu'on disait délaissé. En le voyant, la servante se mit à rire avec cet air de protection que prend tout laquais après une confidence. C'était une fille jeune et assez jolie; il s'approcha d'elle délibérément, et se jeta sur un fauteuil.

— Est-ce que votre maîtresse ne vient pas quelquefois ici? demanda-t-il d'un air distrait.

La soubrette semblait hésiter à répondre; elle continuait à ranger; en passant devant la chaise longue de forme moderne dont je vous ai, je crois, parlé, elle dit à demi-voix :

— Voilà le fauteuil de madame.

— Et pourquoi, reprit Valentin, madame dit-elle qu'elle ne vient jamais?

— Monsieur, répondit la servante, c'est que l'ancien marquis, ne vous déplaise, a fait des siennes dans ce pavillon. Il a mauvais renom dans le quartier; quand on y entend du tapage, on dit : C'est le pavillon de Parnes; et voilà pourquoi madame s'en défend.

— Et qu'y vient faire madame? demanda encore Valentin.

Pour toute réponse, la soubrette haussa légèrement les épaules, comme pour dire : Pas grand mal.

Valentin regarda par la fenêtre si la marquise écrivait encore. Il avait mis, tout en causant, la main dans la poche de son gilet; le hasard voulut que dans ce moment il fût dans la veine dorée; un caprice de curiosité lui passa par la tête; il tira un double louis neuf qui reluisait merveilleusement au soleil, et dit à la soubrette :

— Cachez-moi ici.

D'après ce qui s'était passé, la soubrette croyait que Valentin n'était pas mal vu de sa maîtresse. Pour entrer d'autorité chez une

femme, il faut une certaine assurance d'en être bien reçu, et quand, après avoir forcé sa porte, on passe une demi-heure dans sa chambre, les domestiques savent qu'en penser. Cependant la proposition était hardie; se cacher pour surprendre les gens, c'est une idée d'amoureux, et non une idée d'amant; le double louis, quelque beau qu'il fût, ne pouvait lutter avec la crainte d'être chassée. Mais après tout, pensa la servante, quand on est aussi amoureux, on est bien près de devenir amant. Qui sait? au lieu d'être chassée, je serai peut-être remerciée. Elle prit donc le double en soupirant, et montra en riant à Valentin un vaste placard où il se jeta.

— Où êtes-vous donc? demandait la marquise, qui venait de descendre dans le jardin.

La servante répondit que Valentin était sorti par le petit salon. Mme de Parnes regarda de côté et d'autre comme pour s'assurer qu'il était parti; puis elle entra dans le pavillon, y jeta un coup d'œil, et s'en fut, après avoir fermé la porte à clé.

Vous trouverez peut-être, madame, que je vous fais un conte invraisemblable. Je connais des gens d'esprit, dans ce siècle de prose, qui soutiendraient très gravement que de pareilles choses ne sont pas possibles, et que, depuis la révolution, on ne se cache plus dans un pavillon. Il n'y a qu'une réponse à faire à ces incrédules : c'est qu'ils ont sans doute oublié le temps où ils étaient amoureux.

Dès que Valentin se trouva seul, il lui vint l'idée très naturelle qu'il allait peut-être passer là une journée. Quand sa curiosité fut satisfaite, et après qu'il eut examiné à loisir le lustre, les rideaux et les consoles, il se trouva, avec un grand appétit, vis-à-vis d'un sucrier et d'une carafe. Je vous ai dit que le billet du matin l'avait empêché de déjeuner; mais il n'avait, en ce moment, aucun motif pour ne pas dîner. Il avala deux ou trois morceaux de sucre, et se souvint d'un vieux paysan à qui on demandait s'il aimait les femmes : J'aime assez une belle fille, répondit le brave homme, mais j'aime mieux une bonne côtelette. Valentin pensait aux festins dont, au dire de la soubrette, ce pavillon avait été témoin, et à la vue d'une belle table ronde qui occupait le milieu de la chambre, il aurait volontiers évoqué le spectre des petits soupers du défunt marquis. Qu'on serait bien ici, se disait-il, par une soirée ou par une nuit d'été, les fenêtres ouvertes, les persiennes fermées, les bougies allumées, la table servie! Quel heureux temps que celui où nos ancêtres n'avaient qu'à frapper du pied sur le parquet, pour faire sortir de terre un bon repas! Et en parlant ainsi, Valentin frappait du pied, mais rien ne

lui répondait que l'écho de la voûte et le gémissement d'une harpe détendue.

Le bruit d'une clé dans la serrure le fit retourner précipitamment à son placard; était-ce la marquise ou la femme de chambre? Celle-ci pouvait le délivrer, ou, du moins, lui donner un morceau de pain. M'accusez-vous encore d'être romanesque, si je vous dis qu'en ce moment il ne savait laquelle des deux il eût souhaité de voir entrer?

Ce fut la marquise qui parut. Que venait-elle faire? La curiosité fut si forte, que toute autre idée s'évanouit; Mme de Parnes sortait de table; elle fit précisément ce que Valentin rêvait tout à l'heure; elle ouvrit les fenêtres, ferma les persiennes, et alluma deux bougies; le jour commençait à tomber. Elle posa sur la table un livre qu'elle tenait, fit quelques pas en fredonnant, et s'assit sur un canapé.

Que vient-elle faire? se répétait Valentin. Malgré l'opinion de la servante, il ne pouvait se défendre d'espérer qu'il allait découvrir quelque mystère. « Qui sait? pensa-t-il; elle attend peut-être quelqu'un; je me trouverais jouer un beau rôle, s'il allait arriver un tiers. » La marquise ouvrait son livre au hasard, puis le fermait, puis semblait réfléchir. Le jeune homme crut s'apercevoir qu'elle regardait du côté du placard. A travers la porte entre-bâillée, il suivait tous ses mouvemens; une étrange idée lui vint tout à coup; la femme de chambre avait-elle parlé, et la marquise savait-elle qu'il était là?

Voilà, direz-vous, une idée bien folle, et surtout bien peu vraisemblable. Comment supposer qu'après son billet la marquise, instruite de la présence du jeune homme, ne l'eût pas fait mettre à la porte, ou, tout au moins, ne l'y eût pas mis elle-même? Je commence, madame, par vous assurer que je suis du même avis que vous; mais je dois ajouter, pour l'acquit de ma conscience, que je ne me charge, sous aucun prétexte, d'éclaircir des idées de ce genre. Il y a des gens qui supposent toujours, et d'autres qui ne supposent jamais; le devoir d'un historien est de raconter et de laisser penser ceux qui s'en amusent.

Tout ce que je puis dire, c'est qu'il est évident que la déclaration de Valentin avait déplu à Mme de Parnes; qu'il est probable qu'elle n'y songeait plus; que, selon toute apparence, elle le croyait parti; qu'il est plus probable encore qu'elle avait bien dîné, et qu'elle venait faire la sieste dans son pavillon; mais il est certain qu'elle commença par mettre un de ses pieds sur son canapé, puis l'autre, puis qu'elle posa la tête sur un coussin, puis qu'elle ferma doucement les yeux;

et il me paraît difficile, après cela, de ne pas croire qu'elle s'endormit.

Valentin eut envie, comme dit Valmont, d'essayer de passer pour un songe. Il poussa la porte du placard; un craquement le fit frémir; la marquise avait ouvert les yeux, elle souleva sa tête et regarda autour d'elle; Valentin ne bougeait pas, comme vous pouvez croire; n'entendant plus rien et n'ayant rien vu, Mme de Parnes se rendormit; le jeune homme avança sur la pointe du pied, et, le cœur palpitant, respirant à peine, il parvint, comme Robert-le-Diable, jusqu'à Isabelle assoupie.

Ce n'est pas en pareille circonstance qu'on réfléchit ordinairement. Jamais Mme de Parnes n'avait été si belle; ses lèvres entr'ouvertes semblaient plus vermeilles; un plus vif incarnat colorait ses joues; sa respiration, égale et paisible, soulevait doucement son sein d'albâtre, couvert d'une blonde légère. L'ange de la nuit ne sortit pas plus beau d'un bloc de marbre de Carrare, sous le ciseau de Michel-Ange. Certes, même en s'en offensant, une telle femme surprise ainsi doit pardonner le désir qu'elle inspire. Un léger mouvement de la marquise arrêta cependant Valentin. Dormait-elle? Cet étrange doute le troublait malgré lui. Et qu'importe? se dit-il; est-ce donc un piége? quel travers et quelle folie! pourquoi l'amour perdrait-il de son prix en s'apercevant qu'il est partagé? Quoi de plus permis, de plus vrai, qu'un demi-mensonge qui se laisse deviner? Quoi de plus beau qu'elle, si elle dort? Quoi de plus charmant, si elle ne dort pas?

Tout en se parlant ainsi, il restait immobile, et ne pouvait s'empêcher de chercher un moyen de savoir la vérité. Dominé par cette pensée, il prit un petit morceau de sucre qui restait encore de son repas, et, se cachant derrière la marquise, il le lui jeta sur la main. Elle ne remua pas; il poussa une chaise, doucement d'abord, puis un peu plus fort; point de réponse. Il étendit le bras, et fit tomber à terre le livre que Mme de Parnes avait posé sur la table. Il la crut éveillée cette fois, et se blottit derrière le canapé; mais rien ne bougeait. Il se leva alors, et comme la persienne entr'ouverte exposait la marquise au serein, il la ferma avec précaution.—Vous comprenez, madame, que je n'étais pas dans le pavillon, et, du moment que la persienne fut fermée, il m'a été impossible d'en voir davantage.

VI.

Il n'y avait pas plus de quinze jours de cela, lorsque Valentin, en sortant de chez Mme Delaunay, oublia son mouchoir sur un fauteuil. Quand le jeune homme fut parti, Mme Delaunay ramassa le mouchoir, et ayant, par hasard, regardé la marque, elle trouva un I et un P très délicatement brodés. Ce n'était pas le chiffre de Valentin; à qui donc appartenait ce mouchoir? Le nom d'Isabelle de Parnes n'avait jamais été prononcé rue du Plat-d'Étain, et la veuve, par conséquent, se perdait en vaines conjectures. Elle retournait le mouchoir dans tous les sens, regardait un coin, puis un autre, comme si elle eût espéré découvrir quelque part le véritable nom du propriétaire.

Et pourquoi, me demanderez-vous, tant de curiosité pour une chose si simple? On emprunte tous les jours un mouchoir à un ami, et on le perd; cela va sans dire. Qu'y a-t-il là d'extraordinaire? Cependant Mme Delaunay examinait de près la fine batiste, et y trouvait un air féminin qui lui faisait hocher la tête. Elle se connaissait en broderie, et le dessin lui paraissait bien riche pour sortir de l'armoire d'un garçon. Un indice imprévu lui découvrit la vérité. Aux plis du mouchoir, elle reconnut qu'un des coins avait été noué pour servir de bourse, et cette manière de serrer son argent n'appartient, vous le savez, qu'aux femmes. Elle pâlit à cette découverte, et après avoir, pendant quelque temps, fixé sur le mouchoir des regards pensifs, elle fut obligée de s'en servir pour essuyer une larme qui coulait sur sa joue.

Une larme! direz-vous; déjà une larme! Hélas! oui, madame, elle pleurait. Qu'était-il donc arrivé? Je vais vous le dire; mais il faut pour cela revenir un instant sur nos pas.

Il faut savoir que, le surlendemain du bal, Valentin était venu chez Mme Delaunay. La mère lui ouvrit la porte et lui répondit que sa fille était sortie. Mme Delaunay, là-dessus, avait écrit une longue lettre au jeune homme; elle lui rappelait leur dernier entretien, et le suppliait de ne plus venir la voir. Elle comptait sur sa parole, sur son honneur et sur son amitié. Elle ne se montrait pas offensée, et ne parlait pas du galop. Bref, Valentin lut cette lettre d'un bout à l'autre sans y trouver rien de trop ni de trop peu. Il se sentit touché, et il eût obéi, si le dernier mot n'y eût pas été. Ce dernier mot, il est vrai, avait été effacé, mais si légèrement, qu'on ne l'en voyait

que mieux. « Adieu, disait la veuve en terminant sa lettre; soyez heureux. »

Dire à un amant qu'on bannit : *Soyez heureux*, qu'en pensez-vous, madame? N'est-ce pas lui dire : Je ne suis pas heureuse? Le vendredi venu, Valentin hésita long-temps s'il irait ou non chez le notaire. Malgré son âge et son étourderie, l'idée de nuire à qui que ce fût lui était insupportable. Il ne savait à quoi se décider, lorsqu'il se répéta : Soyez heureux! Et il courut chez M. des Andelys.

Pourquoi Mme Delaunay y était-elle? Quand notre héros entra dans le salon, il la vit froncer le sourcil avec une singulière expression. Pour ce qui regarde les manières, il y avait bien en elle quelque coquetterie; mais, au fond du cœur, personne n'était plus simple, plus inexpérimentée que Mme Delaunay. Elle avait pu, en voyant le danger, tenter hardiment de s'en défendre; mais pour résister à une lutte engagée, elle n'avait pas les armes nécessaires. Elle ne savait rien de ces manéges habiles, de ces ressources toujours prêtes, au moyen desquelles une femme d'esprit sait tenir l'amour en lisière et l'éloigner ou l'appeler tour à tour. Quand Valentin lui avait baisé la main, elle s'était dit : Voilà un mauvais sujet dont je pourrais bien devenir amoureuse; il faut qu'il parte sur-le-champ. Mais lorsqu'elle le vit, chez le notaire, entrer gaiement sur la pointe du pied, serré dans sa cravate et le sourire sur les lèvres, la saluant, malgré sa défense, avec un gracieux respect, elle se dit : Voilà un homme plus obstiné et plus rusé que moi; je ne serai pas la plus forte avec lui, et puisqu'il revient, il m'aime peut-être.

Elle ne refusa pas, cette fois, la contredanse qu'il lui demandait; aux premières paroles, il vit en elle une grande résignation et une grande inquiétude. Au fond de cette ame timide et droite, il y avait quelque ennui de la vie; tout en désirant le repos, elle était lasse de la solitude. M. Delaunay, mort fort jeune, ne l'avait point aimée; il l'avait prise pour ménagère, plutôt que pour femme, et quoiqu'elle n'eût point de dot, il avait fait, en l'épousant, ce qu'on appelle un mariage de raison. L'économie, l'ordre, la vigilance, l'estime publique, l'amitié de son mari, les vertus domestiques en un mot, voilà ce qu'elle connaissait en ce monde. Valentin avait, dans le salon de M. des Andelys, la réputation que tout jeune homme dont le tailleur est bon, peut avoir chez un notaire. On n'en parlait que comme d'un *élégant*, d'un habitué de Tortoni, et les petites cousines se chuchotaient entre elles des histoires de l'autre monde qu'on lui attribuait. Il était descendu par une cheminée chez une baronne; il avait sauté

par la fenêtre d'une duchesse qui demeurait au cinquième étage, le tout par amour et sans se faire de mal, etc., etc.

Mme Delaunay avait trop de bon sens pour écouter ces niaiseries; mais elle eût peut-être mieux fait de les écouter que d'en entendre quelques mots au hasard. Tout dépend souvent, ici-bas, du pied sur lequel on se présente. Pour parler comme les écoliers, Valentin avait l'avantage sur Mme Delaunay. Pour lui reprocher d'être venu, elle attendait qu'il lui en demandât pardon. Il s'en garda bien, comme vous pensez. S'il eût été ce qu'elle le croyait, c'est-à-dire un homme à bonnes fortunes, il n'eût peut-être pas réussi près d'elle, car elle l'eût senti alors trop habile et trop sûr de lui; mais il tremblait en la touchant, et cette preuve d'amour, jointe à un peu de crainte, troublait à la fois la tête et le cœur de la jeune femme. Il n'était pas question, dans tout cela, de la salle à manger du notaire, ils semblaient tous deux l'avoir oubliée; mais quand arriva le signal du galop, et que Valentin vint inviter la veuve, il fallut bien s'en souvenir.

Il m'a assuré que de sa vie il n'avait vu un plus beau visage que celui de Mme Delaunay quand il lui fit cette invitation. Son front, ses joues, se couvrirent de rougeur; tout le sang qu'elle avait au cœur reflua autour de ses grands yeux noirs, comme pour en faire ressortir la flamme. Elle se souleva à demi, prête à accepter, et n'osant le faire; un léger frisson fit trembler ses épaules, qui, cette fois, n'étaient pas nues. Valentin lui tenait la main; il la pressa doucement dans la sienne comme pour lui dire : Ne craignez plus rien, je sens que vous m'aimez.

Avez-vous quelquefois réfléchi à la position d'une femme qui pardonne un baiser qu'on lui a dérobé? Au moment où elle promet de l'oublier, c'est à peu près comme si elle l'accordait. Valentin osa faire à Mme Delaunay quelques reproches de sa colère; il se plaignit de sa sévérité, de l'éloignement où elle l'avait tenu; il en vint enfin, non sans hésiter, à lui parler d'un petit jardin situé derrière sa maison, lieu retiré, à l'ombrage épais, où nul œil indiscret ne pouvait pénétrer. Une fraîche cascade, par son murmure, y protégeait la causerie; la solitude y protégeait l'amour. Nul bruit, nul témoin, nul danger. Parler d'un lieu pareil au milieu du monde, au son de la musique, dans le tourbillon d'une fête, à une jeune femme qui vous écoute, qui n'accepte ni ne refuse, mais qui laisse dire et qui sourit... ah! madame, parler ainsi d'un lieu pareil, c'est peut-être plus doux que d'y être!

Tandis que Valentin se livrait sans réserve, la veuve écoutait sans réflexion. De temps en temps, aux ardens désirs elle opposait une objection timide; de temps en temps, elle feignait de ne plus entendre, et si un mot lui avait échappé, en rougissant, elle le faisait répéter. Sa main, pressée par celle du jeune homme, voulait être froide et immobile; elle était inquiète et brûlante. Le hasard, qui sert les amans, voulut qu'en passant dans la salle à manger ils se retrouvassent seuls, comme la dernière fois. Valentin n'eut pas même la pensée de troubler la rêverie de sa valseuse, et, à la place du désir, Mme Delaunay vit l'amour. Que vous dirais-je? Ce respect, cette audace, cette chambre, ce bal, l'occasion, tout se réunissait pour la séduire. Elle ferma les yeux à demi, soupira.... et ne promit rien.

Voilà, madame, par quelle raison Mme Delaunay se mit à pleurer quand elle trouva le mouchoir de la marquise.

VII.

De ce que Valentin avait oublié ce mouchoir, il ne faut pas croire cependant qu'il n'en eût pas un dans sa poche.

Pendant que Mme Delaunay pleurait, notre étourdi, qui n'en savait rien, était fort éloigné de pleurer. Il était dans un petit salon boisé, doré et musqué comme une bonbonnière, au fond d'un grand fauteuil de damas violet. Il écoutait, après un bon dîner, *l'invitation à la valse* de *Weber*, et tout en prenant d'excellent café, il regardait de temps en temps le cou blanc de Mme de Parnes. Celle-ci, dans tous ses atours, et exaltée, comme dit Hoffmann, par une tasse de thé bien sucrée, faisait de son mieux de ses belles mains. Ce n'était pas de la petite musique, et il faut dire, en toute justice, qu'elle s'en tirait parfaitement. Je ne sais lequel méritait le plus d'éloge, ou du sentimental maître allemand, ou de l'intelligente musicienne, ou de l'admirable instrument d'Érard qui renvoyait en vibrations sonores la double inspiration qui l'animait.

Le morceau fini, Valentin se leva, et tirant de sa poche un mouchoir : « Tenez, dit-il, je vous remercie; voilà le mouchoir que vous m'avez prêté. »

La marquise fit justement ce qu'avait fait Mme Delaunay. Elle regarda la marque aussitôt; sa main délicate avait senti un tissu trop rude pour lui appartenir. Elle se connaissait aussi en broderie, mais il y en avait si peu que rien, assez pourtant pour dénoter une femme.

Elle retourna deux ou trois fois le mouchoir, l'approcha timidement de son nez, le regarda encore, puis le jeta à Valentin en lui disant : « Vous vous êtes trompé. Ce que vous me rendez là appartient à quelque femme de chambre de votre mère. »

Valentin, qui avait emporté par mégarde le mouchoir de Mme Delaunay, le reconnut et se sentit battre le cœur. « Pourquoi à une femme de chambre? » répondit-il. Mais la marquise s'était remise au piano; peu lui importait une rivale qui se mouchait dans de la grosse toile. Elle reprit le presto de sa valse, et fit semblant de n'avoir pas entendu.

Cette indifférence piqua Valentin. Il fit un tour de chambre et prit son chapeau.

— Où allez-vous donc? demanda Mme de Parnes.

— Chez ma mère, rendre à sa femme de chambre le mouchoir qu'elle m'a prêté.

— Vous verra-t-on demain? Nous avons un peu de musique, et vous me ferez plaisir de venir dîner.

— Non; j'ai affaire toute la journée.

Il continuait à se promener, et ne se décidait pas à sortir. La marquise se leva et vint à lui :

— Vous êtes un singulier homme, lui dit-elle; vous voudriez me voir jalouse.

— Moi? pas du tout. La jalousie est un sentiment que je déteste.

— Pourquoi donc vous fâchez-vous de ce que je trouve à ce mouchoir un air d'antichambre? Est-ce ma faute ou la vôtre?

— Je ne m'en fâche point, je le trouve tout simple.

En parlant ainsi, il tournait le dos. Mme de Parnes s'avança doucement, se saisit du mouchoir de Mme Delaunay, et s'approchant d'une fenêtre ouverte, le jeta dans la rue.

— Que faites-vous? s'écria Valentin, et il s'élança pour la retenir; mais il était trop tard.

— Je veux savoir, dit en riant la marquise, jusqu'à quel point vous y tenez, et je suis curieuse de voir si vous descendrez le chercher.

Valentin hésita un instant, et rougit de dépit. Il eût voulu punir la marquise par quelque réponse piquante; mais, comme il arrive souvent, la colère lui ôtait l'esprit. Mme de Parnes se mit à rire de plus belle. Il enfonça son chapeau sur sa tête, et sortit en disant : Je vais le chercher.

Il chercha en effet long-temps; mais un mouchoir perdu est bien-

tôt ramassé, et ce fut vainement qu'il revint dix fois d'une borne à une autre. La marquise à sa fenêtre riait toujours en le regardant faire. Fatigué enfin, et un peu honteux, il s'éloigna sans lever la tête, feignant de ne pas s'apercevoir qu'on l'eût observé. Au coin de la rue pourtant, il se retourna, et vit Mme de Parnes qui ne riait plus, et qui le suivait des yeux.

Il continua sa route sans savoir où il allait, et prit machinalement le chemin de la rue du Plat-d'Étain. La soirée était belle et le ciel pur. La veuve était aussi à sa fenêtre; elle avait passé une triste journée.

— J'ai besoin d'être rassurée, lui dit-elle dès qu'il fut entré. A qui appartient un mouchoir que vous avez laissé chez moi?

Il y a des gens qui savent tromper et qui ne savent pas mentir. A cette question, Valentin se troubla trop évidemment pour qu'il fût possible de s'y méprendre, et sans attendre qu'il répondît :

— Écoutez-moi, dit Mme Delaunay. Vous savez maintenant que je vous aime. Vous connaissez beaucoup de monde, et je ne vois personne; il m'est aussi impossible de savoir ce que vous faites qu'il vous serait facile d'y voir clair dans mes moindres actions, s'il vous en prenait fantaisie. Vous pouvez me tromper aisément et impunément, puisque je ne peux ni vous surveiller, ni cesser de vous aimer; souvenez-vous, je vous en supplie, de ce que je vais vous dire : tout se sait tôt ou tard, et croyez-moi, c'est une triste chose.

Valentin voulait l'interrompre; elle lui prit la main et continua :

— Je ne dis pas assez, ce n'est pas une triste chose, mais la plus triste qu'il y ait au monde; si rien n'est plus doux que le souvenir du bonheur, rien n'est plus affreux que de s'apercevoir que le bonheur passé était un mensonge. Avez-vous jamais pensé à ce que ce peut être que de haïr ceux qu'on a aimés? Concevez-vous rien de pire? Réfléchissez à cela, je vous en conjure. Ceux qui trouvent plaisir à tromper les autres en tirent ordinairement vanité; ils s'imaginent avoir par là quelque supériorité sur leurs dupes; elle est bien fugitive, et à quoi mène-t-elle? Rien n'est si aisé que le mal. Un homme de votre âge peut tromper sa maîtresse, seulement pour passer le temps; mais le temps s'écoule en effet, la vérité vient, et que reste-t-il? Une pauvre créature abusée s'est crue aimée, heureuse, elle a fait de vous son bien unique; pensez à ce qui lui arrive s'il faut qu'elle ait horreur de vous!

La simplicité de ce langage avait ému Valentin jusqu'au fond du cœur :

— Je vous aime, lui dit-il, n'en doutez pas, je n'aime que vous seule.

— J'ai besoin de le croire, répondit la veuve, et si vous dites vrai, nous ne reparlerons jamais de ce que j'ai souffert aujourd'hui. Permettez-moi pourtant d'ajouter encore un mot qu'il faut absolument que je vous dise. J'ai vu mon père, à l'âge de soixante ans, apprendre tout à coup qu'un ami d'enfance l'avait trompé dans une affaire de commerce. Une lettre avait été trouvée, dans laquelle cet ami racontait lui-même sa perfidie, et se vantait de la triste habileté qui lui avait rapporté quelques billets de banque à notre détriment. J'ai vu mon père abîmé de douleur et stupéfait, la tête baissée, lire cette lettre; il en était aussi honteux que s'il eût été lui-même le coupable; il essuya une larme sur sa joue, jeta la lettre au feu, et s'écria : « Que la vanité et l'intérêt sont peu de chose! Mais qu'il est affreux de perdre un ami! » Si vous eussiez été là, Valentin, vous auriez fait serment de ne jamais tromper personne.

Mme Delaunay, en prononçant ces mots, laissa échapper quelques larmes; Valentin était assis près d'elle; pour toute réponse, il l'attira à lui; elle posa sa tête sur son épaule, et tirant de la poche de son tablier le mouchoir de la marquise:

— Il est bien beau, dit-elle; la broderie en est fine; vous me le laisserez, n'est-ce pas? La femme à qui il appartient ne s'apercevra pas qu'elle l'a perdu. Quand on a un mouchoir pareil, on en a bien d'autres. Je n'en ai, moi, qu'une douzaine, et ils ne sont pas merveilleux. Vous me rendrez le mien que vous avez emporté, et qui ne vous ferait pas honneur; mais je garderai celui-ci.

— A quoi bon? répondit Valentin. Vous ne vous en servirez pas.

— Si, mon ami; il faut que je me console de l'avoir trouvé sur ce fauteuil, et il faut qu'il essuie mes larmes jusqu'à ce qu'elles aient cessé de couler.

— Que ce baiser les essuie! s'écria le jeune homme, et prenant le mouchoir de Mme de Parnes, il le jeta par la fenêtre.

VIII.

Six semaines s'étaient écoulées, et il faut qu'il soit bien difficile à l'homme de se connaître lui-même, puisque Valentin ne savait pas encore laquelle de ses deux maîtresses il aimait le mieux. Malgré ses momens de sincérité et les élans du cœur qui l'emportaient près de Mme Delaunay, il ne pouvait se résoudre à désapprendre le chemin

de l'hôtel de la Chaussée-d'Antin. Malgré la beauté de Mme de Parnes, son esprit, sa grace et tous les plaisirs qu'il trouvait chez elle, il ne pouvait renoncer à la chambrette de la rue du Plat-d'Étain. Le petit jardin de Valentin voyait tour à tour la veuve et la marquise se promener au bras du jeune homme, et le murmure de la cascade couvrait de son bruit monotone des sermens toujours répétés, toujours trahis avec la même ardeur. Faut-il donc croire que l'inconstance ait ses plaisirs comme l'amour fidèle? On entendait quelquefois rouler encore la voiture sans livrée qui emmenait incognito Mme de Parnes, quand Mme Delaunay paraissait voilée au bout de la rue, s'acheminant d'un pas craintif. Caché derrière sa jalousie, Valentin souriait de ces rencontres, et s'abandonnait sans remords aux dangereux attraits du changement.

C'est une chose presque infaillible que ceux qui se familiarisent avec un péril quelconque, finissent par l'aimer. Toujours exposé à voir sa double intrigue découverte par un hasard, obligé au rôle difficile d'un homme qui doit mentir sans cesse sans jamais se trahir, notre étourdi se sentit fier de cette position étrange; après y avoir accoutumé son cœur, il y habitua sa vanité. Les craintes qui le troublaient d'abord, les scrupules qui l'arrêtaient, lui devinrent chers; il donna deux bagues pareilles à ses deux amies; il avait obtenu de Mme Delaunay qu'elle portât une légère chaîne d'or qu'il avait choisie au lieu de son collier de chrysocale. Il lui parut plaisant de faire mettre ce collier à la marquise; il réussit à l'en affubler un jour qu'elle allait au bal, et c'est, à coup sûr, la plus grande preuve d'amour qu'elle lui ait donné.

Mme Delaunay, trompée par l'amour, ne pouvait croire à l'inconstance de Valentin. Il y avait de certains jours où la vérité lui apparaissait tout à coup claire et irrécusable. Elle éclatait alors en reproches, elle fondait en larmes, elle voulait mourir; un mot de son amant l'abusait de nouveau, un serrement de main la consolait; elle rentrait chez elle heureuse et tranquille. Mme de Parnes, trompée par l'orgueil, ne cherchait à rien découvrir et n'essayait de rien savoir. Elle se disait : « C'est quelque ancienne maîtresse qu'il n'a pas le courage de quitter. » Et elle ne daignait pas s'abaisser à demander un sacrifice. L'amour lui semblait un passe-temps, la jalousie un ridicule; elle croyait d'ailleurs sa beauté un talisman auquel rien ne pouvait résister.

Si vous vous souvenez, madame, du caractère de notre héros, tel que j'ai tâché de vous le peindre à la première page de ce conte,

vous comprendrez et vous excuserez peut-être sa conduite, malgré ce qu'elle a de justement blâmable. Le double amour qu'il ressentait, ou croyait ressentir, était, pour ainsi dire, l'image de sa vie entière. Ayant toujours cherché les extrêmes, goûtant les jouissances du pauvre et celles du riche en même temps, il trouvait, près de ces deux femmes, le contraste qui lui plaisait, et il était réellement riche et pauvre dans la même journée. Si, de sept à huit heures, au soleil couchant, deux beaux chevaux gris entraient au petit trot dans l'avenue des Champs-Élisées, traînant doucement derrière eux un coupé tendu de soie comme un boudoir, vous eussiez pu voir au fond de la voiture une fraîche et coquette figure cachée sous une grande capote, et souriant à un jeune homme nonchalamment étendu près d'elle; c'étaient Valentin et Mme de Parnes qui prenaient l'air après dîner. Si le matin, au lever du soleil, le hasard vous avait menée près du joli bois de Romainville, vous eussiez pu y rencontrer sous le vert bosquet d'une guinguette deux amoureux se parlant à voix basse, ou lisant ensemble La Fontaine; c'étaient Valentin et Mme Delaunay qui venaient de marcher dans la rosée. Étiez-vous ce soir d'un grand bal à l'ambassade d'Autriche? Avez-vous vu au milieu d'un cercle brillant de jeunes femmes une beauté plus fière, plus courtisée, plus dédaigneuse que toutes les autres? Cette tête charmante, coiffée d'un turban doré, qui se balance avec grace comme une rose bercée par le zéphir, c'est la jeune marquise que la foule admire, que le triomphe embellit, et qui pourtant semble rêver. Non loin de là, appuyé contre une colonne, Valentin la regarde; personne ne connaît leur secret, personne n'interprète ce coup d'œil, et ne devine la joie de l'amant; l'éclat des lustres, le bruit de la musique, les murmures de la foule, le parfum des fleurs, tout le pénètre, le transporte, et l'image radieuse de sa belle maîtresse enivre ses yeux éblouis. Il doute presque lui-même de son bonheur, et qu'un si rare trésor lui appartienne; il entend les hommes dire autour de lui : Quel éclat! quel sourire! quelle femme! et il se répète tout bas ces paroles; l'heure du souper arrive; un jeune officier rougit de plaisir en présentant sa main à la marquise; on l'entoure, on la suit, chacun veut s'en approcher et brigue la faveur d'un mot tombé de ses lèvres; c'est alors qu'elle passe près de Valentin, et lui dit à l'oreille : A demain. Que de jouissances dans un mot pareil! Demain cependant, à la nuit tombante, le jeune homme monte à tâtons un escalier sans lumière; il arrive à grand' peine au troisième étage, et frappe doucement à une petite porte; elle s'est ouverte, il entre; Mme De-

launay, devant sa table, travaillait seule en l'attendant; il s'asseoit près d'elle; elle le regarde, lui prend la main et lui dit qu'elle le remercie de l'aimer encore. Une seule lampe éclaire faiblement la modeste chambrette; mais sous cette lampe est un visage ami, tranquille et bienveillant; il n'y a plus là ni témoins empressés, ni admiration, ni triomphe; mais Valentin fait plus que de ne pas regretter le monde, il l'oublie; la vieille mère arrive, s'asseoit dans sa bergère, et il faut écouter jusqu'à dix heures les histoires du temps passé, caresser le petit chien qui gronde, rallumer la lampe qui s'éteint; quelquefois c'est un roman nouveau qu'il faut avoir le courage de lire; Valentin laisse tomber le livre pour effleurer en le ramassant le petit pied de sa maîtresse; quelquefois c'est un piquet à deux sous la fiche qu'il faut faire avec la bonne dame, et avoir soin de n'avoir pas trop beau jeu; en sortant de là, le jeune homme revient à pied; il a soupé hier avec du vin de Champagne, en fredonnant une contredanse; il soupe ce soir avec une tasse de lait, en faisant quelques vers pour son amie. Pendant ce temps-là, la marquise est furieuse qu'on lui ait manqué de parole; un grand laquais poudré apporte un billet plein de tendres reproches et sentant le musc; le billet est décacheté, la fenêtre ouverte, le temps est beau, Mme de Parnes va venir; voilà notre étourdi grand seigneur; ainsi, toujours différent de lui-même, il trouvait moyen d'être vrai en n'étant jamais sincère, et l'amant de la marquise n'était pas celui de la veuve.

« Et pourquoi choisir? me disait-il un jour qu'en nous promenant il essayait de se justifier. Pourquoi cette nécessité d'aimer d'une manière exclusive? Blâmerait-on un homme de mon âge d'être amoureux de Mme de Parnes? N'est-elle pas admirée, enviée? Ne vante-t-on pas son esprit et ses charmes? La raison même se passionne pour elle. D'une autre part, quel reproche ferait-on à celui que la bonté, la tendresse, la candeur de Mme Delaunay auraient touché? N'est-elle pas digne de faire la joie et le bonheur d'un homme? Moins belle, ne serait-elle pas une amie précieuse, et telle qu'elle est, y a-t-il au monde une plus charmante maîtresse! En quoi donc suis-je coupable d'aimer ces deux femmes, si chacune d'elles mérite qu'on l'aime? Et s'il est vrai que je sois assez heureux pour compter pour quelque chose dans leur vie, pourquoi ne pourrais-je rendre l'une heureuse qu'en faisant le malheur de l'autre? Pourquoi le doux sourire que ma présence fait éclore quelquefois sur les lèvres de ma belle veuve devrait-il être acheté au prix d'une larme versée par

la marquise? Est-ce leur faute si le hasard m'a jeté sur leur route, si je les ai approchées, si elles m'ont permis de les aimer? Laquelle choisirais-je sans être injuste? En quoi celle-là aurait-elle mérité plus que celle-ci d'être préférée ou abandonnée? Quand Mme Delaunay me dit que son existence entière m'appartient, que voulez-vous donc que je réponde? Faut-il la repousser, la désabuser, et lui laisser le découragement et le chagrin? Quand Mme de Parnes est au piano, et qu'assis derrière elle, je la vois se livrer à la noble inspiration de son cœur; quand son esprit élève le mien, m'exalte et me fait mieux goûter par la sympathie les plus exquises jouissances de l'intelligence, faut-il que je lui dise qu'elle se trompe et qu'un si doux plaisir est coupable? Faut-il que je change en haine ou en mépris le souvenir de ces heures délicieuses? Non, mon ami, je mentirais en disant à l'une des deux que je ne l'aime plus ou que je ne l'ai point aimée; j'aurais plutôt le courage de les perdre ensemble, que celui de choisir entre elles. »

Vous voyez, madame, que notre étourdi faisait comme font tous les hommes; ne pouvant se corriger de sa folie, il tentait de lui donner l'apparence de la raison. Cependant il y avait de certains jours où son cœur se refusait, malgré lui, au double rôle qu'il soutenait. Il tâchait de troubler le moins possible le repos de Mme Delaunay; mais la fierté de la marquise eut plus d'un caprice à supporter. « Cette femme n'a que de l'esprit et de l'orgueil, » me disait-il d'elle quelquefois. Il arrivait aussi qu'en quittant le salon de Mme de Parnes, la naïveté de la veuve le faisait sourire, et qu'il trouvait qu'à son tour elle avait trop peu d'orgueil et d'esprit. Il se plaignait de manquer de liberté. Tantôt une boutade lui faisait renoncer à un rendez-vous; il prenait un livre et s'en allait dîner seul à la campagne. Tantôt il maudissait le hasard qui s'opposait à une entrevue qu'il demandait. Mme Delaunay était, au fond du cœur, celle qu'il préférait; mais il n'en savait rien lui-même, et cette singulière incertitude aurait peut-être duré long-temps, si une circonstance, légère en apparence, ne l'eût éclairé tout à coup sur ses véritables sentimens.

On était au mois de juin, et les soirées au jardin étaient délicieuses. La marquise, en s'asseyant sur un banc de bois près de la cascade, s'avisa un jour de le trouver dur.

— Je vous ferai cadeau d'un coussin, dit-elle à Valentin.

Le lendemain matin, en effet, arriva une causeuse élégante, accompagnée d'un beau coussin en tapisserie, de la part de Mme de Parnes.

Vous vous souvenez peut-être que Mme Delaunay faisait de la tapisserie. Depuis un mois, Valentin l'avait vue travailler constamment à un ouvrage de ce genre dont il avait admiré le dessin; non que ce dessin eût rien de remarquable : c'était, je crois, une couronne de fleurs, comme toutes les tapisseries du monde; mais les couleurs en étaient charmantes. Que peut faire, d'ailleurs, une main aimée que nous ne le trouvions un chef-d'œuvre? Cent fois, le soir, près de la lampe, le jeune homme avait suivi des yeux, sur le canevas, les doigts habiles de la veuve; cent fois, au milieu d'un entretien animé, il s'était arrêté, observant un religieux silence, tandis qu'elle comptait ses points; cent fois il avait interrompu cette main fatiguée et lui avait rendu le courage par un baiser.

Quand Valentin eut fait porter la causeuse de la marquise dans une petite salle attenante au jardin, il y descendit et examina son cadeau. En regardant de près le coussin, il crut le reconnaître; il le prit, le retourna, le remit à sa place, et se demanda où il l'avait vu. « Fou que je suis, se dit-il; tous les coussins se ressemblent, et celui-là n'a rien d'extraordinaire. » Mais une petite tache faite sur le fond blanc attira tout à coup ses yeux; il n'y avait pas à se tromper. Valentin avait fait lui-même cette tache, en laissant tomber une goutte d'encre sur l'ouvrage de Mme Delaunay, un soir qu'il écrivait près d'elle.

Cette découverte le jeta, comme vous pensez, dans un grand étonnement. « Comment est-ce possible? se demanda-t-il; comment la marquise peut-elle m'envoyer un coussin fait par Mme Delaunay? » Il regarda encore; plus de doute : ce sont les mêmes fleurs, les mêmes couleurs. Il en reconnaît l'éclat, l'arrangement; il les touche comme pour s'assurer qu'il n'est pas trompé par une illusion, puis il reste interdit, ne sachant comment s'expliquer ce qu'il voit.

Je n'ai que faire de dire que mille conjectures, moins vraisemblables les unes que les autres, se présentèrent à son esprit. Tantôt il supposait que le hasard avait pu faire se rencontrer la veuve et la marquise, qu'elles s'étaient entendues ensemble, et qu'elles lui envoyaient ce coussin d'un commun accord, pour lui apprendre que sa perfidie était démasquée; tantôt il se disait que Mme Delaunay avait surpris sa conversation de la veille dans le jardin, et qu'elle avait voulu, pour lui faire honte, remplir la promesse de Mme de Parnes. De toute façon, il se voyait découvert, abandonné de ses deux maîtresses, ou tout au moins de l'une des deux. Après avoir passé une heure à rêver, il résolut de sortir d'incertitude. Il alla chez Mme De-

launay, qui le reçut comme à l'ordinaire, et dont le visage n'exprima qu'un peu d'étonnement de le voir arriver si matin.

Rassuré d'abord par cet accueil, il parla quelque temps de choses indifférentes, puis, dominé par l'inquiétude, il demanda à la veuve si sa tapisserie était terminée. — Oui, répondit-elle. — Et où est-elle donc? demanda-t-il. A cette question, Mme Delaunay se troubla et rougit. — Elle est chez le marchand, dit-elle assez vite; puis, elle se reprit, et ajouta : Je l'ai donnée à monter; on va me la rendre.

Si Valentin avait été surpris de reconnaître le coussin, il le fut encore davantage de voir la veuve se troubler lorsqu'il lui en parla. N'osant pourtant faire de nouvelles questions, de peur de se trahir, il sortit bientôt, et s'en fut chez la marquise. Mais cette visite lui en apprit encore moins; quand il fut question de la causeuse, Mme de Parnes, pour toute réponse, fit un léger signe de tête en souriant, comme pour dire : Je suis charmée qu'elle vous plaise.

Notre étourdi rentra donc chez lui, moins inquiet, il est vrai, qu'il n'en était sorti, mais croyant presque avoir fait un rêve. Quel mystère ou quel caprice du hasard cachait cet envoi singulier? « L'une fait un coussin, et l'autre me le donne; celle-là passe un mois à travailler, et quand son ouvrage est fini, celle-ci s'en trouve propriétaire; ces deux femmes ne se sont jamais vues, et elles s'entendent pour me jouer un tour dont elles ne semblent pas se douter. » Il y avait assurément de quoi se torturer l'esprit; aussi le jeune homme cherchait-il de cent manières différentes la clé de l'énigme qui le tourmentait.

En examinant le coussin, il trouva l'adresse du marchand qui l'avait vendu. Sur un petit morceau de papier collé dans un coin, était écrit : *Au Père de Famille, rue Dauphine.*

Dès que Valentin eut lu ces mots, il se vit sûr de parvenir à la vérité. Il courut au magasin du *Père de Famille;* il demanda si le matin même on n'avait pas vendu à une dame un coussin en tapisserie qu'il désigna et qu'on reconnut. Aux questions qu'il fit ensuite pour savoir qui avait fait ce coussin et d'où il venait, on ne répondit qu'avec restriction; on ne connaissait pas l'ouvrière; il y avait dans le magasin beaucoup d'objets de ce genre; enfin, on ne voulait rien dire.

Malgré les réticences, Valentin eut bientôt saisi dans les réponses du garçon qu'il interrogeait, un mystère qu'il ne soupçonnait pas, et que bien d'autres que lui ignorent : c'est qu'il y a à Paris un grand nombre de femmes, de demoiselles pauvres, qui, tout en ayant dans le monde un rang convenable et quelquefois distingué, travaillent en

secret pour vivre. Les marchands emploient ainsi, et à bon marché, des ouvrières habiles; mainte famille, vivant sobrement, chez qui pourtant on va prendre le thé, se soutient par les filles de la maison; on les voit sans cesse tenant l'aiguille, mais elles ne sont pas assez riches pour porter ce qu'elles font; quand elles ont brodé du tulle, elles le vendent pour acheter de la percale; celle-là, fille de nobles aïeux, fière de son titre et de sa naissance, marque des mouchoirs; celle-ci que vous admirez au bal si enjouée, si coquette et si légère, fait des fleurs artificielles et paie de son travail le pain de sa mère; telle autre, un peu plus riche, cherche à gagner de quoi ajouter à sa toilette; ces chapeaux tout faits, ces sachets brodés, qu'on voit aux étalages des boutiques, et que le passant marchande par désœuvrement, sont l'œuvre secrète, quelque fois pieuse, d'une main inconnue; peu d'hommes consentiraient à ce métier, ils resteraient pauvres par orgueil en pareil cas; peu de femmes s'y refusent, quand elles en ont besoin, et de celles qui le font, aucune n'en rougit. Il arrive qu'une jeune femme rencontre une amie d'enfance qui n'est pas riche et qui a besoin de quelque argent; faute de pouvoir lui en prêter elle-même, elle lui dit sa ressource, l'encourage, lui cite des exemples, la mène chez le marchand, lui fait une petite clientelle; trois mois après, l'amie est à son aise et rend à une autre le même service; ces sortes de choses se passent tous les jours, personne n'en sait rien, et c'est pour le mieux; car les bavards qui rougissent du travail trouveraient bientôt moyen de déshonorer ce qu'il y a au monde de plus honorable.

— Combien de temps, demanda Valentin, faut-il à peu près pour faire un coussin comme celui dont je vous parle, et combien gagne l'ouvrière?

— Monsieur, répondit le garçon, pour faire un coussin comme celui-là, il faut deux mois, six semaines environ. L'ouvrière paie sa laine, bien entendu, par conséquent c'est autant de moins pour elle. La laine anglaise, belle, coûte 10 francs la livre; le ponceau, le cerise, coûtent 15 francs. Pour ce coussin, il faut une livre et demie de laine, au plus, et il sera payé 40 ou 50 francs à l'habile ouvrière.

IX.

Quand Valentin, de retour au logis, se retrouva en face de sa causeuse, le secret qu'il venait d'apprendre produisit sur lui un effet inattendu. En pensant que Mme Delaunay avait mis six semaines à

faire ce coussin pour gagner deux louis, et que Mme de Parnes l'avait acheté en se promenant, il éprouva un serrement de cœur étrange. La différence que la destinée avait mise entre ces deux femmes se montrait à lui, en ce moment, sous une forme si palpable, qu'il ne put s'empêcher d'en souffrir. L'idée que la marquise allait arriver, s'appuyer sur ce meuble, et traîner son bras nu sur la trace des larmes de la veuve, fut insupportable au jeune homme. Il prit le coussin et le mit dans une armoire : Qu'elle en pense ce qu'elle voudra, se dit-il; ce coussin me fait pitié, et je ne puis le laisser là.

Mme de Parnes arriva bientôt après, et s'étonna de ne pas voir son cadeau. Au lieu de chercher une excuse, Valentin répondit qu'il n'en voulait pas, et qu'il ne s'en servirait jamais. Il prononça ces mots d'un ton brusque et sans réfléchir à ce qu'il faisait :

— Et pourquoi? demanda la marquise.

— Parce qu'il me déplaît.

— En quoi vous déplaît-il? Vous m'avez dit le contraire ce matin même.

— C'est possible ; il me déplaît maintenant. Combien est-ce qu'il vous a coûté?

— Voilà une belle question? dit Mme de Parnes; qu'est-ce qui vous passe par la tête?

Il faut savoir que depuis quelques jours, Valentin avait appris de la mère de Mme Delaunay qu'elle se trouvait fort gênée. Il s'agissait d'un terme de loyer à payer à un propriétaire avare qui menaçait au moindre retard. Valentin, ne pouvant faire, même pour une bagatelle, des offres de service qu'on n'eût pas voulu entendre, n'avait eu d'autre parti à prendre que de cacher son inquiétude. D'après ce qu'avait dit le garçon du *Père de Famille*, il était probable que le coussin n'avait pas suffi pour tirer la veuve d'embarras. Ce n'était pas la faute de la marquise; mais l'esprit humain est quelquefois si bizarre, que le jeune homme en voulait presque à Mme de Parnes du prix modique de son achat, et sans s'apercevoir du peu de convenance de sa question :

— Cela vous a coûté 40 ou 50 francs, dit-il avec amertume. Savez-vous combien de temps on a mis à le faire?

— Je le sais d'autant mieux, répondit la marquise, que je l'ai fait moi-même.

— Vous?

— Moi, et pour vous ; j'y ai passé quinze jours : voyez si vous me devez quelque reconnaissance.

— Quinze jours, madame? mais il faut deux mois, et deux mois de travail assidu, pour terminer un pareil ouvrage. Vous mettriez six mois à en venir à bout, si vous l'entrepreniez.

— Vous me paraissez bien au courant; d'où vous vient tant d'expérience?

— D'une ouvrière que je connais, et qui, certes, ne s'y trompe pas.

— Eh bien! cette ouvrière ne vous a pas tout dit; vous ne savez pas que pour ces choses-là le plus important, ce sont les fleurs, et qu'on trouve chez les marchands des canevas préparés où le fond est rempli; le plus difficile reste à faire, mais le plus long et le plus ennuyeux est fait; c'est ainsi que j'ai acheté ce coussin qui ne m'a même pas coûté quarante ou cinquante francs, car ce fond ne signifie rien; c'est un ouvrage de manœuvre pour lequel il ne faut que de la laine et des mains.

Le mot de *manœuvre* n'avait pas plu à Valentin. — J'en suis bien fâché, répliqua-t-il, mais ni le fond ni les fleurs ne sont de vous.

— Et de qui donc? apparemment de l'ouvrière que vous connaissez?

— Peut-être.

La marquise sembla hésiter un instant entre la colère et l'envie de rire. Elle prit le dernier parti, et se livrant à sa gaieté :

— Dites-moi donc, s'écria-t-elle, dites-moi donc, je vous prie, le nom de votre mystérieuse ouvrière, qui vous donne de si bons renseignemens.

— Elle s'appelle Julie, répondit le jeune homme. Son regard, le son de sa voix, rappelèrent tout à coup à madame de Parnes qu'il lui avait dit le même nom le jour où il lui avait parlé d'une veuve qu'il aimait; comme alors, l'air de vérité avec laquelle il avait répondu, troubla la marquise. Elle se souvint vaguement de l'histoire de cette veuve, qu'elle avait prise pour un prétexte; mais, répété ainsi, ce nom lui parut sérieux.

— Si c'est une confidence que vous me faites, dit-elle, elle n'est ni adroite ni polie.

Valentin ne répondit pas. Il sentait que son premier mouvement l'avait entraîné trop loin, et il commençait à réfléchir. La marquise, de son côté, garda le silence quelque temps. Elle attendait une explication, et Valentin songeait au moyen d'éviter d'en donner une. Il allait enfin se décider à parler, et essayer peut-être de se rétracter, quand la marquise, perdant patience, se leva brusquement.

— Est-ce une querelle ou une rupture? demanda-t-elle d'un ton si violent, que Valentin ne put conserver son sang-froid.

— Comme vous voudrez, répondit-il.

— Très bien, dit la marquise, et elle sortit. Mais cinq minutes après, on sonna à la porte; Valentin ouvrit, et vit Mme de Parnes debout sur le palier, les bras croisés, enveloppée dans sa mantille et appuyée contre le mur; elle était d'une pâleur effrayante, et prête à se trouver mal. Il la prit dans ses bras, la porta sur la causeuse, et s'efforça de l'apaiser. Il lui demanda pardon de sa mauvaise humeur, la supplia d'oublier cette scène fâcheuse, et s'accusa d'un de ces accès d'impatience dont il est impossible de dire la raison.— Je ne sais ce que j'avais ce matin, lui dit-il; une fâcheuse nouvelle que j'ai reçue m'avait irrité; je vous ai cherché querelle sans motif; ne pensez jamais à ce que je vous ai dit que comme à un moment de folie de ma part.

— N'en parlons plus, dit la marquise revenue à elle, et allez me chercher mon coussin. Valentin obéit avec répugnance; madame de Parnes jeta le coussin à terre et posa ses pieds dessus. Ce geste, comme vous pensez, ne fut pas agréable au jeune homme; il fronça le sourcil malgré lui, et se dit qu'après tout il venait de céder par faiblesse à une comédie de femme.

Je ne sais s'il avait raison, et je ne sais, non plus, par quelle obstination puérile la marquise avait voulu, à toute force, obtenir ce petit triomphe. Il n'est pas sans exemple qu'une femme et même une femme d'esprit ne veuille pas se soumettre en pareil cas; mais il peut arriver que ce soit de sa part un mauvais calcul, et que l'homme, après avoir obéi, se repente de sa complaisance; c'est ainsi qu'un enfantillage devient grave quand l'orgueil s'en mêle, et qu'on s'est brouillé quelquefois pour moins encore qu'un coussin brodé.

Tandis que Mme de Parnes, reprenant son air gracieux, ne dissimulait pas sa joie, Valentin ne pouvait détacher ses regards du coussin, qui, à dire vrai, n'était pas fait pour servir de tabouret. Contre sa coutume, la marquise était venue à pied, et la tapisserie de la veuve, repoussée bientôt au milieu de la chambre, portait l'empreinte poudreuse du brodequin qui l'avait foulé. Valentin ramassa le coussin, l'essuya et le posa sur un fauteuil.

— Allons-nous encore nous quereller? dit en souriant la marquise. Je croyais que vous me laissiez faire et que la paix était conclue.

— Ce coussin est blanc; pourquoi le salir?

— Pour s'en servir, et, quand il sera sale, Mlle Julie nous en fera d'autres.

— Écoutez-moi, madame la marquise, dit Valentin. Vous comprenez très bien que je ne suis pas assez sot pour attacher de l'importance à un caprice ni à une bagatelle de cette sorte. S'il est vrai que le déplaisir que je ressens de ce que vous faites puisse avoir quelque motif que vous ignorez, ne cherchez pas à l'approfondir, ce sera le plus sage. Vous vous êtes trouvée mal tout à l'heure, je ne vous demande pas si cet évanouissement était bien profond; vous avez obtenu ce que vous désiriez, n'en essayez pas davantage.

— Mais vous comprenez peut-être, répondit Mme de Parnes, que je ne suis pas assez sotte non plus pour attacher à cette bagatelle plus d'importance que vous, et s'il m'arrivait d'insister, vous comprendriez encore que je voudrais savoir jusqu'à quel point c'est une bagatelle.

— Soit, mais je vous demanderai, pour vous répondre, si c'est l'orgueil ou l'amour qui vous pousse.

— C'est l'un et l'autre. Vous ne savez pas qui je suis; la légèreté de ma conduite avec vous vous a donné de moi une opinion que je vous laisse parce que vous ne la feriez partager à personne; pensez sur mon compte comme il vous plaira, et soyez infidèle si bon vous semble; mais gardez-vous de m'offenser.

— C'est peut-être l'orgueil qui parle en ce moment, madame; mais convenez donc que ce n'est pas l'amour.

— Je n'en sais rien; si je ne suis pas jalouse, il est certain que c'est par dédain; comme je ne reconnais qu'à M. de Parnes le droit de surveillance sur moi, je ne prétends non plus surveiller personne. Mais comment osez-vous me répéter deux fois un nom que vous devriez taire?

— Pourquoi le tairais-je quand vous m'interrogez? ce nom ne peut faire rougir ni la personne à qui il appartient ni celle qui le prononce.

— Eh bien! achevez donc de le prononcer.

Valentin hésita un moment.

— Non, répondit-il, je ne le prononcerai pas, par respect pour celle qui le porte. La marquise se leva à cette parole, serra sa mantille autour de sa taille, et dit d'un ton glacé : Je pense qu'on doit être venu me chercher, reconduisez-moi jusqu'à ma voiture.

X.

La marquise de Parnes était plus qu'orgueilleuse, elle était hautaine. Habituée dès l'enfance à voir tous ses caprices satisfaits, négligée par son mari, gâtée par sa tante, flattée par le monde qui l'entourait, le seul conseiller qui la dirigeât, au milieu d'une liberté si dangereuse, était cette fierté native qui triomphait même des passions. Elle pleura amèrement en rentrant chez elle; puis elle fit défendre sa porte, et réfléchit à ce qu'elle avait à faire, résolue à n'en pas souffrir davantage.

Quand Valentin, le lendemain, alla voir Mme Delaunay, il crut s'apercevoir qu'il était suivi. Il l'était en effet, et la marquise eut bientôt appris la demeure de la veuve, son nom, et les visites fréquentes que le jeune homme lui rendait. Elle ne voulut pas s'en tenir là, et, quelque invraisemblable que puisse paraître le moyen dont elle se servit, il n'est pas moins vrai qu'elle l'employa, et qu'il lui réussit.

A sept heures du matin, elle sonna sa femme de chambre; elle se fit apporter par cette fille une robe de toile, un tablier, un mouchoir de coton, et un ample bonnet sous lequel elle cacha, autant que possible, son visage. Ainsi travestie, un panier sous le bras, elle se rendit au marché des Innocens. C'était l'heure où Mme Delaunay avait coutume d'y aller, et la marquise ne chercha pas long-temps; elle savait que la veuve lui ressemblait, et elle aperçut bientôt devant l'étalage d'une fruitière une jeune femme à peu près de sa taille, aux yeux noirs, et à la démarche modeste, marchandant des cerises. Elle s'approcha : N'est-ce pas à madame Delaunay, demanda-t-elle, que j'ai l'honneur de parler?

— Oui, mademoiselle; que me voulez-vous?

La marquise ne répondit pas; sa fantaisie était satisfaite, et peu lui importait qu'on s'en étonnât. Elle jeta sur sa rivale un regard rapide et curieux, la toisa des pieds à la tête, puis se retourna et disparut.

Valentin ne venait plus chez Mme de Parnes; il reçut d'elle une invitation de bal imprimée, et crut devoir s'y rendre par convenance. Quand il entra dans l'hôtel, il fut surpris de ne voir qu'une fenêtre éclairée; la marquise était seule et l'attendait : Pardonnez-moi, lui dit-elle, la petite ruse que j'ai employée pour vous faire venir; j'ai pensé que vous ne répondriez peut-être pas si je vous écrivais pour vous demander un quart d'heure d'entretien, et j'ai besoin de vous dire un mot, en vous suppliant d'y répondre sincèrement.

Valentin, qui, de son naturel, n'était pas gardeur de rancune, et chez qui le ressentiment passait aussi vite qu'il venait, voulut mettre la conversation sur un ton enjoué, et commença à plaisanter la marquise sur son bal supposé. Elle lui coupa la parole en lui disant : J'ai vu Mme Delaunay.

— Ne vous effrayez pas, ajouta-t-elle, voyant Valentin changer de visage; je l'ai vue sans qu'elle sût qui j'étais et de manière à ce qu'elle ne puisse me reconnaître. Elle est jolie, et il est vrai qu'elle me ressemble un peu; parlez-moi franchement. L'aimiez-vous déjà quand vous m'avez envoyé une lettre qui était écrite pour elle?

Valentin hésitait.

— Parlez, parlez sans crainte, dit la marquise. C'est le seul moyen de me prouver que vous avez quelque estime pour moi.

Elle avait prononcé ces mots avec tant de tristesse, que Valentin en fut ému. Il s'assit près d'elle, et lui conta fidèlement tout ce qui s'était passé dans son cœur. Je l'aimais déjà, lui dit-il enfin, et je l'aime encore; c'est la vérité.

— Rien n'est plus possible entre nous, répondit la marquise en se levant. Elle s'approcha d'une glace, se renvoya à elle-même un regard coquet :

— J'ai fait pour vous, continua-t-elle, la seule action de ma vie où je n'aie réfléchi à rien. Je ne m'en repens pas, mais je voudrais n'être pas seule à m'en souvenir quelquefois.

Elle ôta de son doigt une bague d'or où était enchâssée une aigue-marine.

— Tenez, dit-elle à Valentin, portez ceci pour l'amour de moi; cette pierre ressemble à une larme. Quand elle présenta sa bague au jeune homme, il voulut lui baiser la main: Prenez garde, dit-elle; songez que j'ai vu votre maîtresse; ne nous souvenons pas trop tôt.

— Ah! répondit-il, je l'aime encore, mais je sens que je vous aimerai toujours.

— Je le crois, répliqua la marquise, et c'est peut-être pour cette raison que je pars demain pour la Hollande, où je vais rejoindre mon mari.

— Je vous suivrai, s'écria Valentin; n'en doutez pas, si vous quittez la France, je partirai en même temps que vous.

— Gardez-vous-en bien, ce serait me perdre, et vous tenteriez en vain de me revoir.

— Peu m'importe, quand je devrais vous suivre à dix lieues de

distance, je vous prouverai du moins ainsi la sincérité de mon amour, et vous y croirez malgré vous.

— Mais je vous dis que j'y crois, répondit Mme de Parnes avec un sourire malin; adieu donc, ne faites pas cette folie.

Elle tendit la main à Valentin, et entr'ouvrit, pour se retirer, la porte de sa chambre à coucher. Ne faites pas cette folie, ajouta-t-elle d'un ton léger, ou si vous la faisiez par hasard, vous m'écririez un mot à Bruxelles, parce que de là on peut changer de route.

La porte se ferma sur ces paroles, et Valentin, resté seul, sortit de l'hôtel dans le plus grand trouble.

Il ne put dormir de la nuit, et le lendemain, au point du jour, il n'avait encore pris aucun parti sur la conduite qu'il tiendrait. Un billet assez triste de Mme Delaunay, reçu à son réveil, l'avait ébranlé sans le décider. A l'idée de quitter la veuve, son cœur se déchirait; mais à l'idée de suivre en poste l'audacieuse et coquette marquise, il se sentait tressaillir de désir; il regardait l'horizon, il écoutait rouler les voitures; les folles équipées du temps passé lui revenaient en tête; que vous dirai-je? Il songeait à l'Italie, au plaisir, à un peu de scandale, à Lauzun déguisé en postillon; d'un autre côté, sa mémoire inquiète lui rappelait les craintes si naïvement exprimées un soir par Mme Delaunay; quel affreux souvenir n'allait-il pas lui laisser! Il se répétait ces paroles de la veuve : *Faut-il qu'un jour j'aie horreur de vous?*

Il passa la journée entière renfermé, et après avoir épuisé tous les caprices, tous les projets fantasques de son imagination : Que veux-je donc? se demanda-t-il. Si j'ai voulu choisir entre ces deux femmes, pourquoi cette incertitude? Et si je les aime toutes deux également, pourquoi me suis-je mis de mon propre gré dans la nécessité de perdre l'une ou l'autre? Suis-je fou? Ai-je ma raison? Suis-je perfide ou sincère? Ai-je trop peu de courage ou trop peu d'amour?

Il se mit à sa table, et prenant le dessin qu'il avait fait autrefois, il considéra attentivement ce portrait infidèle qui ressemblait à ses deux maîtresses. Tout ce qui lui était arrivé depuis deux mois se représenta à son esprit; le pavillon et la chambrette, la robe d'indienne et les blanches épaules, les grands dîners et les petits déjeuners, le piano et l'aiguille à tricoter, les deux mouchoirs, le coussin brodé, il revit tout. Chaque heure de sa vie lui donnait un conseil différent : Non, se dit-il enfin, ce n'est pas entre deux femmes que

j'ai à choisir, mais entre deux routes que j'ai voulu suivre à la fois, et qui ne peuvent mener au même but; l'une est la folie et le plaisir, l'autre est l'amour; laquelle dois-je prendre? laquelle conduit au bonheur?

Je vous ai dit, en commençant ce conte, que Valentin avait une mère qu'il aimait tendrement. Elle entra dans sa chambre tandis qu'il était plongé dans ces pensées. — Mon enfant, lui dit-elle, je vous ai vu triste ce matin. Qu'avez-vous? Puis-je vous aider? Avez-vous besoin de quelque argent? Si je ne puis vous rendre service, ne puis-je du moins savoir vos chagrins et tenter de vous consoler?

— Je vous remercie, répondit Valentin. Je faisais des projets de voyage, et je me demandais qui doit nous rendre heureux de l'amour ou du plaisir; j'avais oublié l'amitié. Je ne quitterai pas mon pays, et la seule femme à qui je veuille ouvrir mon cœur est celle qui peut le partager avec vous.

ALFRED DE MUSSET.

DU MOUVEMENT

DES

ÉTUDES HISTORIQUES DANS LE NORD.

I.

DANEMARK.

A M. DE SALVANDY, MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il y a dans la vie des historiens de Danemark un fait remarquable, c'est la tendance uniforme, la tendance nationale qu'ils ont tous suivie dans leurs œuvres. Les hommes qui se sont le plus distingués par leur érudition, les hommes qui ont pénétré avec une patience infinie dans les dédales des vieilles traditions ; ceux qui ont les premiers ouvert le sillon de la science dans les temps passés, et ceux qui l'ont agrandi, Saxo, Hvitfeld, Worm, Gram, Langebek, Suhm, Holberg, tous ces hommes-là ont travaillé à l'histoire de Danemark. Les poètes aussi ont été entraînés par le même sentiment de nationalité ; Ewald a pris pour sujet de tragédie les récits de l'Edda et les récits des sagas; OEhlenschlæger a parcouru dans ses drames tout un cycle historique et un cycle mythologique, et dans ses comédies, comme dans ses autres poèmes, Holberg n'a jamais cessé d'être essentiellement danois. Plusieurs de ces hommes, qui se sont ainsi dévoués exclusivement à la cause de leur pays, ont pourtant voyagé en pays étranger. Ils ont étudié les annales, la poésie, l'histoire des autres peuples ; mais ils sont revenus

sur leur terre natale, et ils y sont restés. Peut-être ont-ils compris que les grands états du midi de l'Europe auraient toujours assez d'historiens, et que leur devoir à eux était de ne pas oublier l'humble contrée du Nord où ils avaient reçu le jour. Peut-être aussi qu'ils ont été entraînés dans leurs tentatives, soutenus dans leur travail par la difficulté même qu'ils y trouvaient, par la vague étendue des traditions qu'ils cherchaient à explorer et l'obscurité qui les enveloppe. Il y a un grand charme à s'en aller ainsi, à travers les temps anciens, chercher un fait qui doit servir de base à l'édifice des temps modernes, et plus l'obscurité est grande et le chemin pénible, plus aussi le but qu'on cherche dans le lointain offre d'attraits à celui qui croit l'avoir entrevu. L'antiquaire, dans ses explorations, ressemble au navigateur. Comme lui, il a pour mission de découvrir des parages parfois à peine indiqués, parfois totalement inconnus; comme lui, il n'a souvent pour se guider dans ses longues nuits de voyageur qu'une lueur incertaine, un rayon fugitif; comme lui, il est exposé à dévier de sa route, à se briser sur un écueil. Mais l'heure où le succès couronne sa persévérance, l'heure où il voit poindre l'aurore qui éclaire l'objet de ses découvertes, où il s'écrie : Terre! terre! est une heure de ravissement, au prix de laquelle il pourrait encore passer par les mêmes fatigues, s'exposer aux mêmes périls.

Quoi qu'il en soit des motifs qui ont porté les savans de Danemark à s'occuper presque exclusivement de leur pays, le fait est que peu de nations peuvent se vanter, comme celle-ci, d'avoir amassé autant de documens anciens, autant de traditions historiques, et cependant l'histoire primitive de Danemark n'a pas encore été faite, c'est-à-dire établie sur des bases certaines, et probablement elle ne le sera jamais. Le christianisme ne fut établi dans ce royaume que vers la fin du xe siècle (1). Les cloîtres, ces premières archives de l'histoire, ces premiers refuges de la science, ne datent que du xie siècle. Pour décrire l'époque païenne, il ne reste que deux sortes de documens, les sagas islandaises et les monumens scandinaves, c'est-à-dire les pierres servant aux assemblées du Thing, les autels de sacrifices, les pierres runiques, les tombeaux. Ces monumens sont moins nombreux ici qu'en Suède et en Norvége; cependant il en existe encore une assez grande quantité, dispersés à travers la Seelande, la Jutlande, le Holstein, et les antiquaires les ont explorés avec zèle. Un archéologue en compte plus de quatre mille dans les diverses provinces de Danemark (2). La terre de Leire, la demeure des vieux rois, est le sol classique de cette antiquité scandinave. Ces monumens sont les derniers vestiges d'une époque barbare sur laquelle nous n'avons que de vagues traditions. Ce sont les témoins authentiques de ce qui se faisait dans les siècles passés. Ils peuvent dire, au savant qui les interroge, les mœurs, la religion, les coutumes des premiers habitans du Nord.

(1) Le premier roi de Danemark qui fut baptisé est Harald Blaatand (972-973). Il se passa encore plus d'un siècle avant que le christianisme devînt la religion générale du pays.

(2) Thorlacius, *Bemærkninger over de i Danemark endnu tilværende Hedenoldshœie.*

Ce qu'on appelle *Thingsted* est une enceinte de pierres grossièrement taillées. C'est là que le peuple s'assemblait pour délibérer sur ses intérêts. C'est là qu'on proclamait le cri de guerre; c'est là qu'on jugeait les procès; c'était là aussi le lieu réservé pour les duels sanglans. Dans le district d'Arrhuns, on voit encore une de ces enceintes formées par sept grandes pierres. La tradition populaire dit qu'il y avait là jadis sept hommes qui furent changés en pierres pour avoir prêté un faux serment.

Les autels servant aux sacrifices se composaient d'une large pierre aplatie à sa surface, élevée à quelques pieds du sol et posée sur sept autres pierres taillées en pointe. Il existe, près de Skalstrup, un autel qui a trente pieds de long. On dit que c'était la pierre d'holocauste des rois de Leire. Ils faisaient là un sacrifice tous les ans, tous les trois ans, tous les neuf ans. Celui-ci était le plus atroce et le plus solennel. On immolait alors neuf garçons, neuf filles, neuf chevaux, neuf chiens, neuf coqs.

Le *Steenkammer* (salle de pierre) est une espèce de grotte élevée à quelques pieds du sol, et formée par une quantité de pierres taillées régulièrement, serrées l'une contre l'autre, et recouvertes de pierres plus larges. Du côté de l'est, la grotte est ouverte, et une pierre enfoncée dans le sol sert de seuil. On pense que ces *steenkammer* étaient réservées aux cérémonies mystérieuses. Un prêtre danois, M. Freglesang, dit qu'elles ressemblent beaucoup aux sanctuaires d'idoles, aux sanctuaires grossiers, mais imposans, qu'il a vus dans l'Inde.

Mais, de tous ces monumens, les plus curieux à étudier sont les collines tumulaires et les grottes souterraines, qui servaient de tombeau quelquefois à toute une famille, quelquefois à une peuplade entière. Dans la Seelande, on voit encore une de ces collines, qui a plus de deux cents pieds de long. Ailleurs, on trouve assez souvent trois tertres de gazon réunis l'un à l'autre. Le premier servait peut-être de sépulture au guerrier; autour de lui on ensevelissait sa famille et ses compagnons d'armes.

« Les païens nos ancêtres avaient, dit Thorlacius, trois espèces de tombeaux : *Haugr*, *Kuml*, *Dys*. Le premier est spacieux, élevé et construit avec soin : au dehors, il est recouvert de gazon; au dedans, on trouve une caisse de pierre (*steenkiste*) de forme carrée, mais plus longue que large. C'est là qu'on déposait ou les os du mort, après qu'il avait été brûlé, ou l'urne dans laquelle on recueillait ses cendres. Quelquefois aussi on ne brûlait pas les morts; on les enterrait là assis sur une pierre en forme de vaisseau ou en forme de chaise, comme s'ils devaient encore naviguer à travers l'Océan ou présider aux banquets. Ces tombeaux étaient réservés aux hommes riches et puissans, et des pierres élevées à leur sommité, parfois des inscriptions runiques, les signalaient à l'attention des passans.

« Le second, le Kuml, moins large, moins apparent, mais également couvert de gazon, était le tombeau des paysans.

« Le troisième était réservé aux esclaves, aux malfaiteurs, aux prisonniers

de guerre. Ces hommes qui subissaient, après la mort, la proscription qui les avait frappés pendant leur vie, étaient jetés dans une fosse. On amassait quelques pierres sur leur cadavre, et tout était dit. »

On a trouvé, dans ces tombeaux, des squelettes, des urnes cinéraires, des ossemens d'animaux, des armes en pierre ou en bronze, et quelques bijoux en or. Tous remontent à un temps très reculé, et ceux où l'on n'a trouvé que des instrumens en pierre, datent sans doute d'une époque antérieure même à l'invasion des Goths, car les Goths connaissaient l'usage du fer.

En fouillant dans ces collines tumulaires, dans ces cercueils de roc, en recueillant les ossemens et les crânes qui s'y trouvent, la science anatomique parviendrait peut-être à jeter quelques rayons de lumière sur une question que ni les historiens ni les philologues n'ont encore éclaircie. Peut-être qu'en examinant le type de toutes ces têtes conservées dans les tombeaux, on pourrait déterminer à quelle race elles appartiennent. Peut-être pourrait-on savoir par là quelles étaient les premières tribus du Nord, quels étaient ces *Jettes*, ces *Troldes*, ces *Alfes*, dont parlent confusément les sagas, et si ce pays n'a été occupé avant la migration d'Asie que par une seule race, ou par plusieurs. Un professeur de Copenhague, M. Eschricht a publié dernièrement, sur ce sujet, une intéressante dissertation. Il a fait un examen attentif de deux crânes trouvés en Danemark. Le premier porte tous les traits caractéristiques de la race caucasienne; le second est remarquable par sa grosseur, et semble avoir appartenu à un corps de géant.

Cette dissertation de M. Eschricht n'est en quelque sorte qu'une indication de travail. Avant de hasarder une hypothèse sur une question aussi difficile, il faudrait faire de longues études, de grandes recherches. Les savans du Nord sont assez hardis pour les entreprendre.

Les sagas islandaises présentent une source d'observations plus vaste et plus féconde. Les unes remontent par la tradition à une époque très éloignée; les autres ont été faites en présence des hommes dont elles racontent la vie et des évènemens qu'elles dépeignent. Les Islandais étaient, comme les Arabes, d'intrépides aventuriers et d'infatigables conteurs. L'été ils partaient pour les côtes étrangères; l'hiver, ils revenaient dans leur demeure, ou s'arrêtaient dans la maison des jarl. Là, ils racontaient leurs navigations lointaines, leurs guerres de pirates, leurs combats. Ils décrivaient les lieux où ils s'étaient arrêtés, et les héros qu'ils avaient vus. Toute l'histoire du Nord a été faite ainsi par ces coureurs d'aventures, qui avec leurs frêles bateaux s'en allaient aborder un jour à Leire et un autre jour à Drontheim. Les contes du pirate ont passé de bouche en bouche. Ils ont été répétés au foyer de famille, aux séances de l'Althing. Puis l'écrivain est venu, qui les a recueillis d'après la tradition vivante et les a transcrits. C'est donc là que les historiens de Danemark doivent puiser leur premiers documens; c'est là le miroir où se reflète l'époque païenne; c'est le panthéon où chaque homme célèbre a sa statue, et chaque évènement son inscription. L'Islande

a été pour le Nord comme une de ces bibliothèques que l'on bâtit à l'écart, pour les mettre à l'abri de tout contact étranger. Elle a gardé fidèlement le dépôt qu'elle avait reçu, et le rend aujourd'hui à ceux qui le lui ont confié.

Mais, dans cette riche collection de sagas, il n'y a ni ordre chronologique, ni succession de faits. Ce sont des tableaux dessinés avec énergie et revêtus de vives couleurs, mais des tableaux épars. Ce sont les scènes de la vie privée plutôt que les grands drames de la vie sociale. Ce sont des biographies d'individus, parfois admirablement faites, mais ces biographies ne constituent pas l'histoire d'une nation. Les Islandais, à qui nous devons tous ces récits, souvent si vrais et souvent si étranges, n'ont sans doute guère songé à ce que nous appelons aujourd'hui écrire l'histoire. Ils aiment à conter, à entendre conter, mais il n'y a dans leurs contes ni recherches ni efforts. Ils disent ce qu'ils ont vu ou appris, et ils ne vont pas au-delà. Si une fois il leur survient une bonne bataille, c'est le premier chant de leur épopée; s'ils rencontrent un vrai pirate, c'est là leur héros. A travers toute une époque, ils ne distinguent qu'un fait, et dans tout un pays ils ne voient qu'un homme. Ainsi ils ont entassé évènemens sur évènemens, biographies sur biographies, sans se soucier jamais de rattacher à un même lien tous ces récits décousus, de les classer et de les coordonner. Outre ces sagas où le voyageur retrace fidèlement ses voyages, ses aventures, et qu'on peut appeler sagas historiques, il existe encore des sagas poétiques où l'histoire se mêle à la fable, et des sagas mythiques dans lesquelles un récit de guerre ou d'amour n'est autre chose qu'un symbole. La tâche de l'historien est de s'avancer au milieu de ce labyrinthe confus, de discerner la vérité de la fiction, le mythe religieux de l'évènement réel, de prendre tous ces contes sans suite, tous ces faits sans date, et d'en composer un tableau suivi, une histoire réglée d'après l'ordre chronologique. La tâche est immense, et quand on en comprend toutes les difficultés, on doit rendre hommage à la persévérance avec laquelle les savans du Nord ont poursuivi un tel travail, et aux résultats qu'ils en ont obtenus.

D'après les documens écrits, on sait qu'à partir de l'époque où naquit Jésus-Christ, le peuple danois a occupé la contrée qu'il habite aujourd'hui et une partie de la Suède, la Scanie et le Bleking. Mais il n'y a point de date certaine à établir sur l'histoire de cette époque; il n'y a que des hypothèses.

La plus ancienne relation que l'on ait sur le Nord, est celle de Pythéas de Marseille, qui vivait trois cents ans avant Jésus-Christ. Il raconte qu'il y a une terre qu'on appelle Thulé qui est située au nord, à six jours de distance de l'Angleterre, et où l'on a six mois de nuit et six mois de jour continuel. L'air de cette contrée est si froid, que l'on n'y trouve point de fruits, et que peu d'animaux peuvent y vivre. Les habitans se nourrissent de gibier, et quelques-uns d'entre eux font une boisson avec du grain et du miel.

Pythéas raconte encore qu'une race d'hommes nommée Gutons (peut-être les Goths qu'on appelait en Norvége et en Suède *Juter*) habite une

terre submergée parfois par l'Océan et une île éloignée de cette terre à une distance d'un jour de navigation. La mer y jette, au printemps, une quantité d'ambre que les habitans vendent à leurs voisins les Teutons.

Quelles sont ces contrées dont parle le voyageur? C'est une question que les savans du Nord ont déjà beaucoup discutée sans pouvoir définitivement la résoudre. Il est probable cependant que cette Thulé mentionnée par Pythéas est la Norvége, et la contrée habitée par les Gutons doit être une des côtes de la mer Baltique.

Les écrivains romains ne donnent que très peu de renseignemens sur le Nord. Rome, qui subjugua tant de peuples, ne put subjuguer la partie septentrionale de l'Allemagne, et l'armée qui avait franchi le Rubicon ne traversa pas l'Elbe. Pendant leurs longues guerres avec les tribus germaniques, les Romains apprirent pourtant à connaître non-seulement ces peuples intrépides et barbares, dont Tacite a décrit les mœurs, mais ils recueillirent encore quelques notions sur les contrées situées au-delà de l'Elbe et sur leurs habitans. Soixante et dix ans après la naissance de Jésus-Christ, Pline l'ancien nomme l'île de Scandinavie. Dans le siècle suivant, Ptolémée le géographe, qui avait à sa disposition les trésors de la bibliothèque d'Alexandrie, parle de la *Scandia*. A cette époque, les Romains se représentaient la Norvége, la Suède et une partie du Danemark, comme une grande île. Ptolémée dit qu'il y a là six races de peuples. Le nom des quatre premiers n'a pas encore été expliqué, mais les deux autres, les *Gutes* et les *Damiones*, sont vraisemblablement les Goths et les Danois. Jornandès, au VIe siècle, donna, dans ses *Rebus gothicis*, plusieurs notions intéressantes sur l'histoire ancienne du Nord. Au XIe siècle, Adam de Brême, dans son histoire de l'église (1), écrivit sur le Danemark quelques pages qui méritent d'être étudiées, et, en remontant deux siècles plus haut, on trouve encore des documens assez intéressans dans la vie de saint Ansgar, missionnaire, racontée par Remberth, archevêque de Hambourg.

Mais le premier qui entreprit d'écrire l'histoire de Danemark est Saxo Grammaticus, secrétaire de l'évêque Absalon. Il connaissait, par la tradition, les chants des scaldes, les sagas islandaises. Il comprit très bien la nécessité de donner à son livre le caractère d'ordre et d'unité qui manquait aux sagas. Il essaya de remonter jusqu'au premier souverain de Danemark, et d'indiquer, l'un après l'autre, tous ses successeurs. Mais il était d'une nature trop poétique pour ne pas se laisser aller aux charmantes fictions répandues, à cette époque, dans le Nord. Il adopta sans difficulté toutes les fables merveilleuses qui lui furent contées, et il y mêla les chants des scaldes qu'il avait appris. Les onze premiers livres de son histoire ne sont que des sagas disposées avec art, écrites avec talent, mais dénuées de critique. A partir du règne de Gorm, c'est-à-dire du IXe siècle, il écrit d'après des renseignemens plus positifs, et les sept derniers livres de son ouvrage peuvent être

(1) *Historia ecclesia septentrionis.*

regardés comme authentiques. Malgré ses inexactitudes, il restera à tout jamais illustre dans les annales de Danemark. Il a conservé à sa nation des documens précieux, des chants de scaldes qui, sans lui, seraient peut-être perdus. Une moitié de son livre est une épopée très animée et très dramatique de l'époque païenne; l'autre sert de base à l'histoire moderne. Le style de cet ouvrage lui donne encore un charme de plus: c'est un latin pur et élégant qui fait un singulier contraste avec le latin barbare qu'on employait dans ce temps-là. On s'aperçoit, en le lisant, que Saxo connaissait les modèles de l'antiquité. Cependant il est à regretter qu'il n'ait pas écrit son livre en danois; ce serait aujourd'hui un monument philologique d'un grand prix. Les fragmens de poèmes islandais qu'il a mêlés à son récit, n'auraient pas été altérés par la version danoise, comme ils l'ont été par la version latine. Enfin cet ouvrage eût acquis, en Danemark, une rapide popularité, et peu s'en est fallu qu'il ne tombât dans un éternel oubli. Le peuple ne fit aucune attention à ce livre, écrit dans une langue qu'il ne comprenait pas. Les savans seuls le lurent et en firent des copies, mais des copies peu nombreuses. On sait qu'au XVIe siècle, il n'existait plus, en Danemark, qu'un seul exemplaire de Saxo. L'archevêque de Lund le donna à Ch. Petersen, qui l'emporta dans son voyage en France et le fit imprimer, en 1514, à Paris (1). Au XVe siècle, Thomas Gheymers en faisait des extraits, comme il eût pu faire d'un classique grec ou romain. Mais en 1575 il fut traduit en danois par Vedel; il l'a été depuis par Grundtrig, et les paysans de la Seelande peuvent lire aujourd'hui ces annales nationales.

Un contemporain de Saxo, Svend Aggesen, plus connu sous le nom de Sveno Aggonis, écrivit aussi une histoire de Danemark. Il était ou secrétaire d'Absalon, ou chanoine à Lund, et il suivit, comme Saxo, l'impulsion que lui donna son évêque. Mais il ne nous a laissé qu'un compendium fort court et fort sec (2), et il s'est lui-même incliné humblement devant l'œuvre de son rival.

En parlant de ces premiers historiens du Nord, je devrais parler aussi d'Are Frode, le savant prêtre islandais, et de Snorre Sturleson, l'auteur de cet admirable ouvrage qu'on appelle *Heimskringla*. Mais l'ouvrage d'Are, le *Landnamabok*, n'est qu'une histoire d'Islande, et celui de Snorre est spécialement consacré à la Norvége.

Il y a un abîme entre le livre de Saxo et ceux de ses successeurs. Pendant l'espace de quatre siècles, la muse de l'histoire s'assoupit en Danemark; pendant quatre siècles, on ne vit apparaître que des légendes de couvent, des chroniques de moines. Ces hommes, qui employaient un latin corrompu,

(1) *Danorum regum heroumque Historia*, stilo eleganti a Saxo Grammatico, natione Sielandico, necnon roskildensis ecclesiæ preposito, abhinc supra trecentos annos conscripta. Ascensius, 1514, 199 f. in-fo.

(2) *Compendiosa Historia regum Daniæ a Skioldo ad Canutum VI.* Publié pour la première fois à Sorœ, 1642.

avaient un profond dédain pour leur langue maternelle. Ils l'abandonnaient au peuple comme un idiome indigne d'eux, et le peuple n'était pas en état de la développer. Ainsi elle resta dans les langes de l'enfance, oubliée des savans, mais chérie de la foule; elle murmura sous le portail de l'église de village, sous le toit du laboureur, les naïfs accens du *Kæmpeviser;* mais les poètes du grand monde ne lui confièrent point leurs inspirations, et la science ne la prit pas pour interprète.

Au XVIIe siècle, Chrétien IV nomma tour à tour huit historiographes royaux, et pas un d'eux, dit un critique moderne, n'était en état d'écrire un livre d'histoire en danois. Pontanus et Meursius (1) écrivirent donc en latin. Hvitfeld, qui n'avait pas l'honneur d'appartenir au noble corps des historiographes privilégiés, rendit plus de services qu'eux tous par ses Annales (2). C'était un homme très instruit et très modeste. Il écrivit, comme il le dit lui-même, *simplici calamo*, entraîné par un sentiment d'amour pour sa patrie, par le désir de la faire connaître et de la faire apprécier, plutôt que par l'espoir de s'acquérir un nom illustre. Son livre, dont Gram a fait ressortir le mérite, tout en indiquant quelques-unes des principales erreurs dans lesquelles l'auteur était tombé, peut être compté au nombre des ouvrages historiques les plus importans qui existent en Danemark. Comme chancelier du royaume, Hvitfeld avait sa libre entrée aux archives. Il a rassemblé, avec beaucoup de soin, des actes officiels, des pièces authentiques, et les a imprimés textuellement.

Tous les historiens danois du moyen-âge prirent Saxo pour guide et le suivirent dans ses théories. Il ne pouvait en être autrement tant qu'on n'essayait pas de remonter à la source à laquelle Saxo avait puisé, tant qu'on n'étudiait ni la langue, ni la littérature islandaise. Cette étude date du XVIIe siècle. Alors Clausen traduit en danois l'œuvre de Snorre; alors Arngrim Johnson travaille à recueillir les documens historiques de l'Islande. Ole Worm étudie les anciens monumens danois, et pose les bases de l'archéologie du Nord. Bartholin écrit son livre sur les antiquités (3), et Torfesen soumet à une critique sévère les sagas; il les compare l'une à l'autre, il en extrait le fait réel, le fait historique, et les classe d'après l'ordre chronologique. Plusieurs des faits qu'il établit comme certains ne sont que des hypothèses, mais des hypothèses soutenues par le raisonnement et basées sur des probabilités. Son histoire de Norvége et sa série des rois de Danemark (4) ont été

(1) Meursius était un étranger, un professeur de Leyde doué d'une grande érudition. Chrétien IV l'attira en Danemark, et le nomma professeur à Soræ. Son livre parut en 1636. *Historiæ danicæ libri quinque.* Amsterdam, in-f°.

(2) *Damnarkis Rigis krœnicke.* La première édition parut à Copenhague de 1593 à 1604 en 10 vol. in-4°; la seconde en 1652, 2 vol. in-f°.

(3) Thomæ Bartholini *Antiquitates danicæ*, 1 vol. in-4°, 1690.

(4) *Historia rerum norvegicarum*, Copenhague, 1711, 4 vol. in-f°. — *Series dynastarum et regum Daniæ*, Copenhague, in-4°, 1702.

déjà, sur plusieurs points, vivement combattues par les savans. Mais il est le premier qui ait porté le flambeau de la critique dans les récits souvent fictifs, souvent confus des sagas. Il a dépassé, par l'étendue de ses recherches, les travaux de ses devanciers, et il a montré le chemin à ses successeurs.

Tout ce mouvement du XVIIe siècle est très beau. Le peuple se retourne vers son histoire lointaine, comme l'homme arrivé à l'âge mûr se retourne vers les souvenirs de son enfance. On lui raconte la vie de ses pères, et il la suit avec intérêt dans toutes ses phases de gloire et dans toutes ses heures d'orage. Les sagas, long-temps oubliées, revivent tout à coup, et enchantent, comme autrefois, l'auditoire curieux qui les écoute. Les chants des scaldes retentissent aux oreilles de la foule, et les monumens racontent à l'antiquaire patient qui les étudie, le culte des dieux, la migration des races, la mort des héros. La science soulève le voile du passé, la chaîne des temps se noue, et l'histoire moderne s'élève sur les piliers d'airain de l'histoire ancienne.

Les rois de Danemark secondèrent eux-mêmes ce mouvement de leur nation. Torfesen traduisait les documens islandais sous les yeux de Frédéric III, qui allait souvent examiner son travail; les évêques de Skalholt et de Hoolum avaient ordre d'envoyer à Copenhague tous les manuscrits qu'ils pourraient recueillir; et Chrétien V élut un antiquaire royal, et lui confia la mission de compulser les principaux manuscrits, de les traduire, et de rédiger une histoire de l'Islande.

Au XVIIIe siècle, Arne Magnussen compléta l'œuvre de ses prédécesseurs. Il avait d'abord aidé Bartholin dans ses recherches; il fut, plus tard, envoyé par le gouvernement en Islande, et il y passa dix ans. Il voyageait, pendant l'été, de montagne en montagne, de maison en maison. Il revenait l'hiver à Skalholt, et mettait en ordre les matériaux qu'il avait amassés. Il recueillit toutes les chartes, tous les documens historiques, tous les manuscrits dispersés à travers l'île entière, enfouis dans la demeure du prêtre ou dans la cabane du pêcheur. Quand il partit, il chargea toute une frégate de ses collections; et cette fois, la pauvre Islande se trouva complètement dépouillée de tout ce qu'elle avait si bien gardé pendant des siècles. Il ne lui resta que les souvenirs implantés par la tradition dans le cœur de ses enfans, et les livres nouveaux qu'on lui donna en échange de ses anciens livres.

De retour à Copenhague, Arne Magnussen passa des années de bonheur à compter toutes ses richesses, à dérouler ses manuscrits, et à les étiqueter. C'était un homme d'un grand savoir, qui s'oublia dans la contemplation de la science, et ne trouva guère le temps d'écrire. Il avait pourtant préparé une œuvre étendue, dans laquelle il cherchait à expliquer par la philologie l'origine et la parenté des peuples du Nord. C'était le fruit de ses nombreuses investigations, de ses longues études, et il y travaillait avec ardeur, quand tout à coup un évènement fatal vint le frapper dans ce qu'il avait de plus cher. L'incendie de 1728, qui fit d'horribles ravages dans Copenhague, consuma tous les travaux de Magnussen et la moitié de sa bibliothèque. Le malheureux courba la tête sous le poids de cette catastrophe, et dit adieu à ses

rêves de savant. « J'ai perdu toute ma joie en ce monde, s'écria-t-il avec douleur; aucun homme ne me la rendra. » Il survécut peu de temps à son infortune, et ses derniers momens furent consacrés à la propagation de l'idée scientifique qu'il avait gardée toute sa vie dans le cœur. Il lui restait encore dix-huit cents manuscrits, il les légua à l'Université; il lui légua aussi sa fortune, afin de donner chaque année un stipende à deux jeunes Islandais qui se dévoueraient à l'étude des antiquités du Nord, et de publier successivement ses manuscrits les plus importans.

Nous voici arrivés à la plus belle, à la plus féconde époque scientifique du Danemark. Alors Gram publie ses observations critiques sur l'histoire du Nord; Schœnning écrit l'histoire ancienne de Norvége; Schlegel raconte l'avénement au trône de la maison d'Oldenbourg. Holberg, ce voyageur insoucieux qui s'en alla faire le tour de l'Europe avec son sac d'étudiant sur l'épaule, ce poète charmant, pour qui les muses semblaient avoir assez fait en lui donnant une imagination si riche et une verve si comique, Holberg écrit avec un vrai savoir, avec un tact exquis, toute l'histoire de Danemark. Les commencemens de cette histoire laissent beaucoup à désirer sous le rapport de la critique; mais une fois qu'on a passé l'époque primitive, l'époque confuse sur laquelle les savans se débattent encore, tous les faits sont parfaitement établis et fort bien narrés. Holberg possède un grand talent d'exposition. Il est à son aise sur le grand théâtre du monde, comme sur le théâtre dramatique où il a fait mouvoir ses personnages d'invention. On ne sent dans son travail ni effort ni embarras : son récit est clair, simple, parsemé de documens textuels, sobre de réflexions, et cependant l'auteur de *Pierre Paars* se trahit de temps à autre par une épigramme comique ou par une saillie. Avec ces défauts, qu'un travail plus sérieux et une critique plus sévère eussent pu faire disparaître, cette histoire de Holberg est encore la meilleure que possède le Danemark, sans en excepter celle de Mallet. Elle a été populaire dès son apparition, et tout ce qu'on a écrit depuis ne lui a rien fait perdre de sa première popularité.

Dans ce même siècle qui donna à la littérature du Nord un grand poète et un grand écrivain, on vit apparaître deux hommes qui ont plus fait dans le cours de leur vie pour l'histoire de Danemark que tous leurs prédécesseurs dans des siècles entiers; c'est Langebek et Suhm: Langebek, cet homme d'une simplicité antique, d'une modestie sublime, d'une patience à toute épreuve, et Suhm, qui fut, en Danemark, le roi de la science, comme Goëthe a été en Allemagne, dans les derniers temps, le roi de la poésie.

Langebek était un pauvre théologien à qui Gram fit obtenir une place de 1,200 francs à la bibliothèque royale. Son amour pour l'étude l'empêcha de suivre la carrière à laquelle le vœu de ses parens l'appelait. Il devait être prêtre, il fut écrivain. Il commença dès l'âge de vingt ans ses recherches historiques, et il les poursuivit toute sa vie. En 1737, il publia un recueil périodique consacré spécialement à l'histoire, et ce recueil obtint le suffrage de tous les hommes instruits. Il continuait en même temps à rassembler les

documens historiques du moyen-âge, et les matériaux nécessaires pour composer un dictionnaire complet de la langue danoise. Il avait conçu cet ouvrage sur un large plan. Il a laissé seize volumes in-folio, qui n'en forment que la moitié. Langebek s'était déjà rendu célèbre par son érudition, et il n'avait toujours que sa modeste place d'employé secondaire à la bibliothèque. Il travaillait à enrichir son pays de toutes les ressources de sa science, et il restait pauvre. Les savans sont, comme les poètes, ignorans des calculs matériels, insoucieux de l'avenir; ils s'abandonnent au charme de leurs études comme les poètes au charme de leurs rêves; ils oublient le monde, et le monde les oublie. Plus d'une fois, en voyant son jeune protégé poursuivre avec tant de courage des travaux pénibles, et vivre d'une vie si obscure, Gram regretta de ne pas l'avoir laissé suivre sa carrière de prêtre, de ne pas lui avoir fait accorder un paisible presbytère de village, au lieu de le jeter dans les routes épineuses de la science.

En 1742, Gram avait formé le projet d'établir une société d'antiquaires; il espérait y faire admettre Langebek comme secrétaire, et améliorer par là sa position. Mais le projet qu'il avait soumis au gouvernement fut rejeté. En 1743, le roi fonda l'Académie des sciences, et Langebek n'y fut pas admis. Malgré toute sa modestie, il savait pourtant apprécier ses travaux, et il sentit vivement l'affront qu'on lui faisait en l'excluant de l'Académie. Peu de temps après, il établit lui-même une société scientifique. C'était une humble société, composée de trois membres, dont Langebek était le président. Chacun mit en commun ses livres, ses manuscrits, ses médailles, et promit de concourir à la rédaction d'un nouveau recueil historique, qui parut sous le titre de *Magasin danois*. Mais peu à peu cette société grandit, des hommes puissans la prirent sous leur patronage, des hommes distingués demandèrent à y être admis, et le *Magasin danois* devint entre les mains de Langebek un journal historique d'un haut intérêt, et quelquefois une arme redoutable. Mais l'égalité n'existait pas en Danemark dans la république des lettres, et mal en prit au pauvre Langebek de vouloir s'attaquer à plus fort que lui. Un jour, il avait censuré, avec tous les ménagemens d'une extrême politesse, mais avec l'autorité de la science, les *Annales ecclésiastiques* de Pontoppidan (1). L'auteur comprit qu'il perdrait sa cause devant le tribunal des savans, et il trouva un singulier moyen de réhabiliter son livre : il s'adressa au roi. Il était prédicateur de la cour; il avait de l'influence sur Chrétien VI, et il obtint de lui un arrêt qui ordonnait aux professeurs de l'Université de faire comparaître devant eux le téméraire rédacteur du *Magasin danois*, et de lui dicter, en présence de Pontoppidan, une formule d'amende honorable, et une rétractation bien nette de toutes les critiques injustes qu'il avait osé écrire contre les *Annales ecclésiastiques*. Les professeurs obéirent à regret à cet ordre du souverain, et Langebek n'en fut sans doute pas très réjoui. Mais que faire? Dans ce temps-là, le pouvoir

(1) *Annales ecclesiæ danicæ diplomatici.*

du roi était grand; il fallut obéir. Le conseil s'assembla. Le malheureux critique signa l'acte de rétractation qui lui était prescrit, et le prêtre superbe savoura tout à son aise le plaisir de la vengeance. Mais tout n'était pas fini. Il y avait alors à Copenhague un homme d'esprit et de savoir, Schlegel, qui raconta dans son journal (1), sous le voile de l'allégorie, cette comédie courtisanesque. Toute la ville en rit; et comme Schlegel était étranger, et par-là même indépendant, le prédicateur de la cour n'obtint de lui ni amende honorable, ni rétractation.

Pendant que ces débats littéraires occupaient les professeurs de Copenhague, Langebek poursuivait ses travaux. Chaque jour était pour lui un jour de moisson. Il recueillait avec une patience merveilleuse, avec un zèle infatigable, tous les documens qui pouvaient servir à l'histoire de son pays. J'ai vu à Copenhague son prodigieux assemblage de matériaux. Je ne crois pas que jamais homme en ait fait un semblable. Son œuvre principale, celle à laquelle il revenait sans cesse, celle qu'il poursuivait avec amour et dévouement, c'est sa collection des écrivains danois du moyen-âge (2). C'est un monument complet, un monument admirable qu'on ne saurait comparer qu'à la collection des historiens de France de dom Bouquet, et Langebek a fait cette grande œuvre à lui seul. Il a lui-même corrigé les épreuves des premiers volumes; il a laissé en mourant les matériaux qui composent les autres. Cette collection renferme toutes les chartes, tous les diplomes ayant rapport à l'histoire de Danemark, toutes les annales de couvens, tous les fragmens de chroniques écrits au moyen-âge. Les plus anciens documens remontent au XIe siècle. Il y en a plusieurs du XIIe et un assez grand nombre du XIIIe. En 1770, le premier volume des *Scriptores* était complètement rédigé, mais Langebek n'avait pas le moyen de le faire paraître. Suhm, qui ne reculait devant aucun sacrifice lorsqu'il s'agissait d'aider aux progrès de la science, voulait publier cet ouvrage à ses frais et en maintenir la propriété à l'auteur. Sur ces entrefaites, Langebek se maria. Par hasard, il épousa une femme riche, et put subvenir lui-même aux frais d'impression de son livre. Il publia les trois premiers volumes de 1772 à 1774. Le quatrième était presque achevé lorsqu'il mourut. Suhm le publia en 1776. Il publia le cinquième en 1783, le sixième en 1786, le septième en 1792. Le huitième, confié aux soins de MM. Werlauff et Engelstoff, a paru en 1834, et le neuvième, qui sera le dernier, doit paraître en 1839.

Suhm était riche, et il consacra sa fortune et sa vie à la science. Dès sa jeunesse, il avait manifesté une passion ardente pour l'étude. Il lisait tout ce qui lui tombait sous la main : histoire et romans, voyages et poésies. Plus tard, il s'appliqua spécialement à l'histoire de Danemark, mais sans pouvoir renoncer à ces lectures capricieuses qui avaient fait le charme de sa jeunesse. De là vient qu'il ne put se borner à être seulement historien; il écrivit

(1) *Der Fremde.*
(2) *Scriptores rerum danicarum medii ævi.*

aussi des nouvelles et des romans. Après avoir passé plusieurs années à Drontheim, il revint à Copenhague, et sa maison fut ouverte à tous les hommes qui s'occupaient d'études. Il était grand et généreux. Il secourait avec joie ceux qui avaient besoin de lui, et il aidait de tout son crédit, de tout son pouvoir, les entreprises littéraires qui lui semblaient utiles. Il avait une magnifique bibliothèque qu'il abandonna au public. Son bibliothécaire était mieux payé que ceux du roi, et il le choisissait parmi les hommes les plus instruits. Thorkelin, Sandvig, Nyerup, ont tour à tour rempli ces fonctions. Il entretenait au dehors de vastes correspondances. Les savans aimaient à lui faire hommage de leurs œuvres, et il était le premier à qui les libraires vinssent offrir un livre rare, un manuscrit précieux. Il publia à ses frais les annales d'Abulfeda et plusieurs sagas. La mort de son fils unique lui donna plus de liberté encore dans ses dépenses. Quand il se vit sans héritier, il ne craignit pas d'altérer sa fortune, et il augmenta chaque jour sa collection de livres. Vers la fin de sa vie, cette collection s'élevait à cent mille volumes, et il la céda à la bibliothèque royale. Il menait ainsi une vie splendide, une vie de savant et une vie de prince, entouré chaque jour des écrivains les plus renommés, des étrangers les plus illustres, et travaillant sans cesse.

Ce fut après avoir travaillé avec tant d'ardeur et pendant tant d'années qu'il écrivit son *Histoire de Danemark* en quatorze volumes in-4°. Mais il y a, dans ce vaste ouvrage, plus de savoir que de critique. Il a entassé l'un sur l'autre tous les faits qu'il avait recueillis, toutes les traditions qu'il avait étudiées, sans oser prendre parti pour l'une ou pour l'autre, sans en rejeter, et par conséquent sans en adopter aucune. Il avait un respect profond pour l'œuvre du passé, pour le fait traditionnel, pour la fable populaire, pour le chant du poète. Il a rassemblé avec un soin religieux tous ces débris d'antiquité, toutes ces feuilles sibylliques dispersées à travers les siècles; mais quand le moment est venu de faire un choix, il n'en a pas eu la force, et il a tout gardé. Son livre n'est donc pas, à proprement parler, une histoire, mais c'est un riche assemblage de matériaux historiques, une source abondante, où les historiens futurs pourront aller puiser. Tout cet ouvrage respire d'ailleurs une douce et aimable philosophie, un amour profond de l'humanité, et une bonté, une sincérité de cœur, qui font aimer celui qui l'a écrit.

Le mouvement historique du XVIIIe siècle, mouvement d'érudition et de critique, a été continué par le XIXe. Plus que jamais on s'attache à la recherche des faits, à la publication textuelle des documens. Une seule tentative a été faite dans les dernières années pour écrire une nouvelle histoire de Danemark, mais elle a complètement échoué. Maintenant M. Petersen entreprend la même œuvre. C'est un homme doué d'un savoir étendu et d'un véritable esprit de critique. Il a fait une longue étude des antiquités septentrionales, et il est en état de donner à ses compatriotes une histoire de l'époque païenne plus exacte que celles qu'ils ont eues jusqu'à présent. Un autre écrivain, qui

s'est fait une réputation comme bibliographe et comme critique, M. Molbech, a publié, sous le titre de *Tableaux de l'histoire de Danemark* (1), un ouvrage qui a eu du succès. C'est un résumé très habilement fait de tout ce qui a été dit sur l'ancien état du Danemark, sur les peuples qui l'ont occupé avant la migration des races asiatiques, sur les mythes du Nord, sur les héros chantés par les scaldes, sur toute l'époque païenne et sur l'époque récente. Ce livre n'est pas une histoire, c'est un voyage à travers l'histoire; c'est une exposition nette et précise des principales phases du temps passé, une appréciation des faits, prise d'un point de vue élevé.

Du reste, la plupart des savans de Danemark, au lieu d'écrire, travaillent à recueillir des documens. L'académie, fondée en 1743, publie régulièrement le résultat de ses recherches; la société historique, dont Langebek fut le président, continue la publication du *Magasin danois;* la commission d'Arne Magnussen a déjà fait paraître plusieurs belles éditions d'ouvrages islandais et en prépare de nouvelles. Un comité spécial poursuit la rédaction du dictionnaire national, commencé par l'illustre éditeur des *Scriptores*, et un homme qui a fait beaucoup pour le progrès des études, pour le développement de la science dans ce pays, M. Rosenvinge, membre de la direction des écoles, publie les anciennes lois de Danemark.

En 1824, il s'est formé à Copenhague une nouvelle société qui a déjà rendu de grands services; c'est la société royale des antiquaires du Nord. Elle se soutient par elle-même, par la cotisation de ses membres et par le produit des ouvrages qu'elle édite. Son but est de propager de plus en plus la connaissance de l'ancienne langue, de l'ancienne littérature du Nord, de rassembler les documens inédits et de les livrer au public sous une forme populaire. Elle publie chaque année un volume de texte islandais, avec la traduction latine et danoise à part. Elle publie un recueil périodique exclusivement consacré aux antiquités septentrionales (2). Elle embrasse dans son vaste cadre la presqu'île scandinave, l'Islande, les îles Feroe, le Groenland; elle s'est avancée jusqu'à l'Amérique du nord, que l'on prétend avoir été découverte par les Scandinaves long-temps avant l'arrivée de Christophe Colomb, et elle publiera prochainement, dans un recueil spécial (3) et dans deux recueils périodiques, le résultat de ses recherches sur tout ce qui a rapport à cette importante question. Cette société est le lien central auquel se rattachent les hommes de toutes les nations qui s'occupent des antiquités du Nord. Elle a étendu au loin ses ramifications littéraires, et poursuit avec un zèle et une intelligence dignes des plus grands éloges la route qu'elle s'est tracée. Les antiquaires les plus distingués des contrées étrangères s'honorent de correspondre avec elle, et des hommes d'un savoir éminent ont pris part à ses travaux. Bask, le plus grand esprit philologique qui ait peut-être jamais existé, était un de ses membres, ainsi que Müller, qui a fait une analyse si

(1) *Fortallinger og Skildringer af den Danke Historie*, 2 vol.
(2) *Nordisk Tidskrift for Oldkyndighed.*
(3) *Antiquitates americanæ.*

judicieuse des sagas, et Schlegel, qui a publié l'ancien recueil des lois islandaises. Aujourd'hui, son président est M. Werlauff, qui a écrit d'excellentes dissertations sur plusieurs points scientifiques très importans et très peu connus; son vice-président est M. Finn Magnussen, l'auteur du dictionnaire mythologique qui accompagne l'Edda (1), et d'un système général de mythologie du Nord, qui est une œuvre d'une grande érudition. Son secrétaire est M. Rafn, à qui l'on doit la plupart de ces belles et correctes éditions de sagas, qui sont devenues populaires dans le Nord, et que l'on trouve chez tous les pasteurs islandais.

On a fondé aussi à Copenhague un musée d'antiquités nationales. C'est le plus riche et le plus complet qui existe dans le Nord. Il y a, pour celui qui s'intéresse à la vieille Scandinavie, un grand charme à s'en aller poursuivre ses études dans ce musée. C'est un tableau sorti des ruines du passé; c'est un livre d'histoire qui, sur chacune de ses pages, porte encore la rouille du temps, l'empreinte des siècles. Tous les objets y sont classés par séries, divisés par époques, et chaque objet peut être regardé comme la manifestation d'un fait ou d'une idée. Le premier âge de ce cycle historique, dont on peut suivre tous les développemens, c'est l'âge de pierre. Les premiers habitans du Nord ne connaissaient pas l'usage des métaux. La pierre devait pourvoir à leurs besoins. Ils choisissaient un silex dur, tranchant, et ils en fabriquaient des haches, des scies, des marteaux, des pointes de flèches et des glaives pour les sacrifices. On a retrouvé tous les objets qu'ils façonnaient, depuis l'œuvre à peine ébauchée jusqu'à l'œuvre complètement finie. On a retrouvé les morceaux de silex qu'ils coupaient par lames régulières pour se faire des pointes de flèches, et ceux qui leur servaient à tailler les dents de la scie, et ceux qu'ils employaient pour polir leurs instrumens. Quelques-uns de ces instrumens sont travaillés avec un art et une perfection qui feraient honneur aux ouvriers de nos jours, et quand on pense que ces hommes n'avaient, pour s'aider dans leurs travaux, que des ustensiles en pierre, on doit admirer l'instinct qui leur servait de maître, et la patience avec laquelle ils surmontaient les difficultés. Plus tard, les habitans du Nord connurent le bronze, et ils l'employèrent à fabriquer des armes et des bijoux. C'était pour eux une matière précieuse. Les parures de femmes de cette époque sont en bronze, les diadèmes en bronze; la forme en est élégante, mais le métal y est employé avec une excessive parcimonie. Le jour où les vieilles tribus nomades découvrirent l'emploi du fer dut être pour elles un jour à jamais mémorable, et si leur histoire était écrite, le nom de l'homme qui fit cette découverte y apparaîtrait peut-être en caractères plus glorieux que celui de Newton ou de Guttenberg. Hélas! combien d'expériences pénibles il a fallu pour faire l'instruction de l'homme! Par combien de phases l'humanité a-t-elle passé avant d'en venir, de son état de barbarie primitive, à son état actuel de civilisation! Il y a des siècles de distance entre l'époque

(1) *Eddalære*, 4 vol. in-8°, Copenhague, 1826.

où les enfans du Nord ne portaient à leur ceinture qu'un couteau de pierre et celle où ils commencent à creuser les mines de fer. Alors le fer était encore pour eux un métal d'une si grande valeur, qu'ils le ménageaient comme aujourd'hui on ménage l'or. Ils reconnaissaient bien la nécessité de l'employer dans la fabrication de leurs armes, mais le tranchant de la hache seul était en fer, le reste en bronze. Cependant, à partir de ce temps-là, une nouvelle ère s'ouvre dans l'histoire de la société scandinave. La tribu peut se mettre en campagne, car le métal du soldat est sorti des entrailles de la terre; et l'architecte peut dresser ses plans, car l'ouvrier a trouvé son instrument. Bientôt l'armure de fer brillera sur la poitrine du guerrier; bientôt le temple des dieux s'élèvera aux regards de la foule avec ses murailles couvertes de lames dorées; bientôt la saga célèbrera Veland le magicien, Veland le forgeron.

Une autre partie curieuse de ce musée de Copenhague est celle qui renferme les débris des tombeaux. Les Scandinaves ensevelissaient avec leurs morts chevaux, armes, bijoux, tout ce que le guerrier avait aimé, tout ce que la jeune femme avait porté. La vie à venir était pour eux une image de celle-ci. Ils devaient combattre dans le Valhalla, et Odin avait dit qu'ils jouiraient là aussi des trésors enfouis dans leur tombe. Mais souvent on remplaçait les armures splendides, les bijoux massifs par des objets de moindre valeur, et quelquefois on les volait. Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'on trompe la mémoire des morts, et qu'on se rit, avec leur héritage, des sermens qu'on leur a faits, des larmes hypocrites qu'on leur a données.

La plupart des bijoux de cette époque sont en or, travaillés avec goût, ciselés avec art. Ce sont des bracelets, des anneaux, des colliers, qui presque tous ont la forme symbolique du serpent, et cette forme se retrouve dans les ciselures dont ils sont ornés. Les monnaies étaient en argent. On n'avait pas encore songé à les tailler comme les nôtres et à leur donner une empreinte. C'étaient tout simplement des lames d'argent massif que l'on coupait par petits morceaux, selon le besoin.

A cette riche collection des temps anciens on en a joint une autre qui renferme les monumens du moyen-âge. On y trouve des armures, des tapisseries, et plusieurs ouvrages de sculpture en bois fort remarquables.

Le directeur du musée scandinave, M. Thomsen, a disposé ces objets d'antiquité avec un ordre admirable. Il est tout-à-fait dévoué à cette œuvre scientifique, et il l'agrandit chaque jour. Chaque jour les paysans danois fouillent dans leur Herculanum et y découvrent de nouveaux débris qu'ils portent chez le prêtre. Le prêtre les envoie à Copenhague. Il serait à souhaiter que notre gouvernement voulût faire des échanges avec ce musée. Ceux qui le dirigent y sont tout disposés, et, si l'échange peut avoir lieu, nous ajouterons par là une belle page historique à celles que nous avons déjà recueillies.

X. Marmier.

Copenhague, 1er octobre 1837.

LES PREMIERS

RÉFORMISTES D'ÉCOSSE.

L'histoire de la réforme politique en Angleterre est curieuse et par elle-même et comme histoire de l'esprit public anglais. On y voit tout ce que peut la persistance de volonté d'un peuple. On voit naître une idée, cette idée se formuler, les formules de cette idée varier à l'infini sans que jamais l'idée varie. La réforme, telle est l'idée, tel est le mot d'ordre populaire; la réforme, telle est la bannière que suit une partie de la nation. Un jour cette bannière est abattue et foulée aux pieds; le lendemain elle se relève radieuse, et marche devant un peuple assuré de la victoire. Enfin, après des vicissitudes sans nombre, des alternatives infinies de revers et de succès, la voilà qui flotte sur les vieilles tours de Westminster-Hall, arborée par la main du peuple? non : par la main de ses mortels ennemis!

Si cette histoire est curieuse dans son ensemble, elle ne l'est pas moins dans ses détails. Ses commencemens sont pleins d'intérêt, en Ecosse surtout. Ce fut en effet dans la partie la plus remuante du Royaume-Uni que les tentatives des novateurs furent le plus audacieuses et le plus sévèrement réprimées; ce fut là que le pouvoir ne craignit pas d'engager la lutte; ce fut là que la persécution frappa, sinon les plus nombreuses, du moins les plus courageuses et les plus nobles victimes.

Le contre-coup de la révolution américaine et de la révolution française avait vivement remué la Grande-Bretagne. L'Angleterre mécontente, l'Irlande toujours opprimée, l'Ecosse soumise, mais menaçante, avaient salué avec enthousiasme l'ère de la régénération des peuples. L'Angleterre et l'Irlande s'étaient sur-le-champ couvertes

d'associations tendant toutes à la réforme de la constitution, quelques-unes même à une révolution. L'Ecosse n'avait pas tardé à suivre leur exemple, et même, par sa coopération active, à se placer à leur tête.

Mais si la contagion des idées françaises avait gagné les novateurs écossais, ces idées, modifiées par le tour d'esprit national, avaient un caractère particulier et tout-à-fait local. Chez les premiers réformistes d'Edimbourg et de Glasgow, Thomas Muir, Palmer et autres, l'esprit religieux se combinait avec l'esprit littéraire, l'intelligence s'unissait à la religion. Il y avait loin de leur mysticisme éclairé, quelque audacieux qu'il fût, à l'esprit philosophique français; et cependant, par une véritable anomalie, ou plutôt par un résultat de cette tendance à l'imitation à laquelle se laissent volontiers aller les peuples comme les individus, le vocabulaire des partis, les dénominations des révolutionnaires français, furent adoptés tout d'abord par les réformistes d'Ecosse. Leurs sociétés patriotiques s'appelaient *sociétés des amis du peuple*, la réunion des délégués des diverses associations s'appelait *convention*, les comités des onze quartiers de la capitale du pays s'appelaient *sections*. S'ils n'adoptèrent pas en entier et aveuglément les principes des républicains français, leur phraséologie était la même.

En Ecosse comme en France, c'étaient des hommes jeunes la plupart, des hommes ayant reçu une brillante éducation, des écrivains, des avocats, des ecclésiastiques, de riches industriels, qui se placaient à la tête du mouvement national. Les colonels Dalrymple de Fordel et Macleod, lord Daer, les avocats Forsyth, Morthland et Thomas Muir, Moffat le notaire, Bell le riche brasseur, etc., étaient les plus considérables entre ceux qui voulaient une réforme prompte et radicale. C'étaient les chefs du parti patriote. Quelques Anglais, comme l'éloquent Gerald, le ministre Palmer, Margarot, Yorke, Sinclair, vinrent plus tard grossir leurs rangs.

Le plus remarquable entre tous les réformistes d'Ecosse, l'homme auquel s'attacha dès le principe le plus vif intérêt, celui qui était doué des qualités les plus aimables, les plus solides, et de la foi la plus vive dans sa cause, l'homme enfin qu'on peut regarder comme l'apôtre et le martyr de la réforme en Ecosse, est Thomas Muir.

Thomas Muir était né à Glasgow, en 1765, de parens riches et honorables, dont il était le fils unique. Sa famille avait entouré son enfance des soins les plus tendres. Sa santé était délicate; mais comme son père voulait qu'il fût un homme, il l'avait envoyé à l'université de Glasgow. Le jeune Muir s'y était distingué par l'aptitude la plus

rare à tout apprendre, et y avait obtenu de brillans succès; mais ce qui, plus encore que sa facilité, l'avait fait remarquer de ses supérieurs, c'était sa fierté d'ame, son indépendance d'esprit et son indomptable caractère. Dans Muir enfant on aurait pu retrouver, en effet, l'apôtre d'une croyance nouvelle, le chef de parti; l'anecdote suivante en donnera la preuve (1).

Anderson, le fameux professeur de philosophie naturelle à Glasgow, l'homme qui a laissé un souvenir impérissable en fondant dans cette ville l'institution qui porte son nom, Anderson était connu par des opinions fort avancées pour son temps, opinions analogues à celles des réformistes dont il fut un des précurseurs. Dans une de ses leçons, l'audacieux professeur s'était hasardé à faire une exposition de ses principes; il fut suspendu de ses fonctions. Anderson était adoré de ses élèves, qui, la plupart, étaient convertis à ses doctrines. Muir surtout était un de ses disciples les plus assidus. Muir, indigné de la suspension de son professeur, ne se borne pas à murmurer comme ses camarades; il les rassemble dans l'une des cours du collége et les harangue avec chaleur; mais, au beau milieu de son discours, des agens de l'autorité accourent et s'emparent de l'orateur. Anderson triompha de ses ennemis, et fut réintégré dans sa place; mais on voulut faire un exemple sur le jeune chef des rebelles. Ce fut sans doute pour échapper au châtiment qui le menaçait que Muir quitta l'université de Glasgow, renonça à l'étude de la théologie, et vint suivre à Edimbourg celle du droit. Il avait étudié pour être ministre, il devint avocat; néanmoins son esprit conserva toujours le tour religieux que lui avaient donné ses premières études.

Thomas Muir se fit remarquer dans sa nouvelle profession par sa connaissance du droit dans un pays où le droit est une science fort obscure, et par son éloquence vive et entraînante.

Muir était avocat depuis plusieurs années, et avait acquis une grande réputation, quand arriva la crise de 1792. Muir avait embrassé avec chaleur la cause de la liberté. Son ardeur et son zèle étaient grands, car il s'agissait de répandre des doctrines pour lesquelles, encore enfant, il avait souffert la persécution. On était las des élections corrompues, des longs parlemens, dans lesquels on ne voyait que des instrumens d'oppression, et le mot d'ordre des réformistes, alors comme aujourd'hui, était la réforme électorale et les parlemens triennaux. Les Écossais réclamaient, en outre, la sup-

(1) *Life of Thomas Muir*, by Peter Mackenzie, of Glasgow. — *Memoirs and Trials of the political martyrs of Scotland*, Edinburgh, 1837. *Tait's Edinburgh Magazine*, 1837.

pression de leur code criminel et l'application de la loi anglaise. Ils eussent voulu briser l'arme qui bientôt devait servir à les frapper. Muir, le premier, organise à Édimbourg des sociétés politiques où s'enrôlent en grand nombre les partisans de la réforme. Pendant les vacances des tribunaux, il court d'Édimbourg à Glasgow, qu'il veut convertir à la nouvelle foi. Glasgow n'était alors qu'une ville de quarante mille habitans. Ce n'était pas, comme aujourd'hui, une immense manufacture habitée par plus de deux cent mille ames, l'un des principaux et peut-être des plus redoutables centres de la démocratie anglaise. Mais si cette ville ne renfermait pas, comme de nos jours, une innombrable population d'ilotes, le caractère de ses habitans était remuant, comme il l'a toujours été; aussi Thomas Muir y trouva-t-il de nombreux auxiliaires. Ses pamphlets, ses prédications éloquentes dans les *meetings*, ses démarches incessantes, l'affabilité de ses manières, l'irréprochable pureté de ses mœurs, l'estime universelle dont il jouissait, et, par-dessus tout, l'influence contagieuse de son amour pour la liberté, gagnaient tous les cœurs à sa cause, tous les esprits à ses doctrines. Grace à son active propagande, le parti de la réforme compta bientôt, dans l'ouest et dans le sud de l'Écosse, des milliers d'adhérens. Glasgow, Dumfries, Ayr, Lanark, étaient les centres d'affiliations qui couvraient le pays comme un vaste réseau.

On comprend aisément quelles devaient être les terreurs du pouvoir à la vue d'une si formidable organisation. Les tories écossais, qui avaient à leur tête le célèbre Henry Dundas, secrétaire d'état, gouverneur de l'Écosse, et Braxfield, lord de justice, serraient leurs rangs et faisaient face à l'ennemi. Comme leurs chefs étaient résolus, ils eussent volontiers commencé l'attaque; mais comment agir contre ces sociétés que couvrait une apparence de légalité? Ils voyaient l'imminence du péril, et ils attendaient.

Thomas Muir, de son côté, quelque confiant qu'il fût dans l'excellence de sa cause et dans la force de son parti, comprenait les dangers de sa situation. Il avait dans les mains une arme redoutable, mais dont il était difficile de se servir. L'union fait la force. Muir sentait toute la vérité de cet axiome à la portée des politiques les plus vulgaires. Que pouvaient les sociétés écossaises livrées à elles-mêmes? Peu de chose. Réunies aux sociétés de l'Angleterre et de l'Irlande, leur influence devenait immense. Une fois les sociétés écossaises organisées, Muir, en dépit de quelques jalousies locales, s'efforce de hâter cette réunion nécessaire. Dans ce but, il propose aux sociétaires des dif-

férens districts de l'Écosse et leur fait adopter une résolution qui tend à la concentration de leurs forces. Cette résolution établit une assemblée centrale formée de délégués des provinces. Cette assemblée se réunit à Glasgow, le 30 octobre 1792, au *Star-Hotel*, et prend le nom de *Convention générale d'Ecosse*. Les délégués présens se déclarent société permanente des amis de la constitution et du peuple. Le colonel Dalrymple est nommé président de l'assemblée, et Thomas Muir secrétaire. Le premier acte de la *Convention* dont Muir dirige les travaux est de se mettre en rapport avec les sociétés populaires de Londres, à l'effet d'obtenir, par tous les moyens légaux et constitutionnels en leur pouvoir, la réforme électorale et parlementaire, de courts parlemens, etc., etc.

Pendant les mois qui suivent, la *Convention* s'assemble plusieurs fois, soit à Édimbourg, soit à Glasgow. Les conventionnels s'attachaient, dans leurs actes, à ne pas sortir des limites tracées par la constitution, qui, du reste, permettait beaucoup. Leur langage, quoique plein d'enthousiasme et d'espérances, n'a cependant rien de séditieux. Le but avoué de chaque réunion est la délibération et la rédaction de pétitions pour la réforme. Une correspondance active s'établit entre les conventionnels écossais et les sociétaires anglais et irlandais. A l'instigation de Muir, les membres les plus influens de ces sociétés, Grey, Fox, Adam, William Jones et Withbread, proposent aux conventionnels d'Écosse d'envoyer des députés à Londres; l'Irlande y aura aussi ses délégués, et ce *Congrès central* des réformistes des trois royaumes doit s'attacher à hâter, par tous les moyens les plus efficaces, la réforme des institutions politiques ou faussées ou corrompues, et le redressement des torts du pouvoir envers le peuple.

Ce congrès, où dominent les délégués anglais et irlandais, n'a déjà plus le même langage que la convention écossaise. Le matérialisme politique y remplace la mysticité. Les principes politiques des révolutionnaires français se montrent à nu dans ses manifestes. Écoutons plutôt. « Le genre humain, disent-ils, est sorti d'un long sommeil. Des milliers d'hommes n'ont pas été créés pour être les esclaves d'un seul. Assez long-temps les grands ont bu et mangé aux dépens du peuple, mangé les bons morceaux et bu les boissons fortes. Il est bien temps que le peuple boive et mange aux dépens des grands, car, après tout, le peuple est de la même pâte que les grands; sa chair ressemble à leur chair, son sang à leur sang. Pourquoi donc le traiterait-on, ce pauvre peuple, comme s'il était d'une race inférieure? »

La violence de ce langage devait accroître la violence des passions.

Dans tout le royaume, l'agitation était extrême; l'Écosse surtout semblait prête à courir aux armes. Les révolutionnaires français comptaient même déjà sur la puissante diversion que devait faire en leur faveur le soulèvement de l'une des plus importantes provinces d'un état qui menaçait de prendre les armes contre eux. Mais, dans cette circonstance, les républicains français, auxquels on ne peut cependant refuser l'habileté politique, étaient entièrement dans l'erreur. Ils s'arrêtaient à la surface, et ne pénétraient pas les mobiles qui faisaient agir les conventionnels écossais, ni la portée de leur action. Ils n'avaient pas assez étudié le caractère écossais, qu'ils se figuraient trop volontiers formé à l'image du leur. Le caractère écossais diffère du caractère anglais; il est moins rassis, plus intelligent, plus *oseur*. L'Écossais a certainement quelque chose du Français; il sent vivement, il saisit rapidement; mais il n'est pas cependant, comme le Français, l'homme du premier mouvement; il est plus calculateur et plus intéressé. Quelles que fussent les déclamations des mécontens, l'Écossais sentait tout ce qu'il avait gagné à l'union; aussi, dans ces circonstances critiques, si quelque reste de l'ancien levain fermentait dans les cœurs, il ne se fit pas jour, et pas une voix ne s'éleva dans le pays pour demander, comme en Irlande, le *rappel de l'union*. Seulement, comme on était mécontent de l'insuffisance de la représentation écossaise et du manque d'équité de la législation criminelle, on le proclamait hautement, et on réclamait des priviléges plus étendus et une autre législation. Différent en cela de beaucoup de peuples en arrière des institutions dont on les a dotés ou dont ils se sont dotés eux-mêmes, le peuple écossais, intelligent, ami du savoir, penseur même, se sentait de beaucoup en avant des gothiques institutions qui le régissaient. Il comprenait aussi qu'il n'avait pas le pouvoir politique qu'il se croyait et qu'il se savait en droit d'exiger. Il se voyait exploité au profit de quelques intrigans sans pudeur, de quelques grands seigneurs sans pitié; il s'indignait, et il lui tardait qu'un tel état de choses eût une fin.

Mais, nous l'avons dit, en Écosse comme en France, et plus que dans l'Angleterre proprement dite, ce qui poussait avant tout à un grand changement et peut-être à une révolution, c'était l'intelligence.

L'Écossais, comme le Français, comprend tout et comprend vite; son tour d'esprit est éminemment littéraire. Il aime l'histoire, l'histoire du passé, l'histoire écrite qu'il lit et pour laquelle il se passionne, l'histoire présente dans laquelle il veut vivre. De nos jours, l'esprit écossais est certainement plus littéraire encore que ne l'est l'esprit

français. En Écosse, l'instruction est plus répandue qu'en France : tout fermier a sa bibliothèque; tout paysan a ses livres; on lit dans les moindres chaumières. Aussi consomme-t-on dans ce petit pays autant de journaux et de publications périodiques qu'en France. Ces goûts littéraires ont fait accuser l'Écossais de pédantisme; cela tient sans doute à ce que, si l'Écossais sait autant que le Français, il sait autrement que lui, c'est-à-dire plus solidement; à ce que, s'il a autant d'intelligence que le Français, il n'a ni sa mobilité, ni son audace un peu légère. Ajoutez à cela qu'en Écosse, ce tour d'esprit est aussi plus religieux qu'en France. On croit encore dans ce pays-là, on croit beaucoup. Il est vrai que chacun croit à sa manière, que dans les villes chaque quartier et presque chaque rue a sa religion; mais n'importe, chacun croit.

En présence du mouvement dont nous venons de parler, en présence d'un mouvement si unanime et si raisonné, en présence de la menaçante organisation d'une moitié du pays, l'alarme devait être grande dans le camp des tories et du pouvoir. Ils savaient que le peuple avait la conscience de ses droits, ils le voyaient se concerter et s'armer. Ils tremblaient. Ils se trompaient néanmoins dans leurs craintes comme les jacobins de Paris dans leurs espérances.

Comme il arrive souvent, lorsque l'intelligence a pénétré dans les masses et que ces masses s'agitent, l'arme dont elles se servent le plus volontiers et qu'elles croient la plus efficace, c'est l'arme de la parole. Les sociétaires de la convention d'Écosse, les délégués du congrès anglais, parlaient donc beaucoup, écrivaient beaucoup, mais agissaient peu. La force brutale agit parce que la force brutale est toute matérielle et qu'elle ne connaît qu'un seul droit, le droit du plus fort. La force intelligente a plus de modération. De quelle manière, en effet, agir vis-à-vis du pouvoir quand on veut rester dans la légalité, et qu'on répugne à l'insurrection? Les sociétaires écossais se bornaient donc, comme par le passé, à des manifestes et à des menaces qui rendaient plus vives les terreurs du pouvoir, plus profondes ses haines, plus imminentes ses vengeances.

Chaque nation, comme chaque homme, a son caractère propre. Ce caractère national se montre surtout dans les actes des partis. Ces actes suivent plus ou moins promptement les discours dont ils sont la conséquence logique et obligée. En France, d'ordinaire, l'acte, conséquence logique du manifeste, suit rapidement le manifeste, comme nous en avons eu la preuve dans mainte circonstance, et même dans des temps fort rapprochés; au-delà du détroit, l'acte

logique se fait plus long-temps attendre. On s'assemble cent fois, on déclame avec une violence inimaginable; on entasse des montagnes de pamphlets, de pétitions et d'adresses, avant de faire ce que, dès les premiers jours, on semblait décidé à faire, avant de joindre la pratique à la théorie. Les partis sont comme les gens de la rue, le *mob;* ils s'injurient et se montrent le poing, une heure durant, avant de se résoudre à en venir aux mains. Les réformistes d'Écosse s'entendaient avec les réformistes d'Angleterre; leur nombre était si grand, leur organisation si forte, leurs mesures si bien arrêtées, qu'ils semblaient n'avoir qu'à vouloir pour être les maîtres et emporter d'assaut le pouvoir; la résolution leur manqua, elle ne manqua pas à leurs ennemis.

Au lieu d'agir, les réformistes écossais discouraient toujours, ils envoyaient des adresses aux réformistes anglais, qui endoctrinaient ceux d'Irlande, et réciproquement. L'adresse des Irlandais aux Écossais est le plus remarquable de tous ces manifestes. Elle se distingue autant par l'expression que par les choses qu'elle exprime. C'est la pensée irlandaise à mots couverts (1), la pensée du démembrement, le *rappel de l'union*, cette pensée qui a été celle de l'Irlande depuis les premiers jours de l'oppression, et que le grand agitateur, l'audacieux O'Connell, tout gouvernemental qu'il soit devenu, a certainement encore au fond du cœur.

« Réformistes nos frères, disaient les Irlandais aux Écossais, nous nous réjouissons sincèrement de voir l'esprit de liberté se lever sur le sol de l'Écosse; nous nous réjouissons à l'idée que vous ne vous considérez plus comme engloutis dans un autre pays, comme liés sans retour à un autre peuple; nous nous réjouissons de ce qu'aujourd'hui, dans cette grande question nationale, vous vous montrez vraiment Écossais, vraiment les enfans de cette terre où Buchanan a écrit, Fletcher parlé, Wallace combattu (2). »

Pitt, naguère réformiste, gouvernait alors. Pitt avait plus de décision dans le caractère et d'unité dans les vues qu'une société, quelque parfaite que fût son organisation, n'en pouvait avoir. Comme il avait été dans la place, il en connaissait les côtés faibles. Il possédait en outre ce coup d'œil pénétrant du grand politique; il savait où il fallait frapper, et comment il fallait frapper. Il hésitait cependant

(1) L'Irlande, à cette époque, avait des réformistes; mais l'union irlandaise n'existait pas.

(2) On a attribué à tort cette adresse à Grattan; le docteur Drennan en est l'auteur. L'adresse de Watson aux Irlandais (*Moniteur* de 1798) contient les mêmes pensées, exprimées d'une manière plus violente.

encore, retenu qu'il était par quelques scrupules de jeune homme; le fait suivant le décida à agir.

La France, comme on sait, était alors en guerre avec l'Autriche et la Prusse. Son territoire avait été envahi; elle avait repoussé une première fois les armées ennemies; mais, quelles que fussent la bravoure de ses soldats et l'énergie de ses citoyens, le péril était grand encore. Le ministère anglais sympathisait ouvertement avec les souverains alliés, son attitude était menaçante, et, d'un jour à l'autre, les Français s'attendaient à avoir un ennemi de plus sur les bras, et un ennemi plus redoutable à lui seul que l'Autriche et la Prusse réunies. Mais tandis que le cabinet britannique négociait avec les ennemis de la France, n'attendant qu'un moment favorable pour jeter le masque, le peuple anglais, sourd aux insinuations de ses gouvernans, fraternisait avec le peuple français.

« En contemplant la condition politique des nations, disaient les *Bretons unis* du congrès dans leur adresse aux républicains français, nous avons peine à concevoir un système de gouvernement plus diabolique que celui qui a été établi dans notre île et dans le reste du monde. Pour satisfaire l'ambition et assouvir l'avarice des grands, les liens de frères qui unissaient le genre humain ont été brisés. On dirait que tant de peuples divers ont été jetés sur la terre par des dieux rivaux. L'homme n'est plus regardé comme l'ouvrage d'un même créateur. Les institutions politiques sous lesquelles il vit ont été fondées contrairement à son bonheur, quelle que soit la religion qu'il professe. En dépit de cette bienveillance universelle que la morale de chaque religion connue rend obligatoire, il a été perfidement amené à considérer son espèce comme son ennemie naturelle, et à décider du vice et de la vertu selon les limites géographiques qui séparent chaque peuple. »

Ce langage différait de celui des révolutionnaires français. Il était philosophique et en même temps religieux. Soit que la tournure mystique de cette adresse fît soupçonner cette fois les délégués d'Écosse, mais surtout Thomas Muir, de l'avoir rédigée, Pitt, qui se voyait débordé, et qui craignait que la sympathie des deux nations ne se formulât autrement que par des paroles, Pitt se décida à attaquer, et ce fut l'Écosse qu'il choisit pour champ de bataille. Pitt eût craint d'engager l'affaire avec les réformistes de Londres; la constitution d'ailleurs lui faisait obstacle. En agissant loin du centre, il se trouvait plus à l'aise. L'Écosse, si long-temps opprimée, et qui, depuis les terribles exécutions du duc de Cumberland en 1745 et la des-

truction de l'esprit de *clan*, passait, malgré le caractère remuant de ses habitans, pour la plus facile à soumettre des provinces du Royaume-Uni, l'Écosse fut choisie pour faire un exemple, et Thomas Muir fut désigné pour être la première victime. Il fut arrêté vers le commencement de janvier 1793, six semaines après la première réunion de la convention écossaise. Thomas Muir refusa de répondre aux interrogatoires du sheriff. Il connaissait les vices de la législation criminelle de l'Écosse, la politique insidieuse et inquisitoriale des magistrats de son pays, qui souvent arrachaient à l'impatience de l'accusé les seuls griefs qui pussent donner lieu à un procès et à une condamnation. Avocat et ami de l'humanité, il avait souvent dénoncé de semblables manœuvres et déjoué d'indignes tentatives de ce genre. En se taisant, du moins il ne donnait pas d'armes contre lui. Muir fut mis bientôt après en liberté sous caution. Comme son procès ne devait avoir lieu qu'après certains délais, il chargea un de ses amis, M. John Campbell, de le prévenir à temps, et partit pour Londres, où il vit, en passant, les principaux réformistes anglais, et de Londres il se rendit à Paris.

Ses juges n'ont pas mis ce voyage au nombre des griefs allégués contre lui; on peut donc croire que le but en était innocent, et que le seul désir de satisfaire une curiosité bien naturelle chez un esprit aussi amoureux de nouveautés, avait engagé Muir à l'entreprendre. Il arriva à Paris la veille de l'exécution de Louis XVI. Son cœur fut navré. Il apprécia sur-le-champ toutes les conséquences que ce fatal évènement allait avoir pour la liberté des peuples. Il comprit tout le parti que les ennemis de l'affranchissement de son pays allaient tirer de cette sanglante exécution; le jour où la tête de Louis XVI tomba, il se vit condamné par les juges écossais, et la liberté avec lui.

Quand les tories d'Édimbourg apprirent que Muir était en France, *en faveur auprès des régicides*, disaient-ils, ils ne perdirent pas de temps. Ils le citèrent à comparaître devant la cour criminelle pour le crime non défini de *sédition*; sans lui laisser les délais matériellement nécessaires pour qu'il pût revenir de France en Écosse, ils le déclarèrent hors la loi, et la somme qu'il avait déposée comme caution fut confisquée. La première pensée de Muir fut de revenir à Édimbourg et de faire face à ses ennemis. Ses amis s'opposèrent à cette résolution désespérée. Ils ne voyaient là qu'un sacrifice inutile.

Pendant l'absence de Muir, les réformistes ne perdirent cependant pas tout courage. L'armée était nombreuse, pleine de confiance et de résolution; mais son général n'était plus là, et comme il arrive

souvent, ses lieutenans avaient peur. Déjà même la plupart des délégués des ordres supérieurs, craignant d'être frappés à leur tour, s'étaient retirés de la société et se cachaient. William Skirving, Écossais comme Muir, mais ne possédant pas la même influence, avait seul osé accepter le poste périlleux de secrétaire de la convention, que le départ de son ami avait laissé vacant. Il y assistait en cette qualité quand elle s'assembla en mai 1793.

Pendant que les réformistes cherchaient à se concerter, les agens du pouvoir ne restaient pas inactifs; de nombreuses arrestations avaient lieu chaque jour, et c'est vers ce temps que commença cette période de l'histoire moderne d'Écosse que les réformistes de ce pays ont appelée *le règne de la terreur*.

La fatalité voulut que Muir, oubliant les conseils de la prudence, vînt lui-même, dans ce temps funeste, se livrer à ses ennemis. La guerre avait éclaté entre l'Angleterre et la France. L'embargo mis sur les bâtimens de l'une et l'autre nation avait suspendu toutes les relations entre les deux pays. Pendant plusieurs mois, la famille de Muir était restée sans nouvelles de l'exilé. Les premières lettres que Muir reçut d'Écosse lui apprirent que son nom avait été rayé de la liste des avocats écossais, et que la persécution continuait contre les hommes de son parti avec plus de violence que jamais. La famille de Muir lui envoyait des lettres, de l'argent, et l'engageait à passer aux États-Unis, où un accueil hospitalier l'attendait. Muir avait vingt-huit ans à peine. Il était l'unique fils de parens qui l'adoraient et qui faisaient reposer sur sa tête toutes les espérances de leur vieillesse. Ces espérances étaient même un peu ambitieuses, car on raconte que la mère de Muir avait rêvé que son fils serait lord-chancelier d'Angleterre. Si la pauvre femme avait l'ambition de la mère des Gracques, elle en eut aussi les désappointemens et les mortelles douleurs. Malgré les avis paternels, Muir quitta la France, et s'embarqua sur un navire américain qui se rendait en Irlande. Muir s'arrêta dans cette île, et vécut quelque temps dans l'intimité des réformistes de ce pays. Pendant son séjour auprès d'eux, il entra en correspondance avec son père par le canal du capitaine américain. Cette correspondance du jeune homme et du vieillard est extrêmement touchante. Le malheureux père est obligé de faire violence à ses sentimens pour parler de son fils comme d'un étranger, et la tendresse paternelle se trahit plus d'une fois dans ses lettres. *L'absence de ce jeune homme nous a grandement affligés*, dit le vieillard, et cependant il recommande au

jeune homme, avec une sollicitude toute paternelle, de ne pas songer à venir les retrouver de long-temps.

Muir était fatigué d'un exil de plusieurs mois; la perspective de passer de longues années en Amérique, loin de sa famille et de ses amis, lui était odieuse. De plus, il croyait avoir des devoirs à remplir, des devoirs de chef de parti; il ne voulait pas surtout que son courage fût mis plus long-temps en doute, et qu'on pût lui reprocher d'avoir fui devant le danger. Muir se rendit donc en Écosse par le Port-Patrick. *Je suis venu volontairement*, dit-il plus tard, *pour faire face à mes accusateurs et les confondre.* Le choix qu'il fit de la route la plus fréquentée semble prouver que telle était, en effet, son intention. En débarquant à Port-Patrick, il fut reconnu par un employé de la douane qui l'avait vu plaider autrefois au barreau d'Édimbourg, et qui le dénonça. Comme Muir avait été mis hors la loi, il fut immédiatement arrêté. Williamson, le fameux chasseur et le fameux preneur d'*amis du peuple* d'alors, Williamson fut chargé de conduire le prisonnier au *jail* d'Édimbourg. On avait saisi ses papiers en même temps que sa personne. Ces papiers étaient sans importance; on les dénonça cependant comme incendiaires. On incrimina surtout un pamphlet de Milton sur la liberté illimitée de la presse, quelques lettres de France scellées avec la *tête de la Liberté*, et un certificat d'admission à la société des Irlandais unis, signé par Hamilton Rowan, le secrétaire de l'association. Ces papiers, jusqu'aux plus frivoles, servirent de base à l'accusation portée contre Muir.

La nouvelle de l'arrestation de Muir produisit en Écosse une sensation extraordinaire. Les tories avaient peine à dissimuler leur joie; ils tenaient enfin le général ennemi. Mais comme l'attitude des amis du peuple devenait de plus en plus menaçante, le ministère, pour ne pas leur laisser le temps de se reconnaître, donna ordre que le procès du chef des réformistes eût lieu sur-le-champ. Le 30 août 1793, Thomas Muir fut donc amené devant le tribunal criminel d'Édimbourg. Les illusions de parti sont grandes. Le croirait-on? les réformistes d'Écosse étaient sans défiance, ils croyaient à l'acquittement de leur chef, qui, disaient-ils, était venu généreusement s'asseoir sur les bancs de la justice; ils s'attendaient à retrouver bientôt Thomas Muir à leur tête et à reprendre l'offensive contre le pouvoir. La composition seule du tribunal eût dû cependant leur dessiller les yeux, leur ôter tout espoir et leur faire prévoir l'issue fatale du procès.

Dans le courant de l'année précédente, quand les sociétés des amis

du peuple avaient commencé à se réunir, les tories avaient organisé, de leur côté, des sociétés dirigées par des principes opposés, des sociétés analogues à celles des orangistes d'Irlande et des conservateurs actuels en Angleterre. L'une de ces sociétés, composée de tous les chefs de ligne du parti ministériel, s'était formée à Édimbourg sous le nom d'*hommes de la fortune et de la vie* (*life and fortune men*); on l'appelait aussi la société de *Goldsmiths'-Hall*, du nom de l'endroit où elle tenait ses séances. Cette société, dirigée par Braxfield, le lord de justice, par les lords Eskgrove, Henderland, Swinton, Dunsinnan, etc., renfermait tout ce que le parti tory comptait de gens décidés et violens.

La société de Goldsmiths'-Hall s'annonçait, dans ses manifestes, comme instituée pour la défense de la constitution de la Grande-Bretagne, *cette constitution objet de convoitise pour le reste des nations.* Par un calcul assez ordinaire aux partis, les chefs des amis du peuple, qui, eux aussi, se prétendaient les défenseurs de la constitution, et qui ne voulaient pas qu'une autre société s'arrogeât exclusivement ce titre, résolurent d'un commun accord de se faire inscrire au nombre des membres du Goldsmiths'-Hall. Les tories furent bien surpris un jour de trouver, sur la liste de leurs adhérens, les noms de Thomas Muir, William Skirving, Moffat, Bell, Johnstone, tous chefs des amis du peuple. Comme on le pense, ces noms furent ignominieusement effacés du registre des associés. Jusqu'alors tout était bien, chaque parti agissait dans son droit; mais quand, l'année suivante, les magistrats tories choisirent, pour composer le jury qui devait prononcer sur l'innocence ou la culpabilité de Muir, Skirving et autres chefs des amis du peuple, un jury composé des membres les plus ardens de la société de Goldsmiths'-Hall, il y eut évidemment manque d'équité, il y eut attentat au droit commun, ces hommes ayant déjà prononcé leur verdict par anticipation lorsqu'ils avaient exclu les chefs réformistes de leur société. Plus tard, la conduite des juges écossais donna lieu à de violens débats dans le parlement anglais et fut sévèrement qualifiée par ses membres les plus considérables; mais alors il n'était plus temps, les victimes succombaient dans un lointain exil (1)!

Muir partageait les espérances de ses amis; il avait la confiance un peu naïve d'un chef de parti jeune et honnête. Quelque chaleureuse qu'eût été son opposition au pouvoir, quelque actifs et quelque dan-

(1) *Memoirs and Trials*, etc., pag. 7.

gereux qu'eussent été les moyens mis en œuvre pour renverser l'administration des tories et faire prévaloir la réforme, il ne croyait pas être sorti de la limite des droits que la constitution accordait à tout citoyen anglais. Il se croyait personnellement irréprochable, et aux yeux de tout homme impartial il l'était peut-être. Fort de son droit et persuadé de l'excellence de sa cause, il refusa le ministère d'hommes éminens qui lui offraient l'appui de leur talent, MM. Erskine et John Clerk. Il craignait, avant tout, de ne pas être défendu comme il voulait l'être, ou plutôt d'être défendu au préjudice de *la cause* dont il se regardait comme l'*apôtre*. Au fond peu lui importait d'être déclaré innocent ou coupable, pourvu qu'il pût se servir du banc de l'accusé comme d'une tribune, ou plutôt comme d'une chaire où il pût prêcher la cause de la réforme.

Les débats de son procès furent misérables, et les charges alléguées contre lui plus misérables encore. Son plus grand crime était d'avoir prêté un exemplaire des *Droits de l'homme* de Payne et quelques copies du dialogue de Volney entre le gouvernant et le gouverné, dialogue extrait de l'ouvrage des *Ruines*. On l'accusait aussi d'avoir donné lecture à la convention d'Ecosse de l'adresse des Irlandais unis, dont il a été question plus haut. Il est à croire que toutes ces charges n'étaient que des prétextes pour perdre un homme que le pouvoir regardait comme dangereux; cependant elles furent sérieusement discutées par Braxfield, lord de justice.

L'attitude de Muir devant le tribunal fut digne et calme. Il commença par réclamer des juges impartiaux, des juges qui n'eussent fait partie ni de l'association de Goldsmiths'-Hall, ni de la société des amis du peuple. Dans les hommes qui siégeaient là et qui l'avaient chassé de leur société, il ne voyait pas des juges, mais des ennemis. Blair, le solliciteur-général, et Braxfield, répliquèrent comme répliquent les gens de parti en pareille occasion : « Le pouvoir devait-il se priver de ses meilleurs appuis? Nullement. » Et on passa outre.

Parmi les témoins qu'on avait pu trouver pour déposer contre Muir figuraient la servante de sa famille et le révérend Lapslie. Lapslie était ce personnage qui ne manque jamais aux procès politiques; il remplissait le rôle du traître. Lapslie, l'ami d'enfance de Muir, avait été accueilli par sa famille comme un fils. Réformiste ardent, il avait assisté aux premières séances de la convention. Quand la persécution commença, et que Muir fut poursuivi par le pouvoir, Lapslie l'abandonna, et poussa le fanatisme de l'apostasie jusqu'à faire quarante milles, sans avoir été assigné, pour venir déposer contre son ancien

ami. Anne Fisher, la servante, était évidemment un témoin soudoyé. Sa leçon lui avait été faite, et elle la récita avec une volubilité qui prouvait plus en faveur de sa mémoire que de l'adresse de ceux qui l'avaient mise en avant. Elle racontait « qu'elle avait souvent entendu dire à M. Muir que le livre de Payne était un bon livre; que ce livre, il l'avait prêté à des amis; bien plus, que M. Muir avait dit à son coiffeur qu'il devrait bien laisser l'ouvrage de Payne dans sa boutique, pour éclairer ses pratiques sur leurs droits. » Anne Fisher ajoutait « qu'elle avait vu sur la table de Muir un dialogue qu'il avait lu en présence de sa mère, de sa sœur et autres personnes; que Muir avait trouvé ce dialogue fort spirituel, et qu'il avait dit qu'il était écrit par un nommé *Volnew* (Volney), l'un des premiers esprits de France. La France était la plus florissante des nations, disait encore quelquefois Muir; elle avait aboli la tyrannie et créé un gouvernement libre. Quant à la constitution anglaise, elle avait aussi du bon, mais les abus l'avaient gâtée; elle avait besoin d'être réformée, etc., etc. »

Tels étaient les principaux griefs allégués contre Thomas Muir, et cela sur le seul témoignage de cette femme. L'infame conduite de Lapslie et la déposition de la servante Anne Fisher avaient excité l'indignation de l'accusé; la manière dont il discute ces témoignages est noble et éloquente. « Messieurs, dit-il à ses juges, l'espion de la famille a fait son métier avec une singulière vigilance. Cette femme n'a-t-elle pas été en effet jusqu'à vous dire quels livres étaient sur ma table!... Messieurs, à l'avenir fermez soigneusement vos bibliothèques; car, pour peu qu'elles soient considérables, il n'est pas un crime dans le Décalogue dont vous ne puissiez être convaincu sur le témoignage de votre servante. Le possesseur de Platon, de Hume ou de Harrington, sera, lui, républicain: le savant qui aura sur ses tablettes le Koran de Mahomet sera, lui, mahométan... Le lord avocat d'Ecosse mérite les éloges du pouvoir; il a découvert de nouvelles et vastes régions dans la sphère déjà si étendue de la criminalité. Avec une ardeur comme la sienne, on ne peut manquer de revenir d'un voyage de découvertes dans ce monde nouveau avec de magnifiques collections. Hélas! messieurs, je souris.... mais mon sourire est triste, et meurt bientôt quand je viens à penser qu'aujourd'hui, à la fin du XVIIIe siècle, on a pu interroger la servante d'un homme sur le contenu des livres qu'il avait dans sa maison, et que, sur la dénonciation de cette femme, cet homme peut tout perdre au monde, la réputation, la fortune, la vie même!..... Messieurs, vous avez entendu le témoignage d'Anne Fisher... Je vous le répète encore, si vous écoutez

de pareils rapports, vous détruisez pour jamais la société domestique, vous desséchez dans leur germe les doux épanchemens des familles... Ah! n'est-ce pas assez de pleurer sur des malheurs publics sans qu'il faille encore, quand nous rentrerons dans nos maisons, nous renfermer dans une sombre solitude, gardée par le soupçon et le danger, où nous ne pourrons nous laisser aller aux affections de la famille, et où désormais tout échange de paroles consolantes entre amis ne sera même plus permis! »

L'ensemble du plaidoyer de Muir est plutôt une prédication qu'une défense; la question de la réforme du parlement, qu'il traite en plusieurs endroits avec une habileté et une hauteur de vues que peu de réformistes modernes ont égalées, et avec une modération qui ne laisse pas de prise aux interruptions de lord Braxfield, le remplit presque en entier. Muir termine ainsi sa longue oraison :

« Maintenant, quel a été mon crime? Serait-ce d'avoir prêté à un ami un exemplaire du livre de Payne? Serait-ce d'avoir donné à d'autres amis quelques pamphlets très constitutionnels et très innocens? Non, messieurs; mon crime, c'est d'avoir osé, autant que me le permettaient mes faibles moyens, me faire l'énergique et actif avocat du droit qu'a le peuple d'être représenté avec équité dans la maison du peuple; c'est d'avoir poursuivi l'accomplissement de cette mesure par tous les moyens légaux; c'est d'avoir vivement réclamé la diminution des taxes qui écrasent les citoyens; c'est d'avoir adjuré hautement le pouvoir de se montrer économe du sang du pauvre. Messieurs, depuis mon enfance jusqu'à ce moment, je me suis dévoué à la cause du peuple. C'est une noble et belle cause, qui doit définitivement prévaloir, qui doit finalement triompher. Prononcez votre verdict; s'il m'est contraire, si vous me condamnez, ce que je ne puis croire possible, ce sera pour mon attachement à cette cause seule, et non pour de vains et honteux prétextes, qui ne servent qu'à colorer misérablement les motifs réels de l'accusation portée contre moi. »

Le lord de justice Braxfield répliqua à Muir. Il le fit avec brutalité, et avec un manque de goût et de formes qui plaçait de beaucoup le lord au-dessous du plébéien. Il répond à la forte et véhémente argumentation de l'accusé par des injures, et quand il arrive à la grande question de la réforme, il fait, aux théories un peu naïves du réformiste, la réponse qu'ont faite de tous temps les tories aux radicaux : « Tout gouvernement dans tout pays est l'image d'une corporation. Dans notre pays, cette corporation se compose d'hommes possédant la terre, qui seuls ont le droit d'être représentés; car pour

la canaille (*rabble*), qui n'a guère que la propriété de sa personne, quelle sécurité voulez-vous qu'elle inspire à la nation? quelle caution a-t-on de l'acquittement des taxes qu'elle doit payer? Ces gens-là peuvent charger leur propriété tout entière sur leur dos, et quitter le pays en un clin d'œil. Ceux qui possèdent le sol ne peuvent pas déloger ainsi.... La tendance de toute la conduite de l'accusé n'était propre qu'à pousser le peuple à la révolte, ajoutait-il; si l'on n'eût pas accordé ce qu'il demandait, il l'eût pris de force... Je n'ai pas le plus petit doute, disait Braxfield en terminant, que les jurés, convaincus, comme moi, de la culpabilité de l'accusé, ne rendent un verdict qui ne peut manquer de les honorer. »

Quand le lord de justice eut achevé, la cour se retira, et après quelques heures de délibération, Gilbert-Innes de Stow, chef du jury, prononça un arrêt qui déclarait Thomas Muir coupable du crime de sédition. Cet arrêt fut rendu à l'unanimité. Quelle peine, maintenant, devait-on infliger au séditieux? Henderland, lord avocat d'Écosse, après s'être récrié contre l'énormité de la faute, adressa au tribunal les observations suivantes, qui donnent une idée assez juste de ce qu'était en Écosse la législation criminelle il y a moins de cinquante ans, de ce qu'elle est à peu près encore de nos jours, et de la manière de raisonner des magistrats écossais. « Le simple bannissement n'était pas suffisant; il n'aurait pour résultat que d'envoyer dans un autre pays un homme qui, là encore, saurait exciter le même esprit de trouble et de mécontentement, et qui, de loin, sèmerait la discorde à pleines mains; le fouet était trop sévère et trop ignominieux, appliqué surtout à un homme du caractère et du rang du coupable. Quant à l'emprisonnement, on ne pouvait guère le considérer que comme une peine temporaire; une fois le criminel dehors, il recommencerait de plus belle à troubler le bonheur du peuple. Il ne reste donc plus qu'une seule peine infligée par notre loi, disait Henderland, et mon cœur saigne à la seule idée de prononcer un mot si cruel... Cette peine... c'est la *déportation*. Appeler un tel châtiment sur la tête du coupable, c'est un devoir bien pénible à remplir... Il est sans doute extraordinaire qu'un homme (*gentleman*) de la façon, de la profession et du talent du coupable, ait commis une faute assez grave pour mériter un jugement si rigoureux; mais il n'y a pas à hésiter, sinon quelle assurance aurait-on à l'avenir contre ses manœuvres? L'éloigner de son pays, c'était le seul moyen de l'empêcher de faire du mal plus long-temps. » Sa seigneurie était d'avis cependant que l'accusé fût détenu jusqu'à ce qu'une occasion s'offrît de le déporter dans le

pays que sa majesté et son conseil privé auraient choisi. Lord Henderland finissait en requérant contre Thomas Muir « la condamnation à *la déportation pour quatorze ans, avec peine de mort* si l'accusé essayait de rompre son ban avant l'expiration de la peine. »

Alors Muir se levant : « Milords, je n'ai que peu de mots à répondre. Je ne ferai aucune observation sur la rigueur ou la modération de la sentence qui m'attend; mais, fallût-il marcher de la barre à l'échafaud, ce serait avec le même calme et la même sérénité d'ame que j'éprouve en ce moment. Mon esprit me dit que j'ai agi d'une manière conforme à ma conscience, et que je me suis voué à une bonne, à une juste, à une glorieuse cause, à une cause qui, tôt ou tard, doit prévaloir, à la cause de la réforme, qui ne peut manquer de triompher, et qui, par son triomphe, sauvera ce pays d'une destruction complète ! »

L'avis de lord Henderland fut adopté, quoique Braxfield, avant de s'y rendre, eût opiné pour la déportation à vie. Muir fut donc condamné à quatorze années de déportation.

L'Écosse n'était pas mûre pour la cause dont Muir annonçait si hautement le triomphe, car cette condamnation du chef des réformistes porta d'abord un coup terrible à la réforme. La *convention*, dans le premier moment, fut même sur le point de se dissoudre. Les officiers d'un grade supérieur, les fils de lords, en un mot, la plupart des membres qui occupaient une position sociale élevée, les riches négocians et les avocats, qui ne s'en étaient pas encore séparés, choisirent ce moment pour le faire. L'esprit sauvage et opiniâtre des *covenantaires* d'autrefois ne vivait plus que dans un petit nombre de cœurs.

L'Écosse, comme l'Allemagne, est le pays des sectaires; mais l'esprit de secte n'existe guère que dans les rangs inférieurs de la société, dans les rangs de ceux qui croient volontiers et qui croient long-temps. Les hommes des classes moyennes, dans les villes, et beaucoup de campagnards restèrent seuls fidèles à la cause de la réforme; ils maintinrent l'organisation de la convention, et décidèrent, dans la première délibération qui suivit la condamnation de Thomas Muir, que chaque jour une députation de ses membres dînerait avec le condamné, dans le *jail*, aux frais de la société. Tout le temps que Muir passa dans la prison d'Édimbourg, la députation, renouvelée chaque jour, vint régulièrement lui tenir compagnie. Dans ces petites réunions, Muir, toujours apôtre, ne se plaignait guère de son sort et de ses persécuteurs; il prêchait la réforme à ses amis; il leur recommandait la persévérance dans une cause qui devait bientôt

triompher; sa voix réchauffait le courage des tièdes, et, de sa prison, Thomas Muir eût relevé son parti abattu, si ses juges ombrageux ne l'eussent transféré du *jail* sur un ponton, où bientôt ses amis restés fidèles à ses doctrines devaient le rejoindre, non plus comme visiteurs, mais comme complices.

Muir était adoré de sa famille. Son père, en apprenant sa condamnation, fut frappé d'une attaque d'apoplexie dont il ne se releva jamais. Sa mère, femme de courage et de grand sens, trouva plus de force dans sa tendresse. Autrefois, dans ses rêves d'ambition maternelle, elle voyait son fils élevé aux premières dignités de l'état auxquelles le talent permet de prétendre : aujourd'hui, ce fils n'était plus qu'un condamné, qu'un proscrit; mais la ruine de ses espérances n'était rien à côté de l'affreuse douleur qui navrait son ame, à l'idée d'une longue et prochaine séparation, d'une séparation éternelle. Montée sur une barque non pontée et à l'époque la plus rigoureuse de l'hiver de 1793, elle visitait fréquemment son fils sur le bâtiment où il était détenu. Le jour fatal, le jour du départ arrive enfin. Comme elle va serrer une dernière fois sur son cœur ce fils bien-aimé, le vaisseau qui le portait lève l'ancre et met à la voile pour l'Angleterre. On comprend aisément la désolation de cette pauvre mère, qui, au lieu du baiser d'adieu, n'avait que le dernier regard de son fils qui s'éloignait pour jamais.

La condamnation de Muir fut suivie de celles de Jonhstone, de G. Mealmaker et de Palmer. Palmer, pasteur aux environs de Dundee, devait être déporté avec Muir, et eut d'abord pour prison le même bâtiment que lui. Ces condamnations avaient été le signal de la persécution la plus active; les prisons étaient remplies; des nuées d'espions couvraient le pays; mais, comme il arrive quelquefois chez les peuples dont le caractère a du ressort, les persécutions, au lieu d'abattre le courage des réformistes écossais, l'avaient soudainement relevé. De leur côté, les amis du peuple, en Angleterre, ne restaient pas inactifs; les sociétés de Londres et des principales villes et bourgades avaient envoyé, en Écosse, des délégués chargés de prêter assistance à leurs frères persécutés. L'Irlande avait aussi à Édimbourg ses députés qu'elle appelait *les missionnaires de la liberté*. Gerald et Margarot pour l'Angleterre, et Hamilton Rowan pour l'Irlande, étaient les plus distingués d'entre ces délégués. La convention se rassembla donc de nouveau en octobre 1793. Elle avait pris maintenant le nom de *convention britannique*. Skirving en était toujours le secrétaire. Le mot *convention*, ce vieux mot écossais, seul

et sans adjonction, était proscrit, comme ceux de *citoyen*, de *section*, et tout ce qui semblait tendre à l'imitation des habitudes révolutionnaires de la France. Ceux qui les prononçaient couraient le risque d'être condamnés comme séditieux. Du reste, malgré les nouvelles réunions de la convention et le renfort des patriotes anglais et irlandais, la terreur était grande à Édimbourg, dans le cœur des réformistes. L'*habeas corpus* venait d'être suspendu par acte du parlement, et le bruit courait que des troupes hanovriennes et hessoises marchaient de divers points de l'Angleterre vers l'Écosse.

Dans le courant du mois de décembre, les associés, convoqués par Skirving, s'étaient rassemblés dans une salle du *Blackfriar's wynd*, et discutaient les termes d'une pétition au parlement, lorsque M. Elder, lord prévôt d'Édimbourg, assisté d'une troupe de constables, vint sommer les délégués de se séparer. Ceux-ci obéirent aux magistrats sans qu'il fût nécessaire d'employer la force; mais résolus cependant à ne pas faire l'abandon de ce qu'ils regardaient comme un droit, sans quelque protestation éclatante, ils se réunirent de nouveau sur le *Grass-market*, où Skirving les avait convoqués; leur rassemblement fut de nouveau dispersé. Du *Grass-market* ils se rendirent dans la banlieue de la ville : là, ils croyaient échapper à la juridiction du lord prévôt; mais les mesures étaient bien prises, et, dans la banlieue, le sheriff du comté du Mid-Lothian les attendait et les dispersa encore une fois. Bien plus, sur un mandat du sheriff, Skirving, l'opiniâtre secrétaire, fut arrêté, et ses papiers furent saisis.

Pendant ce temps, une fermentation extraordinaire s'était manifestée dans la ville. La vieille métropole d'Écosse, dont les citoyens sympathisaient avec les novateurs, avait vu avec terreur la dispersion de leurs *meetings*, et le peuple s'indignait des coups d'état du lord prévôt et du sheriff. « Les citoyens ne pouvaient-ils donc plus se rassembler librement, disaient les meneurs, pour exposer au parlement leurs griefs? La liberté était-elle donc perdue? Les jours, d'odieuse mémoire, de la tyrannie du duc de Cumberland, allaient-ils revenir? » Les gens du peuple couraient l'un chez l'autre, s'interrogeaient, se consultaient, s'exaltaient. Le moment critique était arrivé. Devaient-ils prêter assistance aux conventionnels ou se soumettre à la tyrannie du pouvoir? Beaucoup étaient décidés à la résistance, un plus grand nombre à la soumission. Ceux qui étaient disposés à seconder les délégués, ne savaient comment le faire; ils manquaient de chefs, et ils ignoraient où ils devaient se rassembler. Vers le soir cependant, on apprit que les conventionnels devaient

encore se réunir. Les gens de métier de la vieille ville, les ouvriers des fabriques, et la population de la Canongate et de la Cowgate, sortant de leurs maisons, s'attroupèrent dans les rues. Mais le pouvoir était sur ses gardes. Il faisait courir habilement dans la foule des nouvelles contradictoires. — La convention devait s'assembler au pied du *Calton-hill*, disait l'un; — au *Grass-market*, disait l'autre; — sur le *Lawn-market*, ajoutait un troisième. La confusion était telle que les délégués eux-mêmes, qui manquaient de direction depuis l'arrestation de Skirving, ne savaient plus où se réunir. Séparés en petites troupes, ils parcouraient la ville dans tous les sens, cherchant un centre de rassemblement qu'ils ne pouvaient trouver nulle part. Le manque d'ensemble détruisait leur force, qui sans cela eût été redoutable. Vers le soir tout ce peuple, qui peut-être eût résisté à l'oppression, fatigué d'attendre, se dispersa, et chacun rentra au logis. Au commencement de la nuit cependant, un bon nombre de sociétaires, étant parvenus à se rallier et à s'entendre, se réunirent dans la boutique d'un ébéniste, dans l'un des faubourgs éloignés de la ville, au pied d'Arthur's-Seat, à la place occupée aujourd'hui par le *Rankeillor-Street*. Ils commençaient à peine à se consulter sur ce qu'ils devaient faire dans ces circonstances critiques, lorsque le sheriff et ses gens, mieux informés que bien des sociétaires, qui, faute de mot d'ordre, erraient çà et là dans la ville, accourant à la lueur des torches, sommèrent les associés de se disperser. L'Anglais Margarot les présidait, assisté de Gerald, délégué comme lui par les réformistes anglais. — Je ne quitterai mon siége que si on m'en arrache! — s'écrie-t-il. Le sheriff le fait saisir par ses gens. Alors a lieu une scène qui donne l'idée la plus parfaite de l'esprit de mysticisme et de liberté qui animait ces premiers réformistes, une scène qui, dans quelques-uns de ses détails, nous reporte au temps du Covenant et des puritains.

Gerald se lève; Gerald, l'homme du monde brillant, le gentilhomme accompli; Gerald qui, en venant en Écosse se réunir aux puritains sévères de la convention, avait pris l'habit simple et austère du quaker et laissé tomber sur ses épaules ses longs et noirs cheveux, taillés et poudrés autrefois selon les règles de la plus stricte *fashion*; Gerald se lève, et s'adressant au sheriff d'une voix pleine d'autorité et d'exaltation : « Ce soir nous n'avons pas fait notre prière accoutumée, lui dit-il, laissez-nous remplir une dernière fois ce devoir sacré. » Le magistrat fait un signe d'assentiment, et Gerald prononce la prière suivante, que le sheriff et ses gens, mêlés aux patriotes, écoutent la tête découverte. « O toi, gouverneur du monde,

nous nous réjouissons de ce que, dans tous les temps et dans toutes les circonstances, nous avons du moins la liberté de nous approcher de ton trône, assurés que nous sommes qu'aucune offrande ne te paraît plus acceptable que celle de l'opprimé. Dans ce moment de combat et de persécution, sois notre défenseur, notre conseil, notre guide. Marche devant nous en colonne de feu comme tu marchais autrefois devant nos pères, pour nous éclairer et nous conduire, et ne sois pour nos ennemis qu'un ouragan plein de ténèbres et de confusion. Dieu puissant, n'es-tu pas le grand patron de la liberté? Ton service, n'est-ce pas le service de la plus parfaite indépendance? Nous t'en supplions, seconde chaque effort que nous faisons pour une noble cause, pour la cause de la vérité! O toi, père miséricordieux de l'humanité, permets-nous, pour l'amour de toi, de souffrir la persécution avec force et constance, et de croire que toutes les poursuites et les tribulations que nous pourrons endurer dans cette vie seront profitables au bien-être de ceux qui t'aiment. Laisse-nous espérer que plus grand sera le mal et plus longue la persécution, plus grand et plus durable sera le bien que ta sainte et adorable providence en fera sortir. Tout cela, nous te le demandons, non pour nos propres mérites, mais pour les mérites de celui qui doit venir un jour juger le monde avec justice et miséricorde (1). »

L'effet électrique de cette prière prononcée d'une voix haute et inspirée, dans un moment de violente excitation morale, a laissé d'ineffaçables souvenirs dans l'ame de ceux qui l'entendirent. Ils parlent encore de la sensation qu'ils en éprouvèrent comme d'une de ces émotions surhumaines, de ces extases surnaturelles, que peu d'hommes éprouvent dans leur vie. Quelque fâcheuses que fussent les circonstances, quelque active que fût la persécution, les patriotes, en se séparant, croyaient au prochain triomphe de leur cause. Comme ils rentraient dans la ville par une sombre nuit de décembre, s'encourageant l'un l'autre à persister, et à espérer des temps meilleurs, le sheriff et ses gens, portant des torches qui éclairaient de lueurs vives et sauvages les rocs voisins de Salisbury et les cimes d'Arthur's-Seat, vinrent à passer auprès deux : — « Arrière! s'écria Gerald d'une voix tonnante; arrière! les torches funéraires de la liberté! »

Gerald n'était arrivé à Édimbourg qu'après l'emprisonnement de Muir. Gerald était le plus éloquent des réformistes écossais d'alors.

(1) *Memoirs and Trials*, etc., pag. 23.

Peut-être eût-il fait triompher leur cause, si le pouvoir lui eût laissé le temps d'employer les moyens de séduction que la nature lui avait donnés. Gerald avait ce qui manquait à Muir, la connaissance des hommes. Il possédait, à un bien autre degré que lui, cette parole de feu qui échauffe les masses, cette audace qui les soulève, ce sang-froid qui les dirige. Muir était un apôtre, Gerald un chef de parti. Muir n'avait pas l'étoffe d'un réformateur qui doit réussir, d'un O'Connell, d'un Luther, d'un Mirabeau, d'un Danton; il avait trop de scrupules d'honnête homme, trop de raison et trop peu d'élan; sa candeur le perdit. Il crut à l'honnêteté de ses ennemis, comme si en politique un parti qui a le pouvoir et qu'on veut en dépouiller pouvait être impartial. La justice en temps de crise, c'est le rêve des belles ames, d'un Malesherbes, d'un Lafayette. Les partis sont sourds à sa voix, ils n'écoutent que celle de la nécessité qui parle plus haut; ils ne jugent pas, ils condamnent. Gerald, Irlandais de naissance, était un homme d'une tout autre trempe que Muir. Il avait cette imagination ardente des hommes de son pays, et ce don de la parole qui leur est si naturel. Malheureusement, comme il arrive aux orateurs, la parole consumait la meilleure partie de ses forces; dans les momens les plus critiques, il parlait plutôt qu'il n'agissait.

Héritier d'une belle fortune, Gerald avait été ruiné par les friponneries de ses tuteurs, par son imprévoyance et ses libéralités. Il s'était marié jeune; mais, resté veuf avec deux enfans en bas âge et à peu près ruiné, il était passé en Amérique pour refaire sa fortune. Il se distingua comme avocat dans sa nouvelle patrie; et quand plus tard il revint à Londres, il proclama hautement son enthousiasme pour les institutions politiques de l'Amérique, et se lia d'amitié avec Pitt, alors réformiste, Fox, William Godwin, et autres personnages de distinction et de talent. Durant son court séjour à Édimbourg, Gerald avait ranimé la foi chancelante des réformistes écossais. Chaque jour une jeunesse enthousiaste et une foule de délégués des diverses sections de la province accouraient à la taverne du *Bœuf Noir*, où Gerald était logé. Ils écoutaient avidement ses moindres paroles, et se pénétraient de la substance de ses discours, qui respiraient le patriotisme le plus exalté. Le soir, une escorte nombreuse l'accompagnait par les rues de la ville, quand il se rendait d'une section à l'autre pour haranguer les associés. Gerald avait déjà fait perdre au pouvoir l'ascendant qu'il avait reconquis depuis la condamnation de Muir. Muir, le patriote pur et modeste, était lui-même

effacé par le brillant Gerald. Ses admirateurs de la veille l'oubliaient presque dans sa prison. On se disait que si Gerald fût venu plus tôt, et qu'il eût eu devant lui le temps dont Muir avait pu disposer, la cause de la réforme eût été gagnée. Le pouvoir sentit toute la portée d'une pareille influence, et il se décida à frapper Gerald comme il avait frappé Muir. Dans la nuit qui suivit la dernière réunion des réformistes d'Édimbourg, Gerald fut arrêté. On lui fit sur-le-champ son procès, ainsi qu'à Skirving, Margarot, et autres qui avaient été arrêtés dans la même nuit.

Gerald avait pour ami le fameux Godwin, l'auteur de *Caleb Williams*. Godwin était un des plus zélés partisans de la réforme; quand il sut que son ami Gerald, *Gerald le fils du soleil*, comme il l'appelait, que Mackinstosh et lui avaient voulu retenir au moment du départ; quand il sut que son ami devait comparaître devant un tribunal écossais, son affliction et ses terreurs furent extrêmes. Godwin connaissait le caractère bouillant et impétueux de Gerald; il savait que son ami était de ce petit nombre d'hommes qui ne peuvent tenir la main fermée quand ils croient cette main pleine de vérités, ces vérités dussent-elles les perdre. Godwin se hâta donc d'écrire à Gerald pour lui offrir ses conseils et l'appui de son talent; voici quelques fragmens de sa lettre, curieux monument du patriotisme du réformiste et de la sollicitude de l'ami.

« Si vous le voulez, Gerald, le jour de votre procès doit être un jour tel que l'Angleterre et le monde n'en ont pas encore vu de semblable. Il doit convertir bien des milliers d'hommes à la cause de la justice et de la raison. Quel noble enjeu est le vôtre! Fortune, jeunesse, liberté, talent, vous avez tout placé sur un seul coup. Si vous devez succomber, que ce ne soit pas, je vous en conjure, sans avoir raconté à vos persécuteurs cette belle histoire d'où dépend la félicité des peuples... Gerald, n'oubliez jamais que les jurés sont des hommes, et que les hommes sont faits d'une matière malléable. Sondez les replis de leurs cœurs. N'usez pas surtout votre énergie en défiances et en vanteries inutiles. Que chacune de vos paroles soit dictée par la persuasion. Quel évènement pour l'Angleterre et l'humanité que la conquête de votre acquittement!.... Cette conquête, un homme peut la faire.... Gerald, cet homme, c'est vous. D'un esprit fécond, d'un sentiment moral énergique, armé de toutes les ressources que la méditation et une éducation littéraire peuvent donner, vous êtes à la hauteur de votre rôle; vous n'avez qu'à être vous-même... Mais sur-

tout, je vous en supplie, abstenez-vous de toute épithète insultante, de toute amère invective; ne laissez aucun ferment d'humanité se mêler à l'œuvre divine.

« We will be sacrificers but not butchers, Cassius!
« We'll carve them as a dish fit for the gods,
« Not hew them as a carcass fit for hounds (1).

« Adieu, ami! Je vous envoie mon ame entière; vous nous représenterez tous.

« W. Godwin. »

29 janvier 1794.

La conduite de l'accusé devant le tribunal et sa belle défense justifièrent les espérances de Godwin. Gerald fut sublime pendant toute la durée de ce drame. Il arracha des larmes à ses juges et des applaudissemens à ses plus ardens ennemis. Il n'en fut pas moins condamné. Sa défense est restée comme le plaidoyer le plus éloquent dont aient retenti les tribunaux écossais. Les écrivains tories du *Quarterly Review* eux-mêmes en ont fait l'éloge, et l'on assure que Walter Scott, bien jeune encore, fut choisi par eux pour formuler cet éloge. Nous ne citerons de cette magnifique défense que les fragmens qui ont un intérêt de tous les temps et de tous les pays.

« Je désire que votre attention s'arrête, avant tout, sur une assertion de l'accusateur public (*public prosecutor*), s'écrie Gerald. « Si « vous êtes convaincus que les intentions de l'accusé sont pures, a-t-il « dit, votre devoir est de l'acquitter. » Oui, messieurs, c'est là le solide rocher sur lequel je bâtis ma défense : la pureté de mes intentions! Qui peut, en effet, m'avoir engagé à braver la persécution présente, si ce n'est un ardent amour du vrai et un immense désir d'accroître le bonheur de mes compagnons d'exil sur cette terre, si ce n'est la pensée d'être utile à mes persécuteurs eux-mêmes, en dissipant la masse de préjugés ténébreux qui obscurcissent leur entendement? Quel autre bénéfice pouvais-je acquérir? Quelle autre ambition pouvais-je satisfaire dans cette périlleuse et noble entreprise? Les exemples ne sont pas rares d'hommes, dont ce monde n'était pas digne, qui sont tombés victimes du zèle et de la vertueuse activité qui les dévorait; mais leur destinée ne détournera jamais un esprit ferme et noblement inspiré de ce qu'il regarde comme l'ac-

(1) Nous serons sacrificateurs, et non bouchers, Cassius! Nous les découperons comme un mets destiné aux dieux, et nous ne les abattrons pas comme une carcasse bonne à donner aux chiens.

complissement du plus sacré des devoirs, comme le paiement de sa dette envers son pays outragé. Ces sentimens dirigeaient la conduite de notre divin maître, quand il prophétisait en pleurant sur sa ville. « O Jérusalem! Jérusalem! s'écriait-il; toi qui lapides les prophètes « et qui égorges ceux qui te sont envoyés! que de fois cependant je « t'aurais réchauffée sous mes ailes comme la poule réchauffe ses « petits! mais tu ne l'as pas voulu! »

Faisant ensuite allusion à ses efforts personnels pour provoquer la réforme de la représentation nationale, Gerald continue ainsi : « Quand je plonge mes regards dans l'horizon politique, la vue m'en semble effrayante et sombre à un degré qui doit faire trembler les hommes les plus purs, et que ne peuvent essayer de pénétrer les hommes les plus clairvoyans. Chaque chose est trouble, et semble de dimension colossale. En vérité, jamais brouillard plus épais ne fut suspendu sur notre île. Ceux qui sont versés dans l'histoire de leur pays, dans l'histoire de la race humaine, savent que la persécution la plus rigoureuse a toujours précédé l'ère des convulsions; et cette ère, l'aveuglement et la folie de ceux qui nous gouvernent en précipiteront la venue. Si le peuple est mécontent, la meilleure manière d'apaiser ce mécontentement, ce n'est pas d'établir des tribunaux rigoureux et sanguinaires, mais de redresser les torts dont il se plaint, et de se concilier son affection. On peut appeler en aide aux vengeances ministérielles les cours de justice; mais si la pureté de leurs actes est une seule fois suspectée, ces cours cesseront aussitôt d'être pour la nation des objets dignes de respect; elles dégénèreront en une vide et coûteuse représentation, et deviendront dans les mains d'un parti des instrumens d'oppression. Que l'on fasse de moi ce que l'on voudra, mes principes vivront à jamais; les individus peuvent périr, mais la vérité est éternelle. Le vent rude et glacial de la tyrannie peut souffler des quatre coins du monde, la liberté est une plante forte qui survit à la tempête, et qui enfonce son éternelle racine dans les terrains les plus arides et les plus sauvages!

« Messieurs, je suis entre vos mains, vous pouvez disposer de ma vie, et je n'éprouve pas la plus légère anxiété. Ma vie... j'en ferais le sacrifice avec joie, si ce sacrifice pouvait être utile à ma cause; car, je le sais, si je succombais aujourd'hui, il sortirait de mes cendres une flamme qui dévorerait les oppresseurs de mon pays.

« La lumière morale brille aux yeux de l'esprit comme la lumière physique aux yeux du corps; les tyrans ne peuvent pas plus éteindre le flambeau de la raison et de la philosophie qu'ils ne pourraient

arrêter le mouvement journalier de la terre en appuyant leurs pieds sur sa surface.

« L'expérience de tous les temps doit avoir appris à nos gouvernans que la persécution n'a jamais anéanti les principes, et que leurs foudres sont impuissantes quand elles sont lancées contre le patriotisme, l'innocence et la fermeté. Que je puisse vivre une vie douce au sein de mon pays que j'aime, entouré de ces ames parentes de la mienne, dont l'approbation est pour moi la plus précieuse des récompenses, la plus grande des félicités, ou qu'il faille consumer le reste de mes jours au milieu des voleurs et des assassins, dans un lointain exil, sur les plages nues et mélancoliques de la Nouvelle-Hollande, mon esprit, ferme et égal dans l'une et l'autre fortune, est préparé à la destinée qui l'attend.

. . . Seu me tranquilla senectus
Expectat, seu mors atris circumvolat alis,
Dives, inops, Romæ, seu fors ita jusserit, exul.

« Il n'est pas de plus vive douleur que celle causée par l'exil à l'homme qui aime son pays. Eh bien ! cette douleur n'en est plus une, si celui qui la souffre a la conscience d'avoir rempli un devoir envers ses semblables. Si alors on demande à l'exilé quel est son pays; supérieur à tout ce qui l'entoure, il détourne les yeux de cette place obscure qu'on appelle la terre, et, comme Anaxagoras, il vous montrera le ciel ! »

Après quarante années, les prophéties de Gerald se sont accomplies en partie. L'Angleterre jouit du plus grand nombre des libertés réclamées par les réformistes de 1794.

Gerald fut condamné, comme Muir, à quatorze ans de déportation. Ces arrêts et ceux prononcés à la même époque contre Skirving, Palmer, Margarot et autres, équivalaient à des arrêts de mort. Quelle fut en effet, la fin de ces hommes que les réformistes d'aujourd'hui regardent comme les martyrs de leur cause?

Muir et Palmer, condamnés les premiers, avaient été conduits de Leith à Londres et jetés sur deux pontons différens, *la Prudence* et *le Stanislas*. L'Angleterre traitait alors ses prisonniers politiques comme elle a traité depuis ses prisonniers de guerre. Muir et Palmer, les fers aux pieds et aux mains, mêlés à des centaines de meurtriers et de bandits, rebut impur de la société (1), étaient obligés de travailler,

(1) *Annual register*, 1795.

sur les bords du fleuve, aux mêmes heures et aux mêmes ouvrages que ces misérables. Sheridan les visita et fut indigné d'une pareille barbarie. Sheridan dénonça ces infamies au parlement en déposant une pétition de Palmer. « Condamner des hommes à quatorze années de déportation! s'écrie-t-il; et pourquoi? Pour avoir prêté un livre! C'est vouloir pousser le peuple à la rébellion! Si les ministres essayaient d'appliquer la loi écossaise à l'Angleterre (mais ils ne l'oseraient pas!), ils appelleraient sur leurs têtes le châtiment de la forfaiture et de la trahison. Je parle avec connaissance de cause, ajoute-t-il; j'ai vu ces malheureuses victimes, je les ai visitées dans ces dégoûtantes prisons où on les a confondues avec le vulgaire des criminels. Ils ne sont plus chargés de fers, il est vrai, mais hier ils l'étaient encore! Séparés l'un de l'autre, on leur a ôté la consolation des mutuels épanchemens. Il y a danger de sédition dans leur réunion! a-t-on dit. Quelle terrible insurrection, en effet, que celle de deux hommes emprisonnés! J'ai vu ces infortunés, et je m'en fais gloire, car, quels que soient les sentimens de mes adversaires, je serai toujours fier de prêter appui aux victimes de l'oppression. »

Fox, Adam, Grey, et le petit nombre de membres de la chambre des communes restés fidèles à la cause de la liberté, car l'apostasie de Burke et la peur avaient singulièrement réduit l'opposition, prirent chaudement la défense des proscrits. « Tout, dans ce procès et cette misérable affaire, s'écriait Fox, tout est monstrueux, tout révolte un ami de la justice et de l'humanité! » « Si l'on a condamné M. Muir à quatorze ans de bannissement pour avoir prêté un livre de Payne, et c'est là le plus grand grief allégué contre lui, à quelle peine eût-on donc condamné M. Payne lui-même? » disait M. Adam en présentant au parlement sa motion en faveur des réformistes écossais (1).

Pitt combattit la pétition de Sheridan et la motion de M. Adam, qui tendait à la révision des procès d'Écosse, avec toute la chaleur d'un homme nouvellement converti, avec l'animosité et le zèle odieux d'un renégat, disent encore aujourd'hui les réformistes. La raison de salut public est à peu près l'unique raison qu'il donne. Il n'a qu'un seul argument : la nécessité. « Doit-on être juste quand la justice est contraire au salut de l'état? » répète-t-il à diverses reprises, et la chambre des communes, moins trente voix, vient en aide à de pareils argumens : pétition et motion, tout fut repoussé.

Le séjour de Palmer et de Muir sur les pontons fut assez pro-

(1) Séance du 23 janvier 1794.

longé pour laisser à leurs amis Skirving et Margarot le temps de les rejoindre. Tous quatre furent conduits à Botany-Bay sur le même transport *la Surprise*. Gerald, séparé de ses amis, languit pendant près d'une année dans la prison de Newgate et ne les rejoignit que plus tard. Gerald n'avait qu'une seule compagne de captivité, sa jeune fille. Quand le 2 mai on vint l'arracher à sa prison pour le transférer à bord du *Souverain*, son départ fut si brusque, qu'il ne put faire ses adieux à son enfant restée orpheline.

Botany-Bay est de nos jours un lieu de délices, en comparaison de ce qu'il était il y a quarante années, dans l'enfance de la colonie. Les déportés étaient condamnés à des privations de toute espèce, et obligés pour vivre de travailler à la terre dans leurs fermes. Le capitaine Hunter, Écossais lui-même, était gouverneur de la colonie pénitentiaire. Il distingua aussitôt ces hommes de la foule des meurtriers et des voleurs qui formaient le reste de la population de l'Australie. Muir surtout, si beau, si jeune, si enthousiaste; Muir si sévèrement traité par les juges d'Écosse, excitait son intérêt. « M. Muir est le premier des quatre que j'ai vus, écrivait le gouverneur à un de ses amis de Leith. Je le crois un bon et noble jeune homme. Il se plaît dans la solitude et le recueillement; il ne se plaint pas de la sévérité de son sort, mais il en supporte la rigueur avec courage et résignation. » Hunter s'étudia à rendre la situation de ses prisonniers la plus supportable qu'il put. Muir, en effet, était résigné. Il écrivait vers la même époque à un de ses amis : « Je me plais dans ma situation autant qu'un homme peut se plaire quand il est séparé de tout ce qu'il a aimé et respecté. Palmer, Skirving et moi vivons dans la plus parfaite harmonie ; je ne peux trop louer les égards dont nous sommes l'objet. Une reconnaissance éternelle me liera aux officiers militaires et civils de la colonie. J'ai une petite maison ici, une autre à deux milles, et une ferme que j'ai achetée sur l'autre bord de la rivière. Si vous avez quelque argent à m'envoyer, convertissez-le en rhum, tabac et sucre, toutes denrées qui sont ici hors de prix (1). »

Un an s'était déjà écoulé depuis que Muir habitait Sidney, quand il en fut tiré par un évènement inattendu et que lui-même n'avait pu prévoir. Le procès de Muir avait eu peut-être plus de retentissement encore en Amérique qu'en Angleterre. On y regardait les patriotes écossais comme des amis, des concitoyens, et leur condamnation avait excité une sympathie assez puissante et un intérêt assez vif pour

(1) *Memoirs and Trials*, etc., pag. 16.

se traduire autrement que par des paroles. Quelques Américains frétèrent un navire dans le but apparent de faire un voyage à la Chine, mais dans le but secret de délivrer Muir et ses amis, s'il se pouvait. Après une traversée heureuse, le capitaine du petit navire *la Loutre* relâcha dans le port de Sidney, sous le prétexte de faire de l'eau et de couper du bois. Le généreux complot des Américains réussit à souhait, mais seulement pour ce qui concernait Muir. Il s'échappa de nuit, se cacha à bord du navire, n'emportant avec lui que quelques vêtemens et une petite bible que sa mère lui avait donnée en partant, et qu'il devait lui renvoyer à l'heure de la mort. En quittant Sidney, Muir laissa un billet pour le gouverneur, qu'il remerciait de sa généreuse pitié. Le reste de la vie du réformiste écossais est rempli d'évènemens presque romanesques. *La Loutre* s'était rendue de Sidney au Nootka-Sound, près de l'île de Vancouver, sur la côte de l'Amérique du Nord que baigne l'Océan Pacifique. Là, au grand effroi du capitaine américain et de Muir, ils rencontrent un brig de guerre anglais, qui croisait dans ces parages, et qui avait quitté Botany-Bay peu de jours avant eux. Un seul mot d'un des matelots de *la Loutre* pouvait perdre le fugitif. Il passe donc à bord d'un vaisseau espagnol qui le conduit à Saint-Blas, à l'embouchure du golfe de la Californie. Là, le gouverneur espagnol l'autorise à traverser toute la partie du continent américain appartenant au Mexique. Après des fatigues inouies, il arrive à la Havane, où le viceroi de cette île, qui regardait tout Anglais comme ennemi (son gouvernement était alors en guerre avec le gouvernement anglais), le fit jeter dans un cachot. Muir passa plusieurs mois dans les prisons de la ville. Mais enfin, faisant droit à ses réclamations répétées, on l'embarque sur une frégate espagnole qui doit le conduire à Cadix; arrivée en vue du port de Cadix, cette frégate est entourée par l'escadre de l'amiral anglais Jervis, qui croisait sur les côtes d'Espagne. Un des navires anglais attaque le vaisseau qui portait Muir; c'est alors que le prisonnier prouve aux Espagnols ses geoliers qu'il n'était pas l'espion des Anglais: il s'arme, il combat, il reçoit plusieurs blessures graves, dont une au front qui le défigure, et il tombe sur le pont baigné dans son sang. La frégate ayant été obligée d'amener, Muir resta six jours prisonnier des Anglais sans être reconnu. Les Espagnols avaient dit aux soldats de Jervis, qui le savaient à bord et qui le cherchaient, que l'*Anglais* avait été tué pendant le combat et jeté à la mer. Soit crédulité, soit plutôt sympathie (Muir avait été reconnu par un chirurgien), les Anglais ne poussèrent pas plus loin

leurs recherches, et Muir fut déposé sur le rivage espagnol avec les autres blessés. Le 14 août 1797, il écrivait à un de ses amis les lignes qui suivent :

« Cher ami, depuis la mémorable soirée où je te quittai à ....., ma vie mélancolique et agitée n'a présenté qu'une succession continuelle d'évènemens extraordinaires. Je pense cependant vous revoir dans peu de mois. Contrairement à mon attente, je suis presque guéri de mes nombreuses blessures. Les directeurs m'ont témoigné le plus grand intérêt. Leur sollicitude pour un infortuné si cruellement accablé a été un baume consolateur qui a relevé mes esprits abattus. Les Espagnols me retiennent prisonnier, parce que je suis Écossais; mais je ne doute pas que l'intervention du directoire de la grande république n'obtienne ma liberté. Rappelez-moi affectueusement à tous mes amis, qui sont les amis de la liberté et de l'humanité. « TH. MUIR. »

On voit quelles étaient toujours les sympathies de Muir. La persécution et le malheur n'avaient pas attiédi son zèle, ni ébranlé sa foi. Muir, réclamé comme Français, s'achemina vers Paris. L'accueil que lui fit le directoire fut digne de *la grande république*. L'arrivée de Thomas Muir à Bordeaux fut célébrée par une fête populaire; une foule immense l'accueillit aux cris de vive le défenseur de la liberté; la fête se termina par un banquet. Les patriotes français fêtaient de leur mieux le réformiste écossais, l'avocat de la liberté, le fils adoptif de la France. *Le Moniteur* du 16 frimaire an VI annonce en ces termes son arrivée à Paris : « Thomas Muir est arrivé à Paris; le ministre des affaires étrangères l'a accueilli avec les égards dus à son grand caractère, aux services qu'il a rendus à la liberté, et aux maux qu'il a endurés en défendant cette cause sacrée. » Tout ce que la capitale de la France renfermait alors d'hommes éminens, d'esprits distingués et généreux, voulut voir Muir et le complimenter; tous s'efforçaient de lui faire oublier les peines de l'exil et de lui faire aimer sa nouvelle patrie. Muir fut sensible à un aussi noble accueil; mais sa constitution était ruinée; les blessures qu'il avait reçues au fatal combat de Cadix s'étaient rouvertes et étaient reconnues incurables; après plusieurs mois de vives souffrances, il expira le 27 septembre 1798. La tombe qui renferme ses restes s'élève dans le cimetière de Ghantilly, où il s'était retiré pendant les derniers mois de sa vie. Sur son lit de mort, sa dernière pensée fut pour sa mère; il lui renvoya la petite bible qu'il en avait reçue en quittant l'Écosse,

et qu'il avait miraculeusement conservée au milieu de toutes les traverses de sa vie. Muir avait trente-trois ans quand il mourut, l'âge de Camille Desmoulins, l'âge que ce dernier déclarait fatal aux révolutionnaires, à commencer par Jésus-Christ!... Il y a, du reste, une certaine analogie entre Camille Desmoulins et Thomas Muir : même naïveté, même ardeur de jeunesse, même exaltation patriotique, même retour aux sentimens tendres dans la persécution; mais Muir était plus saint et plus pur, le sang n'avait pas souillé ses mains. Les parens de Muir lui survécurent à peine deux années.

La terre inhospitalière de Sidney devait dévorer les autres réformistes. Le brillant Gerald, qui les avait enfin rejoints, mourut le premier, au printemps de l'année 1796. Au moment de rendre le dernier soupir, il se souleva en disant d'une voix lente et solennelle : « Je meurs pour la meilleure des causes, et je vous prends tous à témoin que je meurs sans regret et sans repentir! » Sur la pierre de sa tombe à *Farm-Cove*, près du port Jackson, on lit ce peu de mots : JOSEPH GERALD, MARTYR DES LIBERTÉS DE SON PAYS. MORT DANS SA 36e ANNÉE.

Skirving succomba trois jours après lui. Palmer eut la force de survivre à ses compagnons; les sept années de déportation auxquelles il avait été condamné étaient enfin écoulées, et il revenait dans sa patrie, quand il mourut de la fièvre, dans une des îles de l'Océan indien. Un ami fidèle, le ministre Ellis, qui avait poussé le dévouement jusqu'à l'accompagner dans son long exil, ne rapporta en Europe que son souvenir.

La guillotine est plus clémente que la baie des voleurs et des assassins! s'était écrié Fox en plein parlement, quand il avait appris la condamnation des réformistes écossais. Ces paroles, que Pitt traitait de déclamation, n'étaient que trop vraies. Pas un des condamnés ne devait revenir de son exil. Aussi les partisans de la réforme en Écosse ne parlent-ils qu'avec indignation des juges tories et des *infames jurys* de 1793 et 1794. Dirigés par lord Eldon et Pitt, et choisis par Henry Dundas, secrétaire d'état, depuis lord Melville, les magistrats écossais persistèrent dans la voie de rigueur où ils s'étaient engagés. Une fois maîtres des chefs qu'ils tenaient dans leurs prisons, ou qu'ils avaient envoyés en exil, ils eurent bon marché de l'armée des novateurs. La convention dispersée n'osa plus se réunir. L'espionnage s'étendit comme un vaste réseau sur le pays qui, selon l'énergique expression de Jeffrey (1), semblait livré aux *coureurs de places*, aux Lapslie et

(1) *Edinburgh Review*, no 31.

aux hommes de Goldmisths'-Hall; temps de bassesse incroyable et de misère infinie! Burns lui-même, le grand poète de l'Écosse, n'échappa pas à la persécution. Burns avait adressé, de sa résidence de Dumfries, une lettre à la *Gazette d'Edimbourg*, journal réformiste; dans cette lettre, il priait le directeur du journal de l'inscrire au nombre de ses souscripteurs. « Courage, lui disait-il, mettez à nu, d'une main ferme et avec un cœur indompté, cette horrible masse de corruption appelée politique et diplomatie. » La lettre de Burns fut décachetée à la poste et attira sur la tête de son auteur la misérable persécution de ses supérieurs de l'excise, persécution qui, au dire de Walter Scott, tory lui-même comme on sait, poussa au désespoir un homme qui possédait un incomparable talent, et exaltant sa nerveuse sensibilité d'homme de génie, brisa son cœur, troubla sa raison et abrégea si fatalement sa vie.

Il a fallu quarante ans pour que la cause des réformistes, cette cause dont les premiers apôtres avaient annoncé le prochain triomphe, prévalût, et encore partiellement. De nos jours, les réformistes sont au pouvoir, ils ont vaincu; mais, malgré leur confiance et leur audace, on voit qu'ils craignent de perdre le terrain qu'ils ont conquis. Ils se rappellent encore les funestes années 1793 et 1794. Tout en parlant d'élever, sur le sommet de Calton-Hill, leur Westminster national, un monument à la mémoire des premiers réformistes, et tout en portant dans leurs processions, à travers les rues et les places de la métropole écossaise, des bannières blasonnées où brillent, en lettres d'or, les noms de Muir, Gerald, Palmer et Skirving, ces martyrs de l'Écosse, comme ils les appellent, ils jettent un coup d'œil sombre et inquiet sur les statues de Henry Dundas et de William Pitt, qui se dressent aux principaux carrefours de leur ville. Ils savent que ces hommes qui ont persécuté les pères ont des héritiers qui, eux aussi, persécuteraient les enfans. Ils comptent leurs rangs, leurs rangs trop peu nombreux pour la nombreuse population de la cité qui laissa condamner les premiers apôtres de leur cause, de cette cité qu'ils appellent servile, et qui, cependant, a fait d'immenses progrès dans la carrière de la liberté; et s'ils retrouvent quelque courage, c'est en reportant leurs regards sur Glasgow, ce bras droit de l'Écosse, la ville la plus populeuse des trois royaumes après Londres; c'est là que sont leurs adhérens les plus dévoués, leurs partisans les plus résolus et les plus nombreux; c'est là qu'est leur armée.

FRÉDÉRIC MERCEY.

L'OPPOSITION

ET

LE PARTI RADICAL.[1]

La situation intérieure de la France est quelque chose de nouveau, d'inoui peut-être dans le gouvernement représentatif. C'est la première fois que la dissolution de la chambre se trouve amenée, non par la force des circonstances, ou par les entraînemens de parti, mais par l'épuisement et la fin naturelle des opinions. Il ne s'agit ni de confirmer la majorité, ou de la déplacer, ni d'abattre par un dernier échec les prétentions de la minorité. Majorité et minorité, les opinions qui datent du 13 mars 1831, ont fait leur temps. Si l'on y prend garde, nous ne sommes pas dans une période de réforme, mais dans une époque de renouvellement.

Cette situation est évidente, manifeste, irrésistible. Elle se révèle clairement dans l'indifférence persévérante avec laquelle on accueille maintenant les idées et les noms qui avaient naguère l'heureux pri-

(1) Nous ne partageons pas toutes les opinions de l'auteur de ce travail. L'écrivain, qui appartient à l'opposition constitutionnelle, s'est mis au point de vue de ce parti sur plusieurs questions, notamment en ce qui touche les lois de septembre et le cabinet du 15 avril. L'amnistie, la dissolution, la prise de Constantine, en six mois d'administration, feront une part plus grande au ministère que préside M. Molé, et sont des actes politiques de nature à l'affermir et à le rendre durable. Malgré ces dissidences, nous n'avons pas hésité à accueillir un travail aussi remarquable sous bien des rapports, et qui nous vient d'une plume justement appréciée de nos lecteurs. (*N. du D.*)

vilége de passionner le sentiment public. Les partis eux-mêmes ne se combattent plus que par habitude; ils gardent leurs positions, non pas qu'ils les jugent encore les meilleures, mais pour conserver, à leurs propres yeux, une sorte d'identité. Partout les convictions chancellent, et la limite des opinions s'efface ou cesse d'être visible à l'œil nu. Il n'y a plus de foi, ni par conséquent de discipline, d'aucun côté. Les chefs cherchent avec inquiétude leur troupe derrière eux, et les soldats, doutant de leurs chefs, se mettent à guerroyer pour leur propre compte ou font la paix, au risque de devenir suspects, car jamais, avec moins de haines, il n'y eut plus de soupçons et de récriminations.

Pour qui voudrait les reconnaître, voilà bien les signes des temps. Mais, soit l'empire de la routine, soit l'impuissance absolue de s'accommoder à des circonstances qui n'étaient pas entrées dans leurs prévisions, aucun parti ne consent à faire un retour sur lui-même; ils s'accrochent tous au contraire, avec une énergie désespérée, à leur passé qui s'écroule, comme s'il leur était donné de le fixer un seul instant. Ceux même dont l'individualité est la plus tranchée, ne portent pas leurs vœux plus haut : c'est ainsi que les amis de M. Guizot ont pris pour mot d'ordre la réélection des membres de l'ancienne majorité; quant aux radicaux, ils se réduisent en apparence à briguer le retour de l'ancienne opposition.

Il semble, quand le gouvernement de l'opinion est mis ainsi au concours, que chaque parti doive s'empresser de relever sa bannière, de produire ses titres, et de se poser comme un centre de ralliement. Rien de pareil n'arrive cependant. C'est à qui montrera le plus de désintéressement. Chacun s'efforce de se confondre dans la foule, au lieu d'exposer en relief sa personnalité; c'est une manie générale de coalitions. Les légitimistes demandent à se coaliser avec tout le monde; les républicains, après avoir poursuivi l'opposition constitutionnelle de leurs sarcasmes et de leurs dédains, proposent de comprendre, dans la même raison sociale, M. Garnier-Pagès et M. Odilon Barrot; les doctrinaires accepteraient les candidats de M. de Montalivet, si le ministère consentait à épouser ceux de M. Guizot.

Toute coalition a pour but de détruire et non pas d'organiser. Or, qu'y a-t-il à renverser aujourd'hui? Où est l'obstacle formidable à ce point, qu'il mérite de nous arrêter devant lui? Si le ministère a des projets de réforme, ce n'est pas l'opposition qui les traversera; et si l'opposition a trouvé à faire luire quelque rayon de lumière dans notre chaos, elle peut assurément ne tenir aucun compte de la

résistance du pouvoir. Les partis, à l'heure présente, sont de purs béliers d'attaque; ils résistent difficilement eux-mêmes, quand on les presse, n'ayant pas de base ni de point d'appui.

Ce qui a trompé l'opposition comme le ministère, c'est que l'une et l'autre ont repris la lutte de trop loin. Des deux côtés, on s'est volontairement replacé dans les positions de 1831 et de 1834, comme si l'on avait affaire aux mêmes passions et aux mêmes périls. On a évoqué les fantômes du *treize mars* et du *compte-rendu*, drapeaux de guerre qui ne sont déjà plus qu'une défroque sans valeur. On a donné un tournoi avec les débris des armes qui avaient servi dans le combat.

Non, nous ne sommes plus les hommes de 1831 et de 1834. Grace à Dieu, l'opinion publique a marché, modifiant les doctrines, les hommes et les journaux. Nous avons obéi, peut-être malgré nous, à cette loi de décomposition qui veut qu'un progrès accompli serve de marchepied à un autre progrès. Il ne suffit plus aujourd'hui de se dire homme de révolution et de réclamer les conséquences de juillet. Le point de vue théorique s'est élargi, pendant que l'on faisait trève à l'action. Nous savons maintenant que toute doctrine qui aspire à pénétrer dans la pratique, doit résoudre le problème du pouvoir aussi bien que celui de la liberté, et qu'avant de se proposer pour le gouvernement de l'état, les partis ont à subir un travail intérieur d'étude et d'organisation.

D'où vient l'ascendant incontestable de l'école doctrinaire, sous la restauration d'abord, et plus tard sous la nouvelle monarchie? Faut-il l'attribuer uniquement à l'habileté des meneurs et à la corruption des esprits? ou bien, ne serait-ce pas plutôt que, de tous les partis qui avaient conjuré ensemble la ruine des Bourbons de la branche aînée, celui-ci se trouva seul, quand il fut nécessaire, fortement organisé et prêt à gouverner?

Lorsque tout le monde ne songeait encore en France qu'à arracher au gouvernement des garanties pour les droits du peuple, M. Guizot et ses amis avaient déjà résolu à leur manière la question du pouvoir. Cette solution ne procédait pas d'une idée bien nette ni bien avancée; l'éclectisme politique, sans ouvrir une perspective étendue à la société, ne décourageait pas assez les pensées de retour vers un ordre de choses à jamais détruit; mais, à défaut d'autres, le système a été et devait être accepté. Que ce soit là une leçon pour les opinions que l'on a vues jusqu'ici plus occupées de tenir tête au pouvoir que de rechercher ce qu'elles en feraient à leur jour. Une opposition purement négative n'est pas appelée à exercer une influence

profonde ni durable; elle pourra faire des révolutions, mais elle n'en recueillera pas le fruit.

La dissolution de la chambre a surpris les partis dans un état de faiblesse et d'amoindrissement tel, qu'aucun d'eux ne pouvait sérieusement avoir en vue autre chose qu'un résultat provisoire, ni prétendre, avec quelque chance de succès, à la majorité. Pour l'opposition comme pour les centres, la majorité ne devait être que le but éloigné; le travail à opérer sur soi était le but prochain. Par une fatalité que nous appellerions volontiers d'un autre nom, l'on a renversé les termes de cette situation; de là les fausses manœuvres, qui ont abouti à l'établissement d'un comité électoral.

L'opposition avait d'abord limité son plan d'opérations à un résultat modeste et par cela même plus certain. Elle n'excluait que les candidats suffisamment connus pour faire bon marché de leur conscience, et se promettait de porter ses suffrages sur tous les hommes honnêtes et indépendans. On déclarait la guerre au grand scandale de notre époque, à la corruption; avant les titres de sympathie politique, on faisait passer la moralité. C'étaient à la fois un acte de patriotisme et un mouvement stratégique parfaitement conçu; car, à défaut du nombre, l'opposition appelait les influences morales de son côté. Le drapeau était bien choisi; en dirons-nous autant des moyens d'action?

Pour combattre, d'une part, les dispositions corruptrices de la coterie doctrinaire, et, de l'autre, la vénalité dans le corps électoral, l'opposition n'a rien imaginé de mieux que de recueillir ses forces les plus divergentes et d'en former un faisceau. Tantôt on a cherché à réunir les diverses fractions de la minorité constitutionnelle, bien qu'elles eussent entre elles, sous le rapport des personnes comme sous celui des opinions, assez peu d'affinité; tantôt les puritains de l'extrême gauche, séparés, par les évènemens de juin et d'avril, du parti républicain, ont tenté d'en rallier à eux les débris. Il n'y a pas jusqu'à M. Mauguin, qui, lassé de l'isolement parlementaire où il vivait depuis 1834, ne se soit mis en quête d'auxiliaires et d'alliés.

L'opposition pouvait-elle se fortifier par la combinaison de tant d'élémens discordans? On a beaucoup dit, à cette occasion, que l'union faisait la force; on a rappelé que la victoire demeurait toujours en définitive aux gros bataillons; puis l'on est allé recruter des adhérens aux quatre points cardinaux de la politique, comme si toute foule était une armée. Que les majorités cherchent la puissance dans le nombre, nous le concevons, car telle est leur loi. Mais la condition des mino-

rités n'est pas la même; quand on lutte contre le pouvoir, en présence de l'opinion que l'on veut attirer à soi, peu importe le nombre des opposans; une seule chose est précieuse, c'est d'avoir de son côté le droit ou la passion. En 1826, l'opposition, réduite à dix-sept députés, gouvernait bien plus réellement que M. de Villèle, appuyé sur le bataillon des *trois cents;* car chacune de ses paroles faisait tressaillir le pays.

Depuis trois ans, les opinions tendent évidemment à se déclasser. La masse des esprits flottans s'accroît outre mesure, tandis que les rangs des partis classés vont s'éclaircissant tous les jours. Cette situation n'est pas régulière; ce n'est jamais volontairement ni pour long-temps qu'un peuple reste dans le vide, qu'il s'abstient de sentir et de penser. Les opinions sont tièdes, non qu'elles aient besoin d'excitation, mais parce qu'elles demandent à être rassurées. Faites scission avec les hommes qui passent, à tort ou à raison, pour les ennemis du repos public, et les tendances libérales reprendront leur cours.

L'opposition ne s'est pas certainement affaiblie dans la chambre, depuis ces mémorables séances où M. Odilon Barrot vint répudier publiquement à la tribune toute solidarité avec les convictions de M. Garnier-Pagès. Ce qui le prouve, c'est que dès ce moment l'unité du parti ministériel fut rompue; la majorité, jusqu'alors compacte et inébranlable, n'ayant plus la peur pour ciment, tomba bientôt en poussière. Une seconde scission dans les rangs de la gauche lui fit faire un nouveau progrès. A dater de la retraite des puritains, qui n'étaient qu'un obstacle illustre, il devint manifeste que le gouvernement, modéré par deux changemens successifs, dérivait enfin vers l'opposition. La dissolution de la chambre, en consommant la rupture du parti parlementaire avec les opinions plus ou moins éloignées de la constitution, devait le mettre en possession de cet avenir.

L'opposition avait moins à combattre le gouvernement qu'à l'attirer. Il fallait oublier beaucoup, s'occuper bien plus des garanties à prendre que des représailles à exercer, et compter pour quelque chose les faits accomplis. Le pouvoir n'est pas le seul coupable dans tout ce qui s'est passé depuis sept ans; et l'opposition n'existe pas seulement pour le contenir ou le redresser, car il est aussi dans ses devoirs de contribuer à l'éducation du pays. Parmi les causes de l'atonie des esprits, nous faisons figurer à sa place l'impuissance du gouvernement; nous savons qu'en s'efforçant de comprimer le libre essor de la pensée, il a livré la France à la domination des intérêts

matériels, qui devient facilement une tyrannie, lorsqu'elle demeure sans contrepoids moral. Mais, à dire vrai, si le gouvernement a pu aggraver le mal, il ne l'a pas créé; cette torpeur politique tient à des racines plus intimes et plus profondes dans notre état social.

L'opposition s'est donc trompée, lorsqu'elle a dressé et dirigé toutes ses batteries électorales contre le ministère. On pourrait renouveler vingt fois le cabinet, sans que la situation politique fît un seul pas; car c'est peu pour un peuple de secouer ses entraves, s'il ne sent en lui aucun principe de mouvement. Il y a plus; on modifierait la loi électorale, on bouleverserait la charte, on mettrait les masses en rut, que cela ne changerait rien à nos embarras actuels. Les questions de forme sont épuisées.

Nous le répétons, l'obstacle est en nous; il est dans tous les partis, et dans l'opposition comme dans le gouvernement. Le pays voudra et imposera sa volonté, quand il saura ce qu'il doit vouloir. Avant d'agir sur les esprits, de se répandre, et de disputer le pouvoir, chaque opinion a besoin d'un travail intérieur. L'influence de l'exemple est la seule possible aujourd'hui.

Avant donc de faire un appel à l'opinion publique, nous pensons que l'opposition avait à se transformer. Si les élections devaient lui servir à quelque chose, c'était principalement à rendre définitives les dissidences qui avaient éclaté dans son sein, à s'organiser, à se discipliner, à faire choix d'un chef, à élargir et à préciser ses théories. Ne voulant pas renverser, il fallait qu'elle se préparât à gouverner : il était temps que l'opposition prît ses distances, de manière à n'être séparée que par des nuances plus ou moins vives des opinions qui se renfermaient comme elle dans le cercle tracé par la constitution, mais en mettant un abîme entre elle et les partis qui ne reconnaissaient pas l'ordre légal. Le gouvernement se voyait acculé à une impasse par l'absence d'une opposition vraiment constitutionnelle, qui pût recueillir à son heure l'héritage de la majorité; il fallait l'en faire sortir.

En second lieu, disputer le terrain à la corruption dans les colléges électoraux, c'est s'en prendre à l'effet et négliger la cause du mal. Quoi qu'on dise, les consciences vénales forment par tout pays une faible minorité. Pour l'honneur de la nature humaine, il y a peu de citoyens, même dans le cercle électoral le plus étroit, qui soient assez éhontés pour trafiquer de leur suffrage. Les capitulations d'opinion ne sont si fréquentes que parce que l'indifférence politique est la commune opinion. Un arrondissement qui vote pour un candidat

porteur de promesses administratives, ne transige pas précisément avec le ministère; seulement, entre deux candidats qui le touchent aussi peu l'un que l'autre, il laisse pencher la balance du côté où l'incline son intérêt.

La plaie de notre époque et de notre pays, c'est encore moins la corruption des consciences que le silence de l'esprit public. Le gouvernement représentatif n'a pas une date assez ancienne chez nous, pour que la gangrène en attaque ainsi le tronc. Nous péchons beaucoup plus par défaut de lumière que par absence de vertu. Ce qu'il faut éviter, on le prêche par-dessus les toits; et ce qu'il faudrait faire, nul ne le sait ou du moins ne le dit. Peu de passions mauvaises, mais aussi point de sentimens généreux; la société reste sans impulsion comme sans direction.

L'opposition n'a d'abord entrevu qu'à demi ces nécessités de la situation, d'où naissaient pour elle des devoirs nouveaux. Sa première pensée fut de réunir encore une fois les deux fractions du parti parlementaire, la gauche modérée et les puritains de l'extrême gauche, dans une profession commune de dévouement à la monarchie. Elle voulait aborder les électeurs avec cette déclaration, qui eût réparé du moins la faute du *compte-rendu*, en excluant ouvertement le parti républicain. Le manifeste devait paraître sous les auspices de M. Laffitte et de M. Odilon Barrot. Il avait été rédigé, arrêté, et il n'y manquait plus qu'un certain nombre d'adhésions à recueillir. Le comité était entré en fonctions; il avait nommé son pouvoir exécutif, lequel venait aussi de se mettre à l'œuvre; M. Barrot était parti pour la Hollande, plein de confiance et de sécurité, lorsqu'un des auteurs de la coalition proposa d'y comprendre le parti républicain. Huit jours après, le comité de l'alliance était dissous.

Il n'entre pas dans notre plan de revenir sur les circonstances de cet avortement, qui nous semblent suffisamment connues du public. Mais qu'il nous soit permis de dire que nous l'avions prévu. Les alliances naturelles de M. Barrot sont dans le centre gauche, celles de M. Laffitte dans le parti radical. Celui-ci ne pouvait prendre place au comité sans en ouvrir l'entrée à la république, ni celui-là sans y appeler la nuance vive du tiers-parti. Il fallait étendre la coalition depuis M. Dupin jusqu'à M. Garnier-Pagès, ce qui était impossible et ridicule, ou, ce qui était inévitable, se séparer définitivement. Après deux mois de tâtonnemens et de débats intérieurs, grace à l'insistance de la presse et à la fermeté de M. Odilon Barrot, la séparation s'est accomplie.

N'y avait-il rien à faire après un acte qui ne changeait pas seulement la situation respective des partis, mais qui les plaçait dans une attitude toute nouvelle en face de l'opinion? M. Barrot et M. Laffitte, par respect pour d'anciens engagemens à peine rompus, ne songeaient pas encore à former d'autres liens, et se résignaient à porter dans l'inaction le deuil des premiers. Mais M. Mauguin, qui arrivait de la Grande-Bretagne, où il avait vu les whigs s'allier sans répugnance aux radicaux, ainsi qu'à la clientelle d'O'Connell, plein de foi d'ailleurs dans la puissance de la tactique, ne put supporter que l'opposition gardât le silence dans un moment aussi décisif. Il triompha des scrupules, rapprocha les distances, et finit par former un comité électoral où s'assirent à côté de lui M. Laffitte et M. Garnier-Pagès, triumvirat de chefs sans armée.

Le comité avait pris pour devise la réunion de toutes les nuances de l'opposition; mais admettre les organes du parti républicain, c'était exclure, par le fait, l'opinion qui se personnifie en M. Odilon Barrot. Que représente maintenant un comité dont M. Barrot et les amis de M. Barrot ne font point partie? Tout, peut-être, excepté l'opposition. L'opposition comptait cent cinquante voix dans la dernière chambre; donnez-en dix à M. Garnier-Pagès, vingt ou vingt-cinq à M. Laffitte; ajoutez-y M. Mauguin, qui ne représente que lui-même, et vous aurez les forces éventuelles de la coalition, une minorité dans la minorité.

Le prétendu comité de l'opposition n'est donc que le comité de l'extrême gauche, où M. Mauguin est allé fourvoyer sa brillante individualité. L'élément républicain y dominera, quoi qu'on fasse, non pas tant parce qu'il est conquérant de sa nature, que parce que l'alliance s'est opérée à son profit. Les hommes illustres et honorables qui se tenaient, depuis assez long-temps, à l'extrême limite de la monarchie et sur la pente de la république, ont enfin, qu'ils le sachent ou qu'ils ne le sachent pas, franchi leur Rubicon. Leur opinion, déjà suspendue entre le présent qu'ils détestaient et l'avenir qu'ils croyaient apercevoir, a tout-à-fait perdu terre; ils ont cessé d'exister à l'état de parti.

Les républicains, au contraire, ont fait preuve d'une extrême habileté. Rejetés violemment peut-être en dehors de l'ordre légal, ils viennent d'y rentrer par adoption, et d'y mettre garnison des leurs. Privés de chefs notables, et n'ayant plus la liberté d'exposer leurs opinions sans réticence ou sans déguisement, ils ont brigué et obtenu le patronage qu'ils pouvaient le plus souhaiter, celui des prin-

cipaux fondateurs de l'ordre politique qui est sorti de la révolution de juillet. Ils ont des noms à présent, et le temps leur donnera des doctrines, car ils passent de l'état de protestation à l'état de discussion; les républicains tendent à se transformer en radicaux.

Quant à l'opposition proprement dite, l'influence qu'exercera sur ses destinées la retraite des puritains, et leur alliance avec le parti radical, n'apparaît pas aussi clairement à tout le monde. Les conséquences éloignées ne peuvent manquer d'être favorables, mais l'effet immédiat sera désastreux.

Ce que l'opposition gagne à se séparer de l'extrême gauche, c'est d'abord cette homogénéité d'opinion qui constitue la force, et qui est l'existence même d'un parti. Quand une fraction parlementaire a plusieurs chefs, elle n'en a aucun; une opinion qui reconnaît plus d'un symbole, admet dans son sein la confusion des langues; une religion politique qui s'associe des hommes de doute devient un objet de dérision. Le parti qui pense que l'expérience de la monarchie n'est pas faite, prend donc une attitude plus nette en rompant avec le parti qui estime que cette expérience a déjà tourné irrévocablement à la condamnation de la monarchie. L'opposition cesse de paraître solidaire des répugnances qu'elle ne partage point.

Un résultat plus précieux, à notre avis, c'est que chacun recouvre son indépendance d'action. L'extrême gauche, par son immobilité même, n'empêchait pas seulement le progrès, elle arrêtait aussi le mouvement. Par cela même qu'elle se tenait dans l'observation, refusant d'agir, et blâmant ceux qui agissaient, elle imposait à tout le monde la même inertie. Dégagée de cette pression, la gauche pure sera libre de concourir, selon l'occasion, ou de refuser son concours au gouvernement. Elle ne restera pas éternellement dans la région des impossibilités et des antipathies; elle ne dira plus du pouvoir, comme le ci-devant jeune homme de son habit : « Si j'y entre, je n'en veux pas. »

Dans les partis, comme dans le corps humain, aucun déchirement ne s'opère sans douleur. La retraite de l'extrême gauche va laisser, pendant quelque temps, un grand vide dans les rangs de l'opposition; et la défaveur de l'alliance républicaine pourra bien rejaillir, par un reste de solidarité entre les deux fractions qui se séparent, jusque sur ceux-là même qui l'ont repoussée. L'apparition du comité a gravement compromis les candidatures de l'opposition; car les candidats de la minorité libérale ont été placés dans l'alternative, ou de renier son patronage et de se priver ainsi d'auxiliaires utiles, quoi-

que peu nombreux, ou de le subir, en courant le risque de s'aliéner à jamais les opinions tièdes, mais honnêtes, que le voisinage de la république effraie. On a donné un prétexte à la peur.

Le pouvoir avait usé contre l'opposition ses moyens d'attaque, et semblait disposé à une sorte de neutralité. On lui a fourni le thème le plus commode d'agression. Il n'y a qu'à reprendre tous les lieux communs qui ont traîné depuis six ans dans les journaux. On accusera, n'en doutez pas, les signataires du comité et leurs adhérens, de complicité avec l'émeute, ou tout au moins avec le *désordre moral*, dernière fantasmagorie qui a servi à faire voter les lois de septembre. On dira que MM. Laffitte, Arago et Dupont de l'Eure s'associent aux projets ou aux espérances des *éternels ennemis de la monarchie*; on le dira, et le caractère bien connu des honorables députés ne les défendra pas pour tout le monde d'une imputation que leur présence dans le comité semble justifier.

Les auteurs de cette coalition ont réservé, il est vrai, ou ont cru réserver pour chacun d'eux, en y entrant, l'intégrité et la liberté de ses opinions. L'alliance n'avait, dans leur pensée, qu'un seul objet, les opérations électorales; et, les élections faites, les auxiliaires que l'on appelait devaient être licenciés. Mais autre est la volonté des personnes, autre la force des choses. L'alliance, on le prévoit sans peine, survivra aux circonstances qui l'ont amenée; un choix libre, quoique peu réfléchi, a formé ces liens, la nécessité les rivera.

Les apologistes du comité ont mauvaise grace à objecter qu'une association de votes dans la lutte électorale n'est pas une fusion d'opinions; car, de tous les actes de la vie politique, l'élection est celui qui engage le plus l'opinion du mandataire et celle des commettans. Un député radical qui brigue les suffrages de l'opposition constitutionnelle, contracte, en dépit de lui-même, l'obligation de respecter l'ordre établi. Un député de l'opposition nommé par le concours des radicaux, et qui accepte ce concours, devient leur organe à quelque degré. Le tempérament le plus solide ne résiste pas aux influences d'un milieu délétère; et si l'on veut conserver sa raison, il ne faut pas aller s'enfermer dans une maison de fous.

En fait, il n'y a pas d'exemple d'une coalition formée en vue des élections, qui n'ait prolongé son existence au-delà; commencée dans les colléges, elle se continue naturellement dans la chambre, et passe des causes aux résultats. En 1827, les mêmes opinions dont l'alliance avait renversé M. de Villèle, restèrent unies sous le ministère Martignac et signèrent de leurs votes l'adresse des 221; en deux ans,

elles avaient franchi ensemble l'intervalle qui sépare un changement de ministère d'un changement de dynastie. La coalition de 1837 n'a certainement pas la même portée; mais il sera difficile à ceux qui l'ont provoquée de la rompre quand ils le voudront, car ce serait s'isoler, et courir au suicide pour éviter la contagion.

Dans le mouvement des partis politiques, nous ne connaissons d'alliances fortes et honorables que celles que l'on peut avouer hautement. Du moment où le comité s'est cru obligé de dissimuler ou d'atténuer ce qu'il avait fait, lorsque M. Laffitte et M. Mauguin, en s'asseyant à côté de M. Garnier-Pagès, ont senti la nécessité de décliner toute solidarité de doctrines avec leur nouvel allié, dès ce jour la position n'a plus été tenable pour aucun d'eux. Ils se sont condamnés à des explications et à des apologies sans fin, oubliant qu'une situation est déjà fausse quand il faut l'expliquer au public, qui ne la comprend pas.

Voyez en effet la contradiction : l'on prétend que la coalition représentée par le comité n'est pas une alliance de principes, que les hommes qu'elle réunit, faisant abstraction de leurs opinions politiques, n'ont d'autre but que d'obtenir des députés indépendans, et de sauver la pureté des élections. Cela étant, nous ne concevons pas que l'on ait décliné l'alliance des légitimistes en se résignant à celle des républicains. Pourquoi exclure M. Berryer, si l'on admet M. Garnier-Pagès? L'un et l'autre ne sont-ils pas à une égale distance de l'établissement du 7 août? Et quand on professe l'indifférence des opinions, est-il permis de faire acception des personnes et des partis?

Nous remarquons, à l'honneur des puritains, qu'ils n'ont pas été conséquens avec eux-mêmes. La raison l'a emporté sur la logique. C'était assez d'une monstruosité telle que l'alliance d'un parti publiquement hostile au principe du gouvernement; ils n'ont pas voulu en commettre une plus grande, en pactisant avec des hommes qui ont besoin de l'étranger. Graces leur soient rendues de ce que leur haine pour le pouvoir actuel ne va pas jusqu'à les réconcilier avec les ennemis d'une révolution qui est leur plus beau titre à la reconnaissance du pays.

Le comité s'autorise des exemples de 1827, pour affirmer que les partis les plus opposés de principes et d'intentions peuvent faire alliance ensemble pour changer une majorité qui leur paraît corrompue. Il se plaint de ce que l'on blâme aujourd'hui ce que l'on approuvait alors, et pense établir entre les époques et les circonstances une parfaite parité. Il est vrai que la société *Aide-toi, le Ciel t'aidera*,

qui dirigeait le mouvement électoral des dernières années de la restauration, renfermait aussi des hommes dont les vues allaient au-delà d'un changement de ministère, et qui voulaient renverser la monarchie. Mais ces hommes étaient en minorité dans le comité principal; leurs opinions, trop excentriques ou trop avancées, n'avaient pas d'ailleurs le moindre écho dans les colléges électoraux. En dépit des tentatives avortées et oubliées du carbonarisme, ces convictions n'étaient pas sorties du vague de la théorie, et ne méritaient pas le nom de parti. M. Guizot pouvait donc, sans trop compromettre le succès de l'opinion libérale, siéger auprès de M. Garnier-Pagès, et M. Agier auprès de M. Cavaignac.

Les positions respectives sont bien changées. Quand les républicains se montreraient aujourd'hui tout-à-fait résignés à n'employer désormais, contre leurs adversaires, que les seules armes de la discussion, dépendrait-il de nous d'oublier que c'est le même parti qui leva, dans les rues de Paris, en 1832, le drapeau de l'insurrection, et qui troubla de nouveau, en 1834, le repos de nos deux plus grandes cités? En 1827, on n'avait en face de soi que des théoriciens; en 1837, ce sont des hommes d'action, qui portent partout avec eux l'épouvantail d'un passé encore saignant.

Après tout, la question n'est pas de savoir si, dans la coalition de 1827, il se rencontrait des principes hostiles à la royauté, ni si M. Guizot était entouré de républicains dans la société *Aide-toi*, comme M. Laffitte dans le comité de 1837; mais bien si le point commun de l'alliance, le symbole proposé aux électeurs, le mot de ralliement jeté à l'opinion publique, était alors, ce qu'il n'est pas aujourd'hui : « la Charte et la monarchie. »

Voilà ce qui nous paraît incontestable, voilà ce que l'on ne saurait nier, sans détruire l'histoire elle-même, en présence des témoignages encore vivans, et au lendemain d'une révolution qui n'a pas eu besoin de joncher le sol de ruines pour s'établir.

Oui, la Charte était alors le vœu de la France, la Charte qui contenait la monarchie. L'opposition criait : « vive la Charte! » parce que la Charte était menacée par le pouvoir; elle s'attachait à l'ordre légal, pour mieux lutter contre l'arbitraire; c'était la force d'un côté, et de l'autre le droit. L'opposition libérale, on ne le sait que trop, combattit pendant quinze ans avec des armes et des fortunes diverses. Tant qu'elle conspira ou qu'elle encouragea les conspirations, le pays ne reconnut pas sa voix; elle fut réduite à végéter dans les clubs et à disputer péniblement quelques têtes à l'acharnement du

parquet. Son rôle ne s'éleva et ne s'agrandit que du moment où lui vint l'heureuse inspiration de placer ses griefs et ses tendances sous la protection des lois. Ce fut alors que la tribune lança des foudres, que la presse politique devint une puissance, et que l'opposition supplanta véritablement le ministère dans le gouvernement des esprits.

La Charte était le cri de l'opposition parlementaire dans ces mémorables séances où Foy et Benjamin Constant fondaient les principes de notre droit public. La Charte était le cri que le peuple opposait aux charges de cavalerie et au coup de collier de la rue Saint-Denis. La Charte était le cri de la jeunesse, et comme le pôle de la philosophie que lui enseignaient les plus éloquens, sinon les plus fervens novateurs. L'opposition se ralliait à la Charte, autant par nécessité que par choix; l'opposition était et devait être un parti légal, parce que l'on crie : « vive les lois, » jusqu'au milieu de la révolution qui vient les changer.

Au reste, ce qui prouve que la France voulait la monarchie en 1827, c'est qu'elle a été maintenue en 1830 sans opposition, et, à peu de chose près, du consentement de ceux-là même que cette forme de gouvernement satisfaisait le moins.

On l'a dit avec raison, le point sur lequel les diverses nuances de l'opposition s'accordèrent en 1827, le principe qu'elles firent passer avant toute vue de parti, c'est précisément celui que la coalition de 1837 vient de réserver et de mettre en dehors, à savoir : la charte et la monarchie. Mais qu'est-ce donc qu'élire des députés? N'est-ce pas faire un acte légal et constitutionnel? Et pour exercer un droit de ce genre, est-il possible, est-il permis de faire abstraction de la constitution?

En Angleterre, les whigs, qui sont le parti ministériel, ne craignent pas de s'allier aux radicaux, parti de mille nuances, et qui confine à la république par ses extrémités. Mais cette alliance se conclut, de part et d'autre, sur le terrain de la constitution. Les radicaux prêtent serment, portent la santé de la reine, parlent de réformer et non de renverser. Ainsi la coalition est politique à la fois et morale; entre les alliés il ne peut être question que de la mesure dans laquelle les réformes seront circonscrites; les uns veulent le plus, et les autres le moins; mais aucun ne demande à changer ce qui est, et ne consentirait peut-être à marcher au progrès par une révolution.

Soyons de bonne foi : la question se pose-t-elle ici dans les mêmes termes? Le parti républicain, qui se transformera, nous le croyons, par la force des choses, en parti purement radical, avait-il déjà opéré

cette transformation lorsqu'il est entré dans le comité? N'a-t-il pas stipulé, au contraire, très expressément, la réserve de ses espérances et de ses opinions dans leur intégrité? Or, s'associer à une pareille opinion, même pour un jour, même pour un seul acte de la vie politique, c'est conspirer malgré soi, conspirer de cette conjuration morale qui ne tombe pas sous l'action des lois, mais qui engage la conscience et l'avenir d'un parti.

Quelle peut être en effet la base d'une alliance électorale qui débute par ne tenir aucun compte des institutions, et dont les membres se croient libres de comprendre la charte dans leur traité ou de l'excepter? Vous vous accordez sur tout le reste; mais le reste, qu'est-ce? demandent justement les doctrinaires. Et le comité ne répond pas à cette foudroyante interpellation!

Nous sommes fort éloigné de prétendre que la charte de 1830 soit, comme on le disait, en 1828, de la charte de 1814, le dernier mot du système représentatif; mais, telle que nous l'avons, elle résout, pour le moment, toutes les questions de forme que l'on puisse agiter dans le jeu régulier des pouvoirs. Et si le bon accord du comité portait sur quelqu'une de ces difficultés sans porter en même temps sur la charte, il faudrait en conclure que la coalition ne se contente pas de réserver la constitution, mais la proscrit.

A défaut d'un programme politique, est-il dans les desseins du comité de se faire le promoteur de quelque réforme qui touche au fonds même de la société? Les coalisés adopteraient-ils, par exemple, la définition donnée par Robespierre et Saint-Just du droit de propriété? Ont-ils quelque constitution nouvelle du travail à nous proposer? Ont-ils inventé un expédient qui mette fin aux misères et aux douleurs du paupérisme? Que feront-ils du crédit et que feront-ils pour l'industrie? Si le but de l'alliance est plutôt social que politique, pourquoi ne pas conserver la forme d'une école philosophique, et d'où vient que l'on affecte la valeur ainsi que l'influence d'un parti?

Ni ceci, ni cela; la coalition est tout et n'est rien. Elle n'a point d'objet avoué ni de principes reconnus; elle embrasse tous les changemens possibles ou impossibles, sans en avoir précisément un seul en vue. Mais du fond de ce chaos paraissent sourdre des tendances mystérieuses et encore mal arrêtées, qui finiront par se dessiner. La république y est en germe; ce n'est pas la monarchie qui s'y développera.

On a beaucoup dit que, dans toute alliance d'opinions, le parti le plus avancé doit dominer et donner son nom. Cela n'est pas tou-

jours vrai. Quand le parti modéré a pour lui l'avantage du talent ou même celui du nombre et de la popularité, les opinions extrêmes se réduisent d'elles-mêmes au second rang. Mais ici la supériorité appartient, sous tous les rapports, à la fraction républicaine de la coalition. Les membres de la gauche parlementaire qui émigrent vers cette région brûlante, n'y apportent que leur influence personnelle, et l'unique orateur de cette petite église se trouve être l'homme qui met le plus d'habileté à perdre les causes qu'il défend. Le chef de la fraction radicale, au contraire, M. Garnier-Pagès, unit aux qualités de l'orateur celles de l'homme d'affaires et de l'homme d'action. Sa position est la plus belle et la plus éminente, car la plupart de ses alliés, tout en déclarant qu'ils ne croient pas à la possibilité d'un gouvernement républicain en France, s'avouent républicains d'avenir. De plus, le parti qu'il représente manœuvre avec un certain ensemble, et s'est formé à la discipline dans le malheur. Aussi M. Garnier-Pagès et les radicaux disposent-ils à peu près souverainement du comité; on leur abandonne le soin de diriger les correspondances, et il est facile de reconnaître, dans les candidatures recommandées publiquement, la prépondérance qu'ils ont bientôt su conquérir.

Nous avons exposé, avec une entière sincérité, les conséquences, tant prochaines qu'éloignées, de la scission, depuis long-temps prévue, qui vient enfin d'éclater parmi les membres de l'opposition. Tous les hommes qui veulent conserver à l'opposition parlementaire son caractère légal, députés ou écrivains, ont dû s'abstenir de prendre part aux travaux d'un comité qui recevait dans son sein les organes du parti républicain. Nous tenons à honneur d'avoir été du nombre des protestans (1). Mais nous allons peut-être plus loin qu'aucun d'eux dans notre opposition à tout traité de paix avec les radicaux. Dans notre pensée, l'avenir de la société française ne leur appartient pas plus que la direction du temps présent. Les idées qu'ils reproduisent ont été mises à l'épreuve dans d'autres circonstances, elles ont eu leur à-propos et leur utilité; mais c'est désormais un passé qu'il faut reléguer, comme tous les autres, dans le domaine de l'histoire, et non destiner à l'application.

Une idée neuve peut-être, mais non pas féconde, avait été lancée,

(1) M. Léon Faucher s'est retiré du comité lorsque l'alliance entre l'extrême gauche et la fraction républicaine est devenue irrévocable. Il a partagé cette détermination avec M. Chambolle, rédacteur du *Siècle*, et M. Ferdinand Barrot. M. Odilon Barrot, qui n'était pas à Paris, avait déclaré catégoriquement, quelques jours auparavant, dans le sein du comité, qu'il ne pouvait pas faire partie d'une réunion où siégeraient aussi M. Garnier-Pagès et ses amis. (*N. d. D.*)

en 1831, comme un ballon d'essai, des rangs du parti républicain. Pendant que l'école de M. Guizot allait chercher en Angleterre les exemples et les principes du système représentatif, l'imagination d'un grand écrivain, qui se trouvait à l'étroit dans la monarchie, avait passé les mers pour observer, dans l'histoire des États-Unis, comment s'établit et comment se conserve la liberté. M. Carrel ne proposait pas toutefois l'imitation pure et simple du régime américain; il voulait, au contraire, dégager le principe de la présidence élective du système fédératif, qui est la forme dont les États-Unis l'ont revêtu. Tout comme il défendait la mémoire des girondins d'avoir jamais songé à rompre le lien de la nationalité française, ainsi, pour accommoder la république américaine à nos conditions de territoire et de civilisation, il prétendait substituer, dans l'expérience qu'il suggérait, l'unité de la nation à une fédération d'états.

Les formes de gouvernement varient comme les époques et comme le caractère des peuples. On ne les importe pas de l'étranger avec la même facilité qu'une machine ou qu'un procédé à l'usage de l'industrie. L'imitation, en pareil cas, n'est que la compression du génie national. Veut-on atténuer et modifier le type que l'on choisit? cet éclectisme n'est bon qu'à l'énerver ou qu'à le défigurer. Malgré le secours d'un admirable talent et d'une énergique volonté, Carrel n'a jamais popularisé que sa personne. L'idée au service de laquelle il avait dévoué son existence n'a jamais été comprise; elle est restée étrangère à toutes les secousses politiques, elle a fait peu de prosélytes, et elle a péri avec lui. Le journal qui la représentait appartient maintenant, dans le même parti, à un autre système d'opinions.

En dehors de cette pensée brillante, mais éphémère, le mouvement républicain n'a pas produit un seul aperçu nouveau : il procède encore directement de 91 et de 93; il a les instincts nationaux du parti montagnard, quelque chose de son activité, de son énergie et de son dévouement; mais c'est aussi le même ordre d'idées. Les hommes sont jeunes, les principes sont anciens. En politique comme en économie sociale, nos radicaux ne connaissent que la dictature pour trancher les difficultés. C'est à un peuple homme fait qu'ils prétendent appliquer un expédient qui n'a jamais convenu qu'à l'enfance des sociétés.

On attribue à M. Royer-Collard un mot qui nous paraît d'un sens profond : « La république, aurait-il dit, a contre elle les républicains d'autrefois et les républicains d'aujourd'hui. » Ou nous nous trompons fort, ou les républicains d'aujourd'hui et les républicains

d'autrefois sont politiquement les mêmes personnes; il n'y a de différence entre eux que celle des mœurs, qui portent nécessairement l'empreinte du temps où l'on vit.

Nous avons, quant à nous, la certitude de ne rencontrer les républicains pas plus dans l'avenir que dans le présent. Voilà pourquoi il nous paraît que l'opposition ne fait pas assez en s'abstenant de coopérer, avec le parti républicain, à l'œuvre d'un comité électoral, et qu'elle devrait encore refuser son suffrage, dans les colléges, à tout candidat, légitimiste, républicain ou doctrinaire, qui n'acceptera pas, sans arrière-pensée, les institutions du pays. On ne peut pas voter pour la monarchie, et contribuer en même temps à la nomination d'un député qui voterait, au besoin, contre la monarchie. Si la séparation n'est pas complète, si elle ne s'opère pas d'une extrémité à l'autre de l'échelle représentative, elle n'a pas de sens ni de résultat.

Il est inutile de rechercher si M. Odilon Barrot a été exclu du comité central, ou si, comme on affecte de l'affirmer, l'honorable député s'est exclu lui-même. M. Barrot, en déclarant qu'il ne pouvait pas faire partie d'une réunion où siégeraient aussi les amis de M. Garnier-Pagès, ne se dissimulait plus que l'extrême gauche, après avoir long-temps hésité entre l'opposition constitutionnelle et l'opposition radicale, en était venue à préférer l'alliance de ce dernier parti; et les fondateurs du comité, en y introduisant M. Garnier-Pagès, n'ignoraient pas qu'ils allaient prononcer l'exclusion de M. Odilon Barrot et de ses amis. Tout s'est fait, des deux parts, en parfaite connaissance de cause. L'extrême gauche a dû s'attendre à porter la responsabilité de l'alliance républicaine qu'elle a provoquée, appuyée, et scellée de son consentement; quant à la responsabilité de la scission qui émancipe définitivement la minorité parlementaire, c'est un titre de gloire, c'est un précédent moral dans les mœurs représentatives, que M. Odilon Barrot n'aura pas la faiblesse de répudier.

Quelle que fût, dans la pensée de ses promoteurs, la portée de la coalition, les circonstances en ont fait un évènement important. Il n'est plus possible de réduire à l'insignifiance d'une transaction passagère, une combinaison qui a eu pour premier résultat de couper en deux l'opposition, et qui va modifier par contre-coup la situation de tous les partis. Rien de plus grave ne s'était passé, en France, depuis l'apparition du *compte-rendu*.

On a charitablement insinué (il est vrai que l'insinuation part d'un rival) que M. Barrot, séparé de l'extrême gauche, n'avait plus qu'à

se rapprocher du parti ministériel. Le rapprochement ne serait ni possible, ni convenable; et nous aimons à croire que M. Mauguin, dans la position de M. Odilon Barrot, traiterait avec le même dédain un semblable avertissement. Ce qui est vrai, c'est que l'opposition, n'étant plus retenue par les mêmes embarras et ne rencontrant plus les mêmes obstacles, son attitude doit infailliblement changer; nous dirons en quoi.

Les élections prochaines ne s'annoncent pas comme devant opérer un déplacement notable dans les opinions. Les partis extrêmes y perdront; quelques hommes nouveaux seront amenés sur la scène, et les députés réélus reviendront, nous ne dirons pas plus concilians, mais avec des dispositions plus franches à l'impartialité : cela suffit pour substituer, dans le travail parlementaire, les affaires aux passions. La session qui va s'ouvrir, si nous voyons juste, n'aboutira politiquement qu'à l'exclusion définitive de M. Guizot. Le centre droit cessera d'être le pivot de la majorité.

Nous ne croyons pas que M. Thiers songe à renverser le ministère; et M. Guizot ne le pourra pas. Le cabinet se présente aux chambres, protégé par l'éclat d'un succès militaire, genre de séduction auquel l'opinion publique résiste difficilement. Il trouvera les députés indécis, sans alliances formées, sans engagement pris, et au milieu de ces tâtonnemens qui ne produisent d'abord que des majorités d'occasion. Tout faible qu'on croie le ministère, il est probable qu'il traversera la session. M. Molé a donné l'amnistie, et a fait prononcer la dissolution de la chambre; il a servi de transition entre la domination du centre droit et celle du centre gauche; il a favorisé avec habileté la décomposition et le renouvellement des opinions; mais là peut-être finira sa mission. C'est un assez beau rôle que celui de fermer et de combler le passé.

Le centre gauche deviendra probablement la base de la majorité, car le centre gauche, c'est le pays avec ses instincts révolutionnaires et ses incertitudes politiques : une tendance plutôt qu'un parti. Les chefs de cette fraction de la chambre ont des antécédens administratifs et une notabilité parlementaire qui les rendent propres à gouverner; ils sont hommes d'application plutôt que de théorie, et comptent dans leur bagage plus de règles de détail que de principes généraux. Comme les whigs en Angleterre, ils forment véritablement la transition entre deux régimes, et représentent, à tous les titres, l'empire de la bourgeoisie.

Il est et il doit être dans la politique de l'opposition de favoriser

l'avénement du centre gauche aux affaires. Mais cette alliance ne saurait avoir ni l'intimité ni les conséquences d'une étroite association; c'est la neutralité, et, dans certains cas, l'opposition bienveillante d'un héritier présomptif. M. Odilon Barrot ne peut pas partager le pouvoir avec M. Thiers, et l'opposition ne trouve pas sa place dans un ministère de coalition. D'autres feront les frais des combinaisons intermédiaires qui amèneront le gouvernement dans ses voies.

En formant une opposition légale et pratique, qui se place, à son rang, sur les degrés du pouvoir, nous entrons dans une situation excellente, dans une situation meilleure, à beaucoup d'égards, que celle où se trouve l'Angleterre, depuis 1832. En Angleterre, la réforme n'a fait éclore aucun parti, et n'a pas sensiblement renouvelé le terrain où étaient campés les vieux partis. Ils sont toujours partagés en trois grandes divisions; le peuple ne connaît pas d'autres noms de guerre que ceux de *tories*, de *whigs*, et de *radicaux*. Il y a bien quelque chose entre les whigs et les tories depuis la défection de lord Stanley, quoique ce parti intermédiaire ait disparu presque entièrement dans les dernières élections; mais il n'y a rien entre les whigs et les radicaux, aucune halte possible dans le progrès, en sorte que si, quelque anneau de la coalition libérale venant à se rompre, le ministère Melbourne perdait la majorité, on n'aurait plus ni majorité, ni parti, ni ministres préparés à gouverner.

Notre bonne étoile veut que nous n'en soyons plus réduits à la même indigence. Après M. Molé, M. Thiers est possible; après M. Thiers viennent les nuances plus vives du centre gauche et les hommes tels que MM. Dupin, Dufaure et Vivien; après ceux-ci, M. Odilon Barrot et l'opposition; après l'opposition, les radicaux, qui ne tarderont pas à détacher quelque avant-garde pour combler la distance entre eux et M. Barrot. Ainsi les partis s'échelonnent, et avec les partis les phases de la monarchie. Ce sont autant de gages donnés à l'esprit de réforme, autant d'engagemens pris contre l'esprit de révolution. Dès ce moment, la marche du gouvernement constitutionnel est assurée.

On interpréterait mal notre pensée, si l'on croyait que ce que nous conseillons à l'opposition légale, c'est tout simplement d'avoir un peu plus d'ambition. Il ne faut pas tendre au pouvoir, si l'on veut l'occuper honorablement et sûrement. Mais le but sérieux et digne que doit se proposer un parti national, c'est de résoudre, d'une manière certaine, les difficultés devant lesquelles hésite l'opinion publique, et

qui en suspendent l'action. Toute opposition vraiment constitutionnelle doit avoir en soi le noyau d'un gouvernement.

La gauche parlementaire a vécu jusqu'ici un peu trop de son passé. Elle a cru qu'il suffisait de rester fidèle aux principes de 89, et de commenter les préceptes de droit constitutionnel qui jaillirent, sous la restauration, des besoins de la lutte, pour voir les idées se développer dans cette direction. Elle a laissé faire et n'a pas fait faire. Les nécessités de la pratique l'ont presque toujours prise au dépourvu; et quand les évènemens ont soulevé des questions que ne comprenait pas son dictionnaire, elle en a mal à propos abandonné la discussion aux derniers venus. C'est ainsi que les saint-simoniens et les républicains l'ont impunément supplantée dans l'attention publique pendant quelques années. Elle a renoncé beaucoup trop tôt à l'étude pour l'action. De là vient qu'elle a des orateurs et n'a pas de penseurs, et que, comptant plusieurs têtes, elle n'a jamais obéi à un chef.

Ce qu'il faut soigneusement conserver de la gauche parlementaire, c'est sa position et la direction de ses opinions; ce qu'il faut étendre, c'est le cadre même des idées qui bornaient son horizon; ce qu'il faut renouveler, c'est le personnel du parti, par une infusion de sang jeune et chaud. Plus qu'aucune autre opinion, l'opposition a besoin d'hommes nouveaux, parce que sa nature n'est pas d'attendre l'impulsion, mais de la donner. M. Odilon Barrot est un admirable chef de file pour payer de sa personne et pour tenir d'une main ferme le drapeau d'un parti; mais il est à peu près seul, et manque de lieutenans qui le secondent ou l'excitent dans l'occasion. D'autres élaboreront les doctrines qu'il a toute l'autorité nécessaire pour promulguer, quand elles seront parvenues à leur point de maturité.

Nous avons à fonder la monarchie démocratique, en réconciliant le nombre avec l'intelligence, et en rétablissant l'harmonie entre les intérêts matériels et les intérêts moraux. C'est une œuvre sans précédens, où chaque pas est comme l'inconnue d'un problème à dégager. L'histoire ne nous a montré jusqu'ici la liberté dans les monarchies que comme la résultante de deux forces qui se faisaient équilibre, l'aristocratie et la royauté. Nous ne sommes pas accoutumés à concevoir la grandeur en dehors de l'arbitraire, ni la fixité dans un pouvoir sans tradition. La tâche de l'opposition consiste donc à travailler l'opinion et à se travailler elle-même. Grande et glorieuse mission, s'il lui est réservé de la mener à fin.

LÉON FAUCHER.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

31 octobre 1837.

Après quelques jours d'incertitude et de pénible attente, on a enfin reçu, le 23, à Paris, une dépêche télégraphique du général Valée, qui annonçait la prise de Constantine. Mais cette signature seule annonçait en même temps une grande perte. Le gouverneur-général des possessions françaises en Afrique, commandant en chef de l'expédition, M. le général Damrémont, avait trouvé, le 12, une mort glorieuse sous les murs de Constantine, la veille même du triomphe de nos armes. M. Valée, le plus ancien des lieutenans-généraux présens, avait pris aussitôt le commandement du siége, et il a recueilli la plus belle part d'un succès que ses dispositions savantes, sa fermeté, sa vieille expérience, avaient tant contribué à préparer. M. Valée avait fait, en se rendant à Constantine, un sacrifice qui coûte toujours beaucoup au cœur d'un vieux général; il s'était résigné à servir sous les ordres d'un officier moins ancien que lui, et ce sacrifice, il l'avait fait sur les pressantes instances du roi et de M. le président du conseil, pour assurer, autant qu'il était en lui, un résultat dont l'honneur des armes françaises en Afrique et l'avenir de notre domination en ce pays dépendaient également. Les évènemens ont pris à tâche de justifier les prévisions qui avaient porté M. Molé à réunir pour l'expédition de Constantine un ensemble de moyens extraordinaires. Il a été heureux qu'après la mort du général Damrémont, la confiance du soldat fût soutenue par la présence d'un chef aussi digne d'en inspirer que M. Valée, et aujourd'hui sans doute il se félicite lui-même d'avoir rafraîchi en Afrique ses vieux lauriers.

Préoccupé des pertes cruelles faites par l'armée dans cette glorieuse expédition et des embarras qu'une pareille conquête entraîne après elle, le général en chef s'était borné, dans son rapport officiel, à constater les résultats acquis et les premières mesures d'urgence adoptées pour se maintenir en possession de la place. Mais avant que le temps lui eût permis de signaler, dans un rapport plus circonstancié, la belle conduite de M. le duc de Nemours, les applaudissemens de l'armée entière ont retenti jusqu'en France. Toutes les correspondances de l'armée, accueillies sans défiance par les journaux

de toutes les opinions, se sont changées en un concert unanime et spontané d'éloges non suspects, pour caractériser la part que le second fils du roi avait prise au plus beau fait d'armes accompli depuis la révolution de juillet; et si le récit du siége de Constantine rentrait dans le cadre de cette chronique, nous n'aurions qu'à enregistrer ces honorables témoignages rendus par la voix publique à M. le duc de Nemours. On s'en est plaint, nous le savons; car de quoi ne se plaint-on pas? Et pourtant ces éloges ne sont-ils pas aussi flatteurs pour le jeune prince que la pompe du panégyrique officiel, toujours accusé de flatterie, quoi qu'on en dise? Pour nous, si nous regrettons des lacunes dans le rapport du général Valée, ce n'est pas celle-là, comblée, en même temps qu'aperçue, par des mains qui ne s'en doutaient guère : c'est, nous devons le dire, la liste des morts, et surtout des officiers, dont les familles restent en proie à la plus affreuse anxiété.

Nous avons vu avec peine que des esprits bien peu français aient cherché à rabaisser la gloire et à diminuer l'importance de ce beau succès. La prise de Constantine est en elle-même un évènement des plus heureux et des plus graves pour notre pays, à ne considérer que la sphère immédiate des intérêts qui s'y rattachent. Mais pour le bien juger, il faut l'envisager d'un point de vue plus élevé. Il faut se rappeler ces mémorables paroles du rapport froid et sans passion de M. le général Valée : « C'est une des actions de guerre les plus remarquables dont j'aie été témoin dans ma longue carrière; » il faut se dire que cette armée, qui a déployé le jour de l'assaut une si brillante valeur, avait opposé à des souffrances inouies une patience, une résignation et un sentiment du devoir, qui méritent peut-être encore plus d'admiration. Et puis, il faut voir une grande partie de l'Europe, alliée ou non, représentée à ce siége par des officiers de mérite qui en auront apprécié les difficultés et suivi d'un œil doublement curieux les moindres incidens. Oui, nous en avons la certitude, plus d un se sera dit et aura écrit confidentiellement que ce sont encore les Français qui tirent le mieux le canon et poussent le plus loin la baïonnette.

Il n'y a ici, de notre part, ni jactance, ni vaine menace. Nous apprécions la prise de Constantine sous le rapport politique, nous en établissons l'effet réel sur l'opinion publique de l'Europe, et nous nous en félicitons pour notre pays, pour notre gouvernement, pour la révolution de juillet.

Mais que va-t-on faire de Constantine? A cette question posée aussitôt de toutes parts, le ministère a laissé répondre que la France garderait Constantine. Le ministère a bien fait; c'est une résolution digne de l'homme d'état qui a voulu l'expédition, qui en a compris toute l'importance pour l'avenir du cabinet qu'il dirige avec autant d'habileté que de bonheur, qui l'a voulu heureuse et n'a rien négligé pour que l'entreprise fût couronnée de succès. Il ne faut pas qu'après la satisfaction obtenue pour l'honneur national, on en vienne à se demander quel a été le fruit de la mort de tant de braves; il faut au contraire que ce fruit reste et se développe dans la conservation de notre conquête. A tout évènement, le ministère est en excellente position vis-à-vis

du pays et des chambres, s'il garde Constantine. Depuis ce succès, il se sent plus fort, plus respecté, plus compté que jamais; il est habile, on s'habitue aussi à le croire heureux. Pourquoi irait-il de gaieté de cœur renoncer à ses avantages? Pourquoi se présenterait-il à la nouvelle chambre les mains vides, quand il peut mettre à ses pieds les clés d'une grande ville, capitale de l'Afrique romaine, glorieusement conquise?

Nous n'avons jamais, pour notre compte, hésité sur la question d'Alger: mais supposons que d'autres puissent hésiter, que la nouvelle chambre arrive incertaine, irrésolue, effrayée des sacrifices qui seraient exigés par une occupation plus large, plus aventureuse, si l'on veut. Eh bien! nous dirions encore au ministère qu'il est d'une bonne politique de s'affermir et de s'enraciner à Constantine. On a besoin de quelque temps pour juger l'effet moral produit sur une population fataliste par une catastrophe que certainement elle ne redoutait pas, et qui doit être bien grave à ses yeux, puisqu'elle a fait des efforts si désespérés pour la prévenir. Nous ne parlons ici que des Kabaïles et des Turcs: quant aux Arabes, les mêmes idées de fatalisme agiront infailliblement sur eux, et nous aurons de plus à compter sur une réaction en notre faveur contre un joug détesté. Ce sont là, du moins, autant qu'il est aujourd'hui possible de l'entrevoir, les principales données de la position.

Le ministère n'a probablement pas encore tous les élémens d'une solution définitive, en ce qui le concerne. Qu'il attende donc et laisse la question entière. Il a tout avantage à prendre ce parti; car, si les choses tournent bien, si les Arabes se soumettent ou n'osent remuer de quelques mois, si Constantine est approvisionnée régulièrement des alentours, ou même seulement ravitaillée sans peine, du camp de Guelma; en un mot, si la conservation provisoire ne coûte pas trop en hommes et en argent, le ministère pourra, sans manquer à la prudence, user de son initiative pour demander aux chambres les moyens réguliers d'une occupation permanente. Si, au contraire, les renseignemens recueillis, l'expérience d'un séjour difficile, l'attitude hostile des Arabes, autorisent à conclure qu'il faudrait jouer trop gros jeu sur cette carte, le ministère exposera loyalement la situation des choses, et prendra conseil des chambres avant d'engager sa responsabilité. Nous croyons, en général, qu'un gouvernement doit donner l'impulsion au lieu de la recevoir, et qu'une attitude passive ne convient ni à son honneur ,ni aux intérêts du pays. Il serait fâcheux, sans doute, qu'à chaque question un peu grave, il vînt humblement demander conseil, même à la représentation nationale, et ne prît rien sur lui sans autorisation. Mais il y a des questions tellement importantes, si étendues, si controversées, qu'un ministère sage fera bien de ne pas résoudre seul, quand rien ne le presse, quand l'honneur est sauf, et quand il s'agit d'un système qui engage un long avenir. Or, la question d'Alger est incontestablement de cette nature, et la prise de Constantine en provoque de nouveau la discussion et l'examen. D'un côté, on ne peut la soustraire au contrôle des chambres, et de l'autre, ce contrôle

s'est jusqu'à présent exercé dans un sens de restriction, de parcimonie, de réserve, qui impose une grande prudence à tout ministère chargé de concilier dans la pratique les vues d'une politique élevée avec les timidités constitutionnelles du budget. Mais le ministère de M. Molé ne dépasserait pas ces limites, en gardant Constantine, comme tout indique qu'il le pourra faire, sans de trop fortes dépenses.

Nous aimons à reconnaître que les organes de l'opinion libérale en Angleterre n'ont manifesté ni chagrin, ni ombrage, à l'occasion du triomphe de nos armes. Les journaux tories seuls ont essayé, mais en vain, de raviver des jalousies éteintes et d'exciter des inquiétudes mal fondées, que nous croyons le gouvernement anglais fort éloigné de partager. C'est une justice que nous rendons volontiers au ministère whig, et nous sommes persuadés que la nation anglaise devient de jour en jour moins accessible à de pareils sentimens. Mais plus notre alliance avec l'Angleterre, cette alliance qui est le gage de la paix du monde, se consolidera dans l'avenir, plus aussi nous pourrons sans témérité engager les forces et les moyens de la France en Afrique. Ni les Turcs, ni les Russes, ne nous auraient expulsés de l'Égypte au commencement de ce siècle, et sans les Anglais nous en serions peut-être encore aujourd'hui les maîtres. Que l'Algérie nous en tienne lieu, et ne craignons pas d'ouvrir cette carrière à l'activité nationale, puisque l'alliance de l'Angleterre est une garantie de plus pour la paisible jouissance du fruit de nos sacrifices. Il n'y a pas, dit-on, d'alliance éternelle entre les peuples; c'est vrai. Mais les intérêts et les principes qui ont rapproché, en 1830, les deux plus puissantes nations libres de l'Europe semblent de nature à maintenir long-temps leur union, et le cabinet du 15 avril a beaucoup fait avec sa sagesse, comme avec sa discrétion ordinaire, pour l'affermir. Il peut donc oser en Afrique sans se faire accuser d'imprévoyance; et si nous ne croyions pas M. Molé résolu à tirer tout le parti possible d'un succès qui honore son administration, nous lui dirions que ce succès même, qui a fait tant de jaloux, tournerait contre lui, le jour où il prendrait soin de diminuer son importance, en reconnaissant qu'il ne saurait avoir de résultats sérieux.

Tous les hommes qui s'intéressent à la question d'Alger ont lu le curieux travail publié par M. Dureau de la Malle sous le titre modeste de *Renseignemens sur la province de Constantine*. Il serait à désirer que les conclusions générales de ce travail sur la fertilité de la province, sur l'importance de Constantine, sur les grandes voies de communication établies par les Romains dans cette partie de l'Afrique, fussent connues de tout le monde. On serait étonné de ce qu'en rapportent les voyageurs anciens et modernes, les observateurs les plus désintéressés et les moins suspects d'exagération. Un savant professeur du Jardin des Plantes, M. Desfontaines, qui a parcouru la province de Constantine en 1785, a laissé sur l'agriculture et les productions végétales du pays les observations les plus complètes et les plus satisfaisantes, qui s'accordent d'ailleurs avec une foule d'autres témoignages également recueillis par M. Dureau de la Malle. La ville même de Constan-

tine, si éloignée de la mer par la route de Bone, la seule explorée jusqu'à présent, en serait beaucoup plus rapprochée par plusieurs autres voies, qui aboutiraient à l'est et à l'ouest des caps Boujarone sur trois points différens du littoral. A l'ouest, ce serait l'embouchure du Rummel, qui passe sous les murs de Constantine, et se rend ensuite à la mer par une étroite vallée; mais les cartes n'indiquent pas de port à l'embouchure de ce fleuve, tandis qu'à l'est il en existe au moins deux.

La conquête de Constantine nous ouvre donc un large horizon. Qu'il y ait beaucoup à faire, beaucoup à dépenser pour assurer, dans la réalité, une partie des résultats que l'imagination et la théorie s'en promettent, nous ne le nions pas. Que ces résultats aient besoin de quelque temps pour se développer, bien loin de le contester, nous désirons que tous les esprits sérieux en soient bien convaincus. Malheureusement il y a dans le caractère français une impatience maladive qui nuira toujours aux grandes entreprises, et que la rapidité même des communications, si avantageuse d'ailleurs, contribue à entretenir. On vit, au jour le jour, de petits faits qui échappent à la mémoire, que l'esprit ne s'attache pas à résumer et à généraliser, et qui, réunis dans un certain ensemble, constitueraient cependant, à les envisager par masses, de notables progrès. Il n'y a pas encore sept ans et demi que le drapeau français a pris possession d'Alger, et nous nous étonnons qu'il ne soit pas respecté d'un bout à l'autre de la régence, et nous nous étonnons qu'une population belliqueuse, fanatique, puissante, n'y reconnaisse pas encore tout entière notre empire; que tout le territoire ne soit pas couvert d'établissemens français. Mais on oublie que pendant les deux ou trois premières années la conservation d'Alger a été douteuse; on oublie la mesquinerie des moyens employés, les changemens si fréquens de gouverneurs et de systèmes, les tiraillemens des chambres, les incertitudes de l'opinion. Et en vérité, si l'on tenait compte de toutes ces circonstances, on devrait plutôt s'étonner que la domination française ait jeté de si profondes racines dans l'Algérie, de Bone à Oran.

Nous le répéterons à la France et au gouvernement : il faut garder Constantine. A la France, nous dirons que la conquête de la régence est sa gloire, que c'est un champ immense ouvert à son ambition et à son activité au profit de la civilisation européenne; mais que, pour l'exploiter avec fruit, il faut de la persévérance, et qu'on ne peut recueillir au moment où l'on sème. Nous dirons au ministère du 15 avril, que ce dernier succès le grandit et le consolide, comme la prise de la citadelle d'Anvers a consolidé le cabinet du 11 octobre, qu'il doit le présenter intact à la nouvelle chambre et ne se charger en aucun cas de l'impopularité qui s'attacherait à le déclarer stérile.

Un incident bizarre a signalé le retour en France de l'escadre qui s'était présentée devant Tunis, afin d'y prévenir toute tentative de débarquement de la part des Turcs. Le contre-amiral Lalande est arrivé assez brusquement, avec plusieurs vaisseaux de ligne, en vue du port de Naples, et, sans se douter de la frayeur qu'il causait, leur a fait exécuter diverses évolutions

sous les yeux d'un gouvernement et d'une population en émoi. La peur ne raisonne pas. On s'est aussitôt imaginé à Naples que c'était une démonstration hostile, une espèce de menace, et peut-être plus, pour intimider le cabinet napolitain et le forcer à plus de ménagemens envers la France, pour lui arracher des concessions auxquelles il se refuse dans l'affaire des bateaux à vapeur. En conséquence, le gouvernement a mis les troupes sur pied, armé les canons des châteaux, et pris toutes les mesures de défense qui étaient en son pouvoir. Mais ces formidables préparatifs, dont notre escadre aurait eu promptement raison, devaient être inutiles. Les vaisseaux français disparurent le lendemain et rapportèrent à Marseille, quelques jours après, l'histoire de la peur qu'ils avaient faite. Ce qui est plus sérieux, c'est l'effet produit à Naples, sur la population, par la vue du drapeau tricolore. Le gouvernement des Deux-Siciles fera bien d'en prendre note. Quelle que soit la modération de notre politique, la propagande constitutionnelle s'opère toute seule chez des peuples gouvernés sans intelligence, par un despotisme qui n'est pas même éclairé.

La prise de Constantine a fait oublier un instant la grande question du jour, celle des élections. Un si heureux évènement, préparé par le choix habile des hommes qui en ont l'honneur immédiat, et par l'impulsion vigoureuse que le ministère avait donnée aux préparatifs de l'expédition, ne peut manquer de produire sur l'esprit public un effet avantageux au gouvernement. Les craintes exagérées que l'opposition s'est hâtée d'accueillir et de propager, les commentaires injustes et malveillans sur les petits détails de l'exécution, ne sauraient nuire à la légitime influence de ce beau succès et lui ôtent des mains une arme dangereuse. Aussi ne la croyons-nous pas fort à craindre, malgré les efforts du comité central. Embarrassée de ses alliances, elle n'a pu s'entendre sur la rédaction d'un manifeste, et ce projet, successivement abandonné et repris, ne recevra point d'exécution. M. Mauguin avait, dit-on, consenti dernièrement à s'en charger; mais quand il s'est mis à l'œuvre, il a trouvé la tâche trop épineuse, il a craint de ne contenter personne, pas même lui-même, de compromettre une coalition déjà très fragile, et de ruiner sa popularité, s'il cherchait à calmer les inquiétudes de l'opinion constitutionnelle. Il n'y aura donc pas de manifeste pour expliquer la moralité d'une alliance électorale entre M. Laffitte, qui déclare que le temps de la république n'est pas venu, et M. Garnier-Pagès qui croit tout le contraire. Les candidats du comité en seront réduits à justifier individuellement leurs intentions, comme l'a fait M. Laffitte, et il est fort douteux que leurs explications soient concluantes.

L'approche des élections paraît avoir déterminé un mouvement politique beaucoup plus vif que ne le craignaient les uns, que ne l'espéraient les autres, et que nous ne l'attendions nous-mêmes. Il est certain que les questions purement politiques ont occupé une très grande place dans les circulaires électorales et dans les réunions préparatoires qui ont déjà eu lieu; et ce qui rend le fait plus remarquable, c'est que les candidats ouvertement

conservateurs se sont néanmoins laissé entraîner sur la pente des concessions à l'esprit démocratique. Mais nous ne croyons pas que ce mouvement doive aller bien loin et qu'il soit fort dangereux. Il indique seulement une tendance de l'esprit public, maintenant faible encore, qui sera un jour plus impérieuse, et le deviendra davantage à mesure que les partis destructeurs s'effaceront. S'ils venaient à s'annuler entièrement comme partis, si les intérêts qui demandent l'ordre avant tout ne les voyaient plus, derrière certaines concessions, prêts à en faire des instrumens de révolutions nouvelles, le courant, peu sensible aujourd'hui, qui porte dans le sens d'un progrès paisible et modéré, serait bientôt irrésistible. Le pouvoir doit s'y attendre : mais on n'en est pas arrivé là. Il reste trop à faire dans l'ordre des améliorations matérielles pour que les innovations dans l'ordre politique aient une chance prochaine de concentrer sur elles tout l'intérêt de la nation et de ses représentans. Le ministère a d'autant moins à s'en effrayer, qu'il n'inspire aucune défiance à l'opinion libérale, et qu'on ne lui attribue aucune arrière-pensée systématique de refoulement et de compression. Pousser l'activité du pays dans les voies du progrès industriel, l'occuper de grandes entreprises, de chemins de fer et de canaux, tel est son plan, telle est la mission qu'il doit se donner, et nous croyons qu'il s'y prépare sérieusement. Deux vérités incontestables ressortent pour nous des dernières manifestations de l'esprit public, et elles sont aussi rassurantes pour les amis de l'ordre que pour ceux de la liberté : c'est, d'une part, que la dynastie et la constitution sont au-dessus de toute atteinte; c'est, de l'autre, que les droits garantis et étendus par la révolution de juillet, que les prérogatives de la classe moyenne et l'ordre particulier d'institutions dont elles dépendent, ne sont pas moins inattaquables et sont définitivement acquis au pays. Il y a sans doute des points sur lesquels le pouvoir est faible en théorie; mais il faut renoncer à le fortifier, car on n'y réussirait pas. Sur la défensive contre les factions, il a été assez fort, il a lutté, il lutterait encore avec succès. Qu'il prenne l'offensive contre les préjugés de la classe bourgeoise, contre les erreurs même de son esprit, il échouera. En un mot, qu'il veuille refaire la société sur un modèle idéal, qu'il attaque de front certaines tendances au lieu de les détourner, il se préparera d'immenses difficultés. Et à quoi bon? Que le pouvoir soit éclairé, consciencieux et juste; qu'il marche d'accord avec le pays, en contribuant, autant qu'il est en lui, à son bien-être, et il aura de fait toute la force nécessaire pour accomplir sa mission. Nous n'en voulons d'autre preuve que l'exemple de la Belgique. C'est là, encore une fois, la conclusion à tirer du mouvement d'opinion très libéral que l'approche des élections a provoqué; mais c'est la seule, et il ne menace ni la royauté, ni le cabinet.

En Espagne, la fortune continue à favoriser les armes de la reine. Don Carlos a essuyé dans ces derniers temps plusieurs échecs qui l'ont forcé à évacuer la Vieille-Castille, et à repasser l'Èbre avec une armée mécontente et démoralisée. Ses lieutenans n'ont pas été plus heureux que lui-même

dans les autres provinces. En Catalogne, l'étoile d'Urbistondo a pâli, et le baron de Meer, bien secondé par des généraux habiles, a repris l'ascendant, quoique le gouvernement de Madrid soit malheureusement hors d'état de lui envoyer les renforts et les secours nécessaires. Dans la Navarre, les carlistes ont essayé en vain le siége de quelques petites places, et en même temps il est parti de Saint-Sébastien deux expéditions, dirigées avec succès contre différens points du littoral. La guerre civile n'est pas encore resserrée dans ses anciennes limites, mais c'est déjà beaucoup que d'avoir arrêté son développement au cœur de l'Espagne. Ces résultats font honneur au ministère de M. Bardaji, et il est permis d'espérer qu'ils en amèneront de plus décisifs; car on voit se dissiper une à une les craintes de toute espèce, que la chute de M. Mendizabal et les dispositions hostiles des cortès avaient inspirées.

Les élections se sont faites plus régulièrement qu'on ne le supposait, sauf les troubles de Barcelone et de Cadix qui ne se sont pas étendus au-delà de ces deux villes et ont même donné au gouvernement la mesure de ses forces. L'administration a trouvé des ressources pour subvenir aux plus pressantes nécessités de la guerre, et le succès a justifié ses calculs. Le parti exalté, qui a si mal fait les affaires de l'Espagne, semble frappé d'impuissance; il a échoué dans les élections; il n'a pas d'action sur les troupes; tout lui échappe des mains à la fois; en ce moment il se divise et perd jusqu'à l'appui moral d'une légation dont il se prétendait favorisé. Depuis deux mois, tous les courriers d'Espagne annoncent que les anarchistes préparent un mouvement. Les jours se passent, et le mouvement redouté n'a pas lieu. Ne serait-il pas assez raisonnable de penser que l'expérience, dont le fruit n'est jamais entièrement perdu, a désabusé l'Espagne libérale sur le compte du parti exalté? On l'a vu à l'œuvre pendant une année; et certes il n'a été ni heureux, ni fort, ni habile. On ne lui doit donc aucune reconnaissance, et il est tout simple que les libéraux de bonne foi, séduits peut-être par ses grands airs de patriotisme, veuillent essayer d'autres principes et d'autres hommes. Comment s'expliquer sans cela le résultat des élections? L'année dernière, exclusion absolue des modérés; cette année, retour général aux Martinez de la Rosa, aux Isturitz, aux Toreno, en un mot, à tous ceux que le ministère de la Granja se reconnut hors d'état de protéger contre d'aveugles et ignobles persécutions. La réaction est complète; elle ne s'arrête même pas aux sommités du parti constitutionnel éclairé, aux chefs des diverses nuances d'opinion que nous venons d'indiquer. Elle arrive jusqu'à des hommes qui ont servi Ferdinand VII, comme M. Cafranga, ou que le mouvement de l'opinion avait depuis long-temps laissés en arrière, comme M. Moscoso. C'est, en quelque sorte, une réhabilitation de l'aristocratie du libéralisme espagnol, frappée d'ostracisme par des tribuns obscurs et ineptes. On n'a pas fait assez attention à ce phénomène, d'autant plus singulier qu'il se produit spontanément, et que l'action d'un pouvoir faible, incertain, à peine connu, y est complètement étrangère.

Le prétendant est-il malade? On ne le sait pas plus aujourd'hui qu'il y a

trois semaines, et voilà que les journaux espagnols publient des lettres qui tendraient à le faire croire marié secrètement avec la princesse de Beira, tandis que les journaux de Paris le disent mourant. La princesse de Beira, sœur de don Miguel, est veuve d'un infant d'Espagne qui appartenait à une branche établie en Portugal, et mère de l'infant don Sébastien. C'est auprès d'elle que résident en Autriche les enfans de don Carlos. Elle a toujours exercé sur ce prince un grand empire, et, sous le règne de Ferdinand VII, elle était l'ame d'un parti plus royaliste que le roi, absolutiste fougueux, altéré de vengeance, avide de persécutions, qui rêvait l'Espagne de Philippe II, et aurait voulu remettre les auto-da-fés en honneur. Ce n'est ni un esprit, ni un caractère ordinaire; elle a toute la férocité d'une nature africaine et sauvage, qui rappelle les Frédégonde et les Brunehaut. Ferdinand VII en avait peur. On la croyait, en Espagne, capable de se porter aux derniers excès pour satisfaire ses passions politiques. Telle est la femme que don Carlos aurait épousée, telle serait la reine dont il menacerait l'Espagne, si les lettres qu'on a publiées d'après une feuille de Saragosse avaient quelque authenticité. Mais on les regarde généralement comme supposées, et on ne sait trop comment aurait eu lieu le mariage dont elles tendent à accréditer le bruit, puisque don Carlos et la princesse de Beira se sont séparés avant que la mort de l'épouse du prétendant eût rendu cette union possible. Au reste, si quelque chose pouvait aggraver le malheur qui frapperait l'Espagne dans une restauration au profit de don Carlos, ce serait l'influence que prendrait infailliblement sur lui la digne sœur de don Miguel.

On dit que la cause de don Carlos trouve en Europe, dans les grandes monarchies du nord et de l'est, des sympathies ardentes, quoique bien timides. Si cela est vrai, il y a là un déplorable aveuglement. Nous ne connaissons pas de plus grand danger que le triomphe de don Carlos pour le principe de la monarchie absolue. Don Carlos et son parti signaleraient le rétablissement de la monarchie absolue en Espagne par des atrocités et des extravagances telles, qu'il se ferait par toute l'Europe, dans l'esprit des peuples, une réaction contre le principe monarchique, pareille à celle que les excès de la révolution française ont provoquée contre le principe libéral, et dont les plus fermes intelligences de cette époque ont subi l'influence. M. de Werther et M. de Metternich auraient trop à rougir de leur allié. L'opinion publique de la Prusse et la modération du cabinet prussien se révoltent à beaucoup moins; car, il y a un mois, tous les journaux censurés de l'Allemagne protestante ont accusé le gouvernement sarde d'intolérance et d'illibéralisme, à propos de la publication d'un code qui refusait aux protestans la jouissance de certains droits civils. Ce serait bien autre chose en Espagne avec don Carlos pour souverain, la princesse de Beira pour influence dominante, et M. Calomarde pour instrument de sa politique. Mais l'Espagne n'est pas réservée à cette funeste épreuve, et la cause constitutionnelle, abandonnée d'un commun accord à ses propres forces, paraît devoir trouver en elle-même les ressources nécessaires pour triompher.

La situation des affaires n'a pas changé en Portugal, c'est-à-dire que ce royaume est toujours à la veille d'une révolution, ou d'un essai de révolution nouvelle. Un des hommes les plus marquans du parti constitutionnel, M. de Sa, que la reine a chargé de former un ministère et appelé à Lisbonne dans cette intention, ne trouve personne qui veuille accepter le fardeau du pouvoir aux conditions que la cour paraît y mettre. Le dernier ministère, composé d'hommes estimables, éclairés et sages, a été sacrifié de gaieté de cœur, on ne sait à quelles répugnances et sous l'inspiration de quels conseils. Devenu suspect à son propre parti, accusé de connivence avec les chartistes et de ménagemens coupables envers la cour, il avait perdu la confiance des cortès sans gagner celle du palais, qui lui a rendu le gouvernement impossible; et aujourd'hui le problème à résoudre dans la formation d'un nouveau ministère, c'est de faire consentir trois ou quatre personnages politiques du parti de la majorité des cortès à gouverner dans un sens contraire aux vœux et aux principes de cette majorité. L'assemblée en est très mécontente, et la discussion d'un article important de la constitution nouvelle vient de prouver combien elle est exaspérée contre le pouvoir royal. Il s'agissait de déterminer le mode de formation d'une seconde chambre, votée en principe comme base constitutionnelle. Des majorités, constamment très fortes, ont décidé que la seconde chambre serait élective et temporaire, résultat que la cour aurait peut-être prévenu par une conduite plus habile et une attitude moins équivoque; car on l'attribue généralement à l'irritation que les cortès ont ressentie de tous les actes du gouvernement depuis le commencement de la guerre civile allumée au nom de la charte.

Nous craignons que la jeune reine de Portugal ne soit entourée de passions bien aveugles, et qu'elle ne défère trop à des conseils dépourvus de raison et de sang-froid. Tout ce qui se passe à Lisbonne, l'indépendance complète dont elle y jouit, cette lutte soutenue contre les cortès, sont même autant de preuves qu'il s'attache toujours un grand prestige au nom de la fille de don Pédro. Serait-il politique et raisonnable de pousser beaucoup plus loin cette singulière épreuve de ses forces? Nous ne le croyons pas. Ce serait peut-être fort dangereux à la longue. Des couronnes mieux affermies que ne peuvent l'être encore celles de dona Maria et du prince Ferdinand son époux, ont été compromises par de pareilles imprudences, et ces deux souverains devraient recevoir, de près ou de loin, le conseil de s'en abstenir. Une troisième tentative de contre-révolution ne serait pas plus heureuse que les deux premières, et le parti qui domine à Lisbonne et dans les cortès pourrait faire plus chèrement expier à la cour le soupçon d'en avoir au moins désiré le succès.

— La publication des *Pensées d'Août* a donné lieu, dans la presse, contre M. Sainte-Beuve, à une malveillance qui nous étonne et nous afflige. Qu'on éprouve plus ou moins de sympathie pour une tentative, peut-être hasardée, de rénovation poétique, nous le concevons sans peine. Moins que tous autres,

nous voudrions poser des limites à l'indépendance de ceux que le public veut bien accepter comme juges en matière de goût : nous-mêmes, nous avons été des premiers à discuter, avec une sévérité peut-être minutieuse, le système de versification adopté par notre collaborateur. Mais pouvons-nous subir en silence, et comme critiques littéraires, ces attaques que certains journaux ne se lassent pas de renouveler, ces inconvenantes parodies, ces citations tronquées, ces images malignement séparées du cadre où elles peuvent recevoir la lumière ? N'a-t-on pas même profité du départ, depuis long-temps résolu, de M. Sainte-Beuve, pour insinuer qu'il s'expatriait par dépit? Le résultat probable de cette animosité sera d'appeler sur les *Pensées d'Août* une attention plus scrupuleuse. Or, M. Sainte-Beuve n'aurait qu'à se féliciter de voir prolonger, pour lui, l'épreuve qui décide du sort des livres. Ses vers sont de ceux qui exigent du lecteur le recueillement, on pourrait même dire une sorte de préparation sympathique. Pourquoi ne chercherait-on pas à saisir le point de vue pour les tableaux poétiques, comme pour ceux qu'on trace sur la toile? Qui veut comprendre un poète, doit le suivre dans l'ordre d'idées où son instinct le place de préférence : avant de juger son expression, il faut étudier les aspects qu'il a su découvrir, hors des voies battues par la foule. M. Sainte-Beuve, dont la sensibilité est vraie et profonde, a cru que des émotions neuves ne pouvaient, pour ainsi dire, prendre consistance que dans un moule poétique tout nouveau. Une entreprise comme la sienne devient respectable par ses dangers mêmes : elle est toujours intéressante et utile, quel qu'en soit le succès, et il est triste qu'au lieu d'en faire sortir une controverse instructive, on n'y ait trouvé, en général, qu'un prétexte de misérable taquinerie. Au surplus, il nous semble que ceux qui poursuivent M. Sainte-Beuve de leurs hostilités, jouent, sans s'en douter, un mauvais jeu. On s'étonnera, à la fin, de cette persévérance à ternir une belle réputation, dont les titres, incontestés jusqu'ici, sont l'élévation du sentiment, le culte fervent de l'art, une haute probité critique, une pureté de goût littéraire que les ménagemens d'une bienveillance instinctive ne peuvent altérer, et surtout ce désintéressement, cette indépendance qui s'effarouchent, à tort selon nous, des distinctions les plus méritées; et comme d'ailleurs M. Sainte-Beuve, qui ne parle ordinairement que des œuvres importantes, n'a pas souvent occasion de blesser personnellement les écrivains qui l'attaquent aujourd'hui, le public en sera réduit à se demander si la sympathie acquise à notre collaborateur ne serait pas, pour ceux qui ne se servent du feuilleton que dans l'intérêt de leurs passions, une critique permanente dont ils ont besoin de se venger.

F. BULOZ.